

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# L'ALBANIE

ET

## LA RÉUNION D'AMBASSADEURS A LONDRES

(Étude politique et économique)

---

### THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le samedi 20 Juin 1914, à 3 heures.*

PAR

PÉRICLÈS-J. POLYVIOS

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES DE LA FACULTÉ DE DROIT  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DOCTEUR EN DROIT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CONSTANTINOPLE  
AVOCAT

---

*Président : M. F. LARNAUDE, Doyen.*

*Suffragants* { MM. E. CHAVEGRIN { *Professeurs.*  
                  { GROUFFRE DE LAPRADELLE {

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1914





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**THÈSE**

**POUR LE DOCTORAT**

**(ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

# L'ALBANIE

ET

## LA RÉUNION D'AMBASSADEURS A LONDRES

(Étude politique et économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le samedi 20 Juin 1914, à 3 heures*

PAR

PÉRICLÈS - J. POLYVIOS

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES DE LA FACULTÉ DE DROIT  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DOCTEUR EN DROIT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CONSTANTINOPLE  
AVOCAT

*Président : M. F. LARNAUDE, Doyen.*

*Suffragants* { MM. E. CHAVEGRIN  
GEOUFFRE DE LAPRADELLE } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER. 13

1914



A

MES PARENTS



## AVANT-PROPOS

---

Les événements balkaniques si gros de conséquences, qui ont préoccupé l'opinion publique en Europe vers la fin de 1912 et qui ont failli un moment compromettre la paix européenne, sont encore présents à toutes les mémoires. L'on comprend l'importance de ces événements si l'on songe que sur ce conflit purement balkanique vint s'en greffer un autre d'une gravité plus grande encore : nous voulons parler de la crise austro-serbe ou pour mieux dire de la crise austro-russe.

Maintenant que tout danger est écarté et que nous pouvons envisager l'avenir avec confiance, il nous a paru intéressant de jeter un coup d'œil en arrière et de rechercher les causes de la Crise balkanique en général, et tout spécialement de la Crise albanaise qui déclancha le conflit austro-russe.

Si la liquidation de la Crise balkanique n'a pas dégénéré en une guerre européenne, nous savons tous aujourd'hui que l'Europe le doit à la Réunion des Ambassadeurs à Londres. Ce fut, en effet, cette réunion qui, à certaines heures, prit le rôle d'un *Tribunal d'arbitrage international*, selon l'expression de M. L. Bourgeois, et parvint à concilier les intérêts en conflit et à rendre un service inappréciable à la cause de la paix. Il n'est pas sans quelque intérêt d'étudier les solutions apportées aux questions nées à la suite de cette crise et de rechercher dans quelle mesure les principes de droit et de justice ont été conciliés avec les considérations essentiellement politiques.

---

## PLAN DE L'OUVRAGE

Avant de commencer l'étude de la Crise balkanique et d'entrer dans le sujet même de notre étude, nous avons pensé qu'il serait indispensable pour comprendre certaines questions soulevées dans la suite, de donner quelques notions préliminaires sur l'Albanie. Ces questions se rapportent à la géographie physique, ainsi qu'à l'histoire de ce nouvel Etat.

Nous nous sommes arrêté un peu longuement dans l'étude de l'organisation actuelle de l'Albanie, ainsi que dans celle du protectorat exercé par l'Autriche, l'Italie et la France sur les catholiques romains de la Principauté.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous avons passé rapidement en revue les événements principaux de la Crise balkanique. Ceci fait, nous avons recherché les origines de la Crise albanaise et à ce propos, nous avons soulevé la question du principe des nationalités en Europe en général, et en particulier dans les Balkans. Nous avons ensuite essayé de mettre en relief quels avaient été les intérêts des grandes Puissances dans la Péninsule et de retracer les grandes lignes de la politique suivie par chacune d'elles. Puis, nous avons abordé l'étude de la Réunion des Ambassadeurs à Londres qui s'efforça de trouver à la crise albanaise une solution susceptible de satisfaire les parties en conflit. A cette occasion, nous avons examiné les principes du droit des gens, ce à quoi nous nous sommes arrêté assez longuement afin de rechercher dans quelle mesure ces principes ont été respectés ou violés, soit lors de la constitution du nouvel Etat d'Albanie, soit lors de la délimitation de ses frontières. Les questions relatives au droit de voisinage, au débouché serbe, à l'équilibre dans l'Adriatique, ainsi qu'à la liberté du détroit d'Otrante et du canal de Corfou ont fourni matière à quelques développements.

Etant donné l'intérêt que présente le mouvement autonomiste épirote, tant au point de vue du droit interna-

tional qu'à celui du droit public de la Principauté d'Albanie, nous avons trouvé à propos de consacrer une section pour traiter les causes de ce mouvement et les arrangements qui sont intervenus pour lui donner satisfaction.

Enfin, dans une dernière partie, nous avons exposé la situation économique actuelle en Albanie et celle de la Banque d'Etat. Et après avoir étudié les finances albanaises (revenus et emprunt), nous avons achevé cette étude par certaines considérations relatives à la part contributive de l'Albanie dans la Dette publique ottomane, ainsi qu'à la validité des concessions et privilèges accordés en Albanie, alors qu'elle était encore sujette de l'Empire ottoman.

Nous concluons en nous demandant quel sera l'avenir de l'Albanie et en rendant hommage au rôle bienfaisant de la Réunion d'Ambassadeurs à Londres, qui dans la mesure du possible a fait triompher l'idée de droit et de justice.

NOTA. — Nous tenons en terminant à adresser à l'Administration du *Temps* nos plus vifs remerciements pour avoir bien voulu mettre à notre disposition, avec une délicate complaisance, la série des Journaux parus depuis 1911.

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE I

#### GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE L'ALBANIE

L'Albanie est située sur la côte occidentale de la presqu'île des Balkans, sur le littoral oriental de la mer Adriatique.

##### I. LIMITES

Le nouvel État d'Albanie est limité par  $16^{\circ} 53'$  et presque  $48^{\circ} 40'$  de longitude est de Paris et  $39^{\circ} 37'$  et  $42^{\circ} 30'$  de latitude nord, et comprend 265 kilomètres de longueur sur 65 kilomètres en moyenne de largeur; sa superficie est d'environ 20 kilomètres carrés; ses limites sont : à l'ouest la mer Adriatique, au sud et au sud-est la Grèce, à l'est la Serbie, au nord le Monténégro (1). C'est une

(1) Voici les tracés des frontières de l'Albanie tels qu'ils ont été déterminés par la Réunion de Londres, mais qui sont susceptibles

région très accidentée et très montagneuse, d'où le nom de *Skiperia* ou pays des rochers donné à ce pays par ses indigènes qui se donnent aussi le nom de *Skiptars* ou *Schkiptars*.

de subir certaines rectifications par les Commissions de délimitation qui travaillent sur place.

Et tout d'abord les frontières du nord et du nord-est de l'Albanie :

La frontière ira de la côte Adriatique à l'embouchure de la Boyana; elle se confondra avec le cours du fleuve entre Ruskili et Samrik jusqu'à Zogni (sur le lac de Scutari) contournant le mont Tarabosch, qui de même que Scutari sera albanais. De Zogni, la frontière traversera le lac de Scutari jusqu'au golfe de Scutari, se fauflera entre le pays de la tribu Hoti et Groudís cédé aux Monténégrins, et le pays des tribus Castrati, Clementi et Serènes qui restera albanais.

Traversant ensuite le pays Cuci et Clementi, elle ira jusqu'à Gou-signé et Plava, qui appartiendront au Monténégro, passera entre le Liuma et le Drin atteignant Diakova qui sera cédé à la Serbie.

A partir de Diakova, la frontière empruntera le cours du Drin-Blanc jusqu'aux environs de Prizrend qui avec Liuma et la zone inférieure de Dibra restera albanais tandis que la zone supérieure et la ville elle-même seront en dehors de la nouvelle principauté; la frontière suivant ensuite le Drin-Noir atteindra le lac Okhrida (V. *Le Temps* du 28 mars 1913).

Quant à la frontière sud d'Albanie, elle partirait de Pogradetch (situé sur la rive méridionale du lac d'Okhrida, à l'endroit où la route venant de Korytza atteint le lac), pour se diriger vers la pointe sud du lac de Presba; elle suivrait la limite orientale du caza (arrondissement) de Korytza, en passant non loin de Kastoria. De l'extrémité sud du caza de Korytza, la frontière irait en ligne à peu près droite vers Leskoviki, une autre ligne à peu près droite orientée du nord-est au sud-ouest, gagnerait le canal de Corfou et aboutirait au cap de Stylos. Ainsi Colonia et Premeti seraient en Albanie, comme

## II. COURS D'EAUX

De nombreux cours d'eau sillonnent les massifs montagneux, les traversent ou serpentent à leur base. Si l'on fait exception du fleuve Boyana, qui relie le lac de Scutari à la mer, et qui est accessible aux bateaux de 40 à 50 tonnes jusqu'aux abords de Scutari, les autres cours d'eau principaux, tels que le Drin-Blanc et le Drin-Noir, le Mati, le Skumbi, le Devel et la Vojuza (Aoos) sont impropres à la navigation.

La région des lacs qui limite à l'est les territoires occupés par la race albanaise est également accidentée.

Ces lacs sont entourés de crêtes qui les dominent de plus de 200 à 300 mètres.

Le lac d'Okhrida d'où sort le Drin-Noir a environ 40 kilomètres de longueur et près de 20 kilomètres de largeur. Les eaux sont profondes et d'après ce que racontent les habitants de ces plateaux, il y aurait de larges communications souterraines entre le lac d'Okhrida et celui de Presba distant de près de 15 kilomètres.

Il y a encore le lac de Scutari, le plus important au nord, qui n'a pas moins de 28 kilomètres de longueur.

## III. CLIMAT

Si l'on excepte quelques districts du littoral, notam-

Argyrocastro et toute sa vallée. Par contre Konitza et la région du Pinde resteraient à la Grèce.

(V. *Le Temps* du 23 novembre 1913).

ment au nord du golfe de Avlona, où règnent presque continuellement les fièvres marécageuses, le climat de l'Albanie est généralement sain. Les épidémies, telles que la peste et le choléra, n'ont jamais fait d'apparition sérieuse ni durable en Albanie.

Les principales villes d'Albanie sont Scutari (35.000 habitants) qui est destinée à devenir la capitale de la Principauté, Elbassan (12.000 habitants), Bérat (Pulcheriopolis) (12.000 habitants), Tirana (10.000 habitants), Kawaja, Korytza (10.000 habitants) et Argyrocastro (10.000 habitants).

Les ports de l'Albanie sur la mer Adriatique sont : Saint-Jean-de-Média, Obetti, qui desservent Scutari, Ljesch ou Alessio, Ichmi, Durazzo qui sert actuellement de lieu de résidence au Prince, Kavarsta, Avlona (Valona) (6.000 habitants) au fond du merveilleux golfe du même nom, et sur la côte de l'Épire d'Albanie : Chimara, Loukovon, Santi-Quaranta et Butrinto.

L'*Épire d'Albanie* est la partie nord de l'Épire annexée à l'Albanie, alors que la partie sud fut incorporée au royaume de Grèce. L'Épire d'Albanie jouit d'une large autonomie.

#### IV. POPULATION

Il est difficile de faire une évaluation exacte de la population de l'Etat albanais, car il n'y a jamais eu de recensements complets en Albanie.

On l'évalue approximativement de 800.000 à 1 million

d'habitants, dont 150.000 habitant l'Épire d'Albanie sont Grecs d'origine ou Albanais complètement hellénisés.

Les habitants de l'Albanie se divisent en deux branches bien distinctes : les *Guèghes* et les *Toskes*, séparés par la rivière Skumbi à la hauteur du lac d'Okhrida, sous le 41° degré de latitude. On appelle *Guèghes* ou *Begs* les habitants de la *Haute Albanie* et *Toskes* ceux de la *Basse Albanie* et de l'Épire d'Albanie.

## V. LANGUE

On a publié des travaux aussi considérables que nombreux sur les origines de la langue albanaise. Leibnitz prétendait que cette langue était d'origine celtique. Cette opinion est maintenant abandonnée.

Dans l'étude qu'il a consacrée à la langue albanaise, Malte-Brun arrive aux conclusions suivantes : 1° plus d'un tiers des racines albanaises ne sont que des racines grecques ; 2° un autre tiers des racines albanaises paraît appartenir au latin, au sabin ou sunnite, au celtique italtique, au slavon et généralement aux langues européennes du centre et de l'occident ; 3° à l'égard du tiers restant, jusqu'ici non expliqué, les analogies de noms géographiques semblent indiquer les langues anciennes de la Thrace et de l'Asie Mineure, comme la souche la plus probable. Il résulte de ces trois assertions que la langue albanaise est un chaînon ancien et important de la grande chaîne des langues pélasgo-helléniques du règne indo-gothique.

Au point de vue grammatical, la langue albanaise n'a ni les mots composés du grec, ni les constructions hardies du latin ; elle emploie beaucoup de périphrases. Elle a à sa disposition peu de mots abstraits, mais par contre un grand nombre de termes concrets. En Epire d'Albanie on parle partout le grec ou indifféremment l'albanais et le grec.

Les livres albanais publiés par la *Propaganda* se servent de l'alphabet italien moderne auquel se sont ajoutés quatre lettres particulières ; les *Guèghes* eux-mêmes emploient l'alphabet grec moderne auquel ils ont également ajouté des lettres particulières. Les Albanais se servent en outre d'un alphabet ecclésiastique de trente lettres offrant de grandes ressemblances avec les caractères phéniciens, hébreux, arméniens, palmyréniens.

On a beaucoup discuté au sujet de l'origine du mot *Skiperia* ; les uns le font dériver de l'éolien Sképhos (épée), les autres de Schkip (rocher).

## VI. RELIGION

Les Albanais appartiennent à trois religions : mulsumane, catholique et orthodoxe grecque.

La conscience religieuse des Albanais musulmans est plus complaisante en apparence qu'en réalité ; il restent, au fond du cœur, attachés aux vieilles pratiques traditionnelles aux antiques croyances qui forment le fond religieux de son âme nationale. L'Albanais quand il est dans les villes, fait des gestes d'un mulsuman fidèle mais il n'a

pas de scrupules de révéler en même temps saint Georges et saint Nicolas.

Presque tous les Albanais mulsumans sont affiliés à la secte très curieuse des Bektachis. Ceux-ci représentent dans l'Islam, la tolérance, presque le scepticisme ; leur religion devient une sorte de philosophie humanitaire qui regarde comme superflue toute pratique rituelle.

Les Albanais mulsumans sont propriétaires du sol que cultivent à bail les chrétiens. C'est le système féodal. Ils sont possesseurs de fiefs dénommés malikané, tymar ou zimmeth suivant le degré d'importance et les privilèges attachés à chacun de ces fiefs.

Les Albanais musulmans habitent principalement les districts d'Elbassan, de Gusiné, de Plava, les confins du Monténégro et de Serbie, tandis que les Albanais chrétiens qui suivent la religion grecque orthodoxe habitent en grande majorité l'Épire d'Albanie et en petit nombre les régions d'Elbassan, de Berat et d'Avlona.

Les Guèghes chrétiens du rite catholique répandus sur le littoral, entre Avlona et Dulcigno, le nord-est du lac de Scutari et la rive gauche du Drin, passent pour être d'un caractère plus farouche que les Toskes ; ils mènent une vie de pasteurs.

En dehors des Albanais guèghes et toskes, il convient de mentionner ici les Zinzares ou Valaques, qui habitent certains villages à l'est et au sud de l'Albanie.

## VII. MŒURS

La caractéristique des habitants de l'Albanie et surtout chez les tribus des Malissars et les Mirdites a été, de tous temps, une bravoure dans les combats, jointe à un profond amour de leur indépendance. L'Albanais a les yeux petits, le regard droit et fixe, les sourcils minces, le nez effilé, la tête allongée, le front aplati, le cou très long, la poitrine fortement bombée, le corps maigre et nerveux.

La magnificence du costume albanais est proverbiale ; leur justaucorps, étincelant de broderies d'or et de soies de toutes couleurs, descend du cou jusqu'à la ceinture ; il dessine la taille. Mais ce qui caractérise surtout le costume albanais, c'est le *phistan* ou *fustanelle* qui se compose de cent vingt-deux morceaux de toile coupés en biais et très larges aux extrémités inférieures, où ils forment des plis innombrables. Longues de près de deux pieds, cette fustanelle, ou jupe, ornée d'un feston de soie brodée à jour, se serre autour des hanches avec une coulisse. La chaussure est une espèce de guêtre en drap grossier, garnie d'agrafes et de galons de soie et imitée du cothurne antique ; elle descend du genoux jusqu'au pied, qui est recouvert tantôt d'un soulier de maroquin rouge tantôt d'une sorte de sandale en cuir noir.

---

## CHAPITRE II

### HISTOIRE DE L'ALBANIE

Les Albanais descendent des anciens Pélasges, qui appartiennent à la grande famille indo-européenne et dont les Grecs n'étaient eux-mêmes qu'un rameau qui s'est fixé au sud de la presqu'île des Balkans (1).

La légende rapporte que les Albanais sont établis en Albanie depuis les temps les plus reculés ainsi qu'en témoigne l'Odyssée.

L'Albanais, et surtout l'Albanais du Nord que l'on appelle *Guèghe*, ressemble aux Highlands écossais. Il a gardé à travers les siècles son caractère et son individualité propres ; cela s'explique par la persistance de son organisation sociale et de son droit coutumier transmis par tradition orale, de génération en génération, tel qu'il était aux premiers temps de l'histoire. Ces coutumes sont

(1) C'est en ce sens que s'exprimaient MM. Croisset et Victor Bérard dans la conférence sur « l'Albanie et les Albanais » faite à la Sorbonne.

A consulter les travaux de Xylander, de Hahn, de Flamerayer ainsi que Driault, *Les problèmes politiques et sociaux*, p. 75 et *Le Monde actuel*, p. 153.

celles des peuples montagnards et pasteurs, tels que la Bible ou Homère les décrivent (1) :

Voici quelques unes de ces coutumes :

Les Albanais sont organisés en tribus et en clans : le clan, base de leur organisation sociale, est la famille agrandie. La terre appartient aux beys, véritables seigneurs féodaux. L'autorité est reconnue à un conseil de chefs de famille qui rendent une justice arbitrale en se conformant aux coutumes. On y trouve la pratique du *levirat* qui existait chez les Hébreux, c'est-à-dire l'obligation pour le frère d'épouser la veuve de son frère mort sans enfants ; la preuve faite devant le tribunal arbitral par serment des parties, assistées de cojureurs ; la fraternité factice, institution complémentaire de la paternité adoptive ; enfin et surtout la *vengeance du sang* avec le système des compositions comme le *Wergeld* dans l'ancien droit germanique.

L'Albanie vit son sort s'associer avec celui de l'Épire qui la domina depuis les temps les plus reculés de l'histoire jusqu'à la domination romaine. Après le partage de l'Empire romain, l'Albanie et l'Épire devinrent des provinces

(1) Κυκλώπων δ' ἐς γαῖαν ὑπερφιάλων, ἀθελίστων,  
Ἰκόμεθ', οἳ ῥα θεοῖσι πεποιθότες ἀθανάτοισιν,  
Οὔτε φυτεύουσιν χερσὶν φυτὸν, οὔτε ἀρόωσιν·

(Ὅμηρου Ὀδύσσεια, I, 106-108).

Et nous parvinmes à la terre des Cyclopes orgueilleux et sans loi qui, confiants dans les Dieux immortels ne plantent point de leurs mains et ne labourent point...

(Homère, *Odyssée*, IX, 106-108).

de l'Empire d'Orient fréquemment ravagées par les invasions des Barbares.

Ce n'est qu'au commencement du xv<sup>e</sup> siècle que les Skiptars prirent le nom d'Albanais et commencèrent à jouer un rôle actif dans l'histoire. Lors de l'arrivée des armées des Sultans dans la presqu'île des Balkans, la plus grande résistance que les Turcs rencontrèrent leur vint des Albanais organisés et entraînés par leur prince *Georges Castriota* surnommé par les Turcs *Scander-Beg* (1414-1467) (1).

Après la chute de Scutari, les Albanais catholiques habitant la ville s'étaient retirés dans les montagnes ; ce furent les ancêtres des tribus Guèghes catholiques actuels.

Jusqu'en 1770, l'histoire intérieure de l'Albanie se passe tout entière en combats contre les Monténégrins.

En 1770, le pacha nommé par la Porte était Mahmoud Boutchatly. Un instant il put se croire un nouveau Scander-

(1) Scander-beg ou Georges Castriota, prince d'Albanie et d'Épire, né en 1414, mort en janvier 1467, était fils de Jean Castriota prince d'Émathia, et de sa femme Voissava, princesse serbe. Il était donné par son père comme otage au Sultan Mourad II, qui avait envahi l'Épire, il fut converti au mahométisme ; militaire de haute valeur et très estimé dans l'armée ottomane, il avait obtenu par les Turcs le surnom de *Iscander-beg* (prince Alexandre), par allusion à Alexandre le Grand. A la défaite des Turcs à Nisch en 1443 par les croisés, sous le commandement de Hunyade, il a pu s'évader et rentrer en Albanie ; aussitôt il y organisa une armée qui tint en échec jusqu'à sa mort les armées de Mahomet II le Conquérant. Après lui l'anarchie qui régna parmi les chefs affaiblit la résistance de la Skiperia ; alors les Albanais furent vite battus et assujettis.

beg ; il battit sous les murs de Scutari, les troupes ottomanes envoyées contre lui. Le dernier de la race des Boutchatly, Moustafa ayant fait cause commune avec le pacha de Janina, Ali de Tepelen, lors de sa rebellion contre le Sultan fut bientôt assiégé dans sa forteresse de Scutari, et obligé de se rendre. Le sultan Mahmoud lui accorda sa grâce et plus tard, le fit gouverneur de plusieurs provinces.

Lorsque à la suite de la guerre turco-russe (1877-1878), le Congrès de Berlin (13 juillet 1878), eut ratifié les dispositions du traité de San-Stéfano qui concédait à la Serbie les territoires de Kursumlje et de Vranja, et au Monténégro ceux de Cusinje, Plava, Hoti, Klementi et Skriéli, on vit s'unir sous le nom de *Ligue Albanaise*, les Albanais catholiques et musulmans pour s'opposer par la force, à tout démembrement de la Skiperia. Néanmoins les Serbes parvinrent à occuper les territoires que le Congrès de Berlin leur avait concédés. Mais les Monténégrins ayant échoué dans leur tentative pour s'emparer de la quote part qui leur était attribuée, les Puissances donnèrent Dulcigno au Monténégro comme compensation. Une démonstration navale internationale a permis au Monténégro d'occuper le port. Alors un mécontentement suivi d'une insurrection éclata en Albanie contre la Turquie, mais il fut vite étouffé par Dervich Pacha en 1879.

Le conflit des nationalités qui, depuis 1902, a mis aux prises, sous les yeux des Albanais et souvent à leur profit, les divers éléments de la population macédonienne, a contribué à développer chez eux le sentiment de l'unité natio-

nale. Le mouvement valaque roumanisant, suscité parmi les Valaques du Pinde, par Apostol Margariti, avec les subsides du Gouvernement roumain, trouva un appui dans l'élément albanais. On parla de la « nation albano-valaque » : on fraternisa dans la haine de l'hellénisme et du slavisme.

Bien avant la révolution jeune-turque du 10 juillet 1908, on voit le mouvement national albanais se dessiner nettement. Les Albanais affirmaient pourtant que leur mouvement n'était pas dirigé contre les Turcs, et qu'il s'agissait seulement d'obtenir une reconnaissance de la nationalité albanaise sous la forme linguistique et littéraire.

Lorsqu'à l'entrevue de Revel, le Tsar et le roi d'Angleterre s'entendirent sur un projet de réformes nouvelles à introduire en Macédoine, les Albanais, qui ont horreur de l'immixtion des étrangers dans leurs affaires, acclamèrent, à la réunion de Ferizovich, tenue le 25 juillet 1908, le Comité « Union et Progrès » et firent cause commune avec lui.

Leur conception étant différente du programme du « Comité Union et Progrès », leur ardeur fut vite modérée et ainsi accueillirent-ils avec faveur le mouvement contre-révolutionnaire du 13 avril 1909.

En novembre 1909, sur l'invitation du Club Albanais de Salonique, des délégués albanais, des vilayets de Salonique, Monastir, Kossovo et Janina se réunissaient en Congrès à Monastir pour y discuter l'adoption d'un

alphabet albanais. La réunion se prononça pour l'alphabet latin, les caractères turcs étant incapables de rendre certains sons albanais.

Entre temps, les événements avaient pris dans la région montagneuse du Nord une tournure plus grave.

Djavid Pacha, commandant la ville de Mitrovitza, chargé de faire une démonstration contre les populations révoltées, bombarda et détruisit entre autres le Coulé (citadelle) du chef albanais Issa-Boletine.

Ces expéditions avaient laissé dans toute l'Albanie de profondes rancunes. Une mutinerie militaire ne tarda pas à s'y produire et la question albanaise fut le sujet de nouvelles discussions. La première mutinerie eut lieu à Monastir. Des soldats, encouragés et bientôt suivis par leurs officiers, désertèrent et gagnèrent la montagne. Devant les forces ottomanes, les Albanais furent obligés d'évacuer Uskub, qu'ils avaient pris et se soumirent à la condition que les Ottomans accepteraient un certain nombre de propositions qu'ils présentèrent au ministère Ghazi Mouhtar Pacha.

Ces propositions bien qu'acceptées, n'ayant pu être exécutées, il s'en suivit de la part des Albanais un vif mécontentement qui explique leur attitude envers les Turcs lors des événements balkaniques.

Les Albanais musulmans ont joué un rôle très important dans la vie politique de l'Empire ottoman. Ils ont gouverné l'Empire au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle avec l'illustre dynastie des Grands Vizirs Köprülü. Avec Ali pacha de Tepelen,

ils tentèrent de fonder un État turco-albanais en Épire. Avec Mahmoud, ils écrasèrent la révolte grecque. Avec Méhémet-Ali ils firent de l'Égypte un pays grand et prospère et avec le regretté Niazi Bey, contribuèrent dans une large mesure au rétablissement de la Constitution ottomane du 10 juillet 1908 (1). Sinan Pacha, célèbre architecte de la mosquée, Validé Djamissi à Stamboul, Namouk Kemal Bey, le grand littérateur ottoman, Chemssedine Samy Bey Frassary, le grand lexicographe ottoman étaient albanais.

Pendant plusieurs années, ils furent et ils sont restés les plus zélés fonctionnaires de la Porte et en particulier du sultan Abdul-Hamid. L'administration des provinces, les préfectures, les tribunaux ottomans étaient remplis d'Albanais musulmans ; les officiers albanais étaient très nombreux dans l'armée. La célèbre garde spéciale du Palais de Yildiz n'était composée que d'Albanais auxquels seuls le sultan Abdul-Hamid avait confiance.

---

(1) Ce furent S. E. Enwer Pacha, actuellement Ministre de la Guerre de Turquie et Niazi bey, assassiné en 1912 à Avlona, qui forcèrent l'ex-Sultan Abdul-Hamid de mettre en exécution la Constitution de 1877.

## CHAPITRE III

### ORGANISATION POLITIQUE DE L'ALBANIE

#### SECTION I

##### Droit public d'Albanie.

#### I. CONSTITUTION

Le nouvel Etat d'Albanie (1) est érigé en principauté indépendante, héréditaire suivant le droit de primogéniture, jouissant de la neutralité sous la garantie des grandes

(1) Le 22 novembre 1912 les délégués albanais avaient remis aux Ambassadeurs des Puissances à Constantinople un appel en faveur d'une Albanie autonome et en termes à peu près semblables à ceux de l'appel de 1878.

Cf. de même les propositions du délégué ottoman S. E. Réchid Pacha, p. 80 en note.

Sur les conseils des cabinets de Vienne et de Rome, un gouvernement provisoire albanais s'était constitué le 27 novembre 1912 à Avlona sous la présidence d'Ismaïl Kémal Bey, ancien député à la Chambre Ottomane. Il avait proclamé l'indépendance de l'Albanie et continué à administrer Avlona et ses environs jusqu'à l'incident d'Izzet Pacha, après quoi il avait été obligé de remettre ses pouvoirs

Puissances en vertu de la décision prise par la réunion d'Ambassadeurs à Londres le 20 décembre 1912 (1). Le prince Guillaume I<sup>er</sup> de Wied fut nommé par les Puissances prince d'Albanie (2).

Une délégation albanaise sous Essad Pacha lui offrit à

entre les mains de la Commission internationale de contrôle, le 16 janvier 1914.

Son gouvernement provisoire n'avait été reconnu par les Puissances que dans l'intention d'assurer l'ordre. Son autorité n'était du reste reconnue que dans la région d'Avlona. En dehors de ces limites il y avait en Albanie presque autant de gouvernements que de chefs de tribus. La Commission internationale de contrôle continua à administrer le pays, jusqu'à l'arrivée en Albanie du prince Guillaume I<sup>er</sup> de Wied.

(1) Cette décision fut complétée plus tard par la Réunion le 18 et le 19 juillet 1913.

(2) Wied est un ancien comté allemand de Westphalie qui emprunte son nom à un affluent droit du Rhin. Il avait en 1806, lors de sa sécularisation, 820 kilomètres carrés. Les comtes de Wied paraissent en 1093, s'éteignent en 1243; leur fief passe alors aux comtes d'Isembourg, puis à Frédéric de Runkel (1462), auteur de la famille actuelle. Celle-ci se divisa en 1698 en branches de Wied-Runkel et Wied-Neuwied : la première s'éteignit en 1824; la seconde, devenue princière en 1784, est représentée par Guillaume de Wied, né le 22 août 1845, qui épousa la princesse Marie des Pays-Bas (1871) et devint président de la Chambre des seigneurs de Prusse. Sa sœur est la reine Élisabeth de Roumanie. Le prince d'Albanie Guillaume I<sup>er</sup> est son fils, né en 1876 à Neuwied et marié en 1906 à la princesse Sophie de Schönbουργ Waldenbourg, gendre du roi de Wurtemberg; il était capitaine du 3<sup>e</sup> régiment d'Uhlans de la garde prussienne.

Les armes de la Principauté d'Albanie sont les suivantes : Un aigle bicéphale noir de Scander-beg portant des foudres sur champ de glaives; une étoile blanche entre les deux têtes, et sur la poitrine, l'écusson familial du Prince de Wied : un paon faisant la roue sur champ d'or.

Neuwied la couronne d'Albanie le 21 février 1914 (1) et le 7 mars 1914 il débarquait à Durazzo, capitale provisoire d'Albanie.

Pour ce qui concerne la constitution de l'État d'Albanie, elle n'est pas encore élaborée.

La réunion de Londres a à cet effet établi une Commission internationale de contrôle dans le but d'ériger cette nation en Etat autonome. Cette Commission, composée des Consuls des grandes Puissances résidant en Albanie, et d'un membre albanais, fut chargée en outre d'exercer le contrôle auprès du Prince, comme les anciens conseillers européens en Macédoine auprès de Hilmi Pacha.

Quelle sera maintenant la constitution politique de la nouvelle principauté? Le seul point fixé par les Puissances est que l'Albanie formera une monarchie héréditaire.

Il serait dangereux de vouloir y introduire dès maintenant le régime parlementaire ou même un système représentatif complet.

Tout est à faire en Albanie et ce ne pourrait être le travail lent et confus de législations inexpérimentées qui saurait dans un délai assez court, doter l'Albanie des lois dont elle a besoin. On pourrait y préconiser la constitution d'un Conseil législatif, sorte de Conseil d'État, dont une

(1) *Mbret* — prononcez mbref — est le seul mot albanais pour désigner le chef de l'État; on l'appèlera donc le Prince en Albanie, *le Mbret de l'Albanie*, ainsi que l'a nommé Essad Pacha lors de son allocution le 21 février 1913.

•

partie serait élue et le reste nommé par le souverain. Une partie de ces derniers pouvant même être des étrangers, comme l'observe M. Léon Lamouche (1). Le prince après avis de la Commission de contrôle aurait à promulguer les lois et les règlements élaborés par ce Conseil; celui-ci établirait également le projet de budget.

A côté de ce Conseil une Assemblée nationale élue tiendrait chaque année une courte session pour voter le budget, examiner les comptes des exercices clos, présenter ses vœux relativement aux mesures législatives ou autres, donner son avis sur les questions qui lui auraient été soumises par le Gouvernement et choisir les membres élus du Conseil législatif.

Un conseil de ministres composé de cinq membres nous paraîtrait suffisant pour l'état actuel de l'Albanie (2) : un ministre pour l'intérieur et les cultes, un pour l'agriculture, commerce, industrie, les mines et forêts, un pour les travaux publics, postes et télégraphes, un pour l'instruction publique et un autre pour les finances. Quant au président du conseil, il pourrait aussi être chargé du portefeuille des affaires étrangères.

## II. ADMINISTRATION

En ce qui concerne l'organisation administrative, elle

(1) Cf. L. Lamouche « La naissance de l'Etat albanais » V. *Revue politique et parlementaire*, t. LXXX, n° 239, 10 mai 1914, p. 234.

(2) Actuellement le Conseil comprend huit membres.

continue à être à peu près identique à celle qui existait en Albanie sous la domination ottomane.

Le gouvernement central albanais est ainsi représenté officiellement par ses valis (gouverneurs) dans les vilayets (provinces), ses mutessarifs (préfets) dans les sandjaks (départements) et ses kaïmakams (sous-préfets) dans les cazas (arrondissements).

Le système d'administration est loin d'être uniforme dans toutes les régions de l'Albanie. Les Gueghes catholiques de la Haute-Albanie continuent à jouir d'une certaine autonomie; ils sont encore divisés en *tribus* indépendantes entre elles. Ces tribus sont elles-mêmes divisées en *baïrak*, ou bannières, commandées chacune par un *baïraktar* (porte-bannière). Les *baïraktars* administrent les villages dépendant de leur bannière avec l'assistance et le contrôle des plus anciens. La réunion des *baïraktars* constitue le *grand conseil* de la tribu présidé par le *Voïvode* ou chef élu pour une certaine période. Le gouvernement albanais est représenté auprès de chacune de ces tribus par un *Vékil* ou *boulouk-bachi* qui est chargé de la perception de l'impôt.

Cette organisation ne peut être que provisoire jusqu'à l'élaboration des lois organiques par la Commission internationale de contrôle.

A cet effet, nous pourrions préconiser l'organisation cantonale avec décentralisation administrative. Une pareille organisation aurait rallié l'approbation générale aussi bien des Toskes que des Guéghes montagnards,

si fortement attachés à leurs privilèges et à leurs coutumes.

L'Épire d'Albanie jouit d'une autonomie administrative et scolaire sous la garantie des Puissances.

Pour ce qui est de la justice, il est très probable que le système pratiqué actuellement en Égypte sera admis (1). Des tribunaux indigènes jugeraient les indigènes, les consuls jugeraient les procès des étrangers avec les indigènes ou entre eux. Comme cour d'appel il y aurait un tribunal international à Scutari (2). Pour le moment un tribunal mixte international siégeant à Scutari reconnaît des litiges intéressant les étrangers.

(1) Cf. Le projet austro-italien pour le statut albanais remis à la Réunion.

(2) D'après le règlement d'organisation judiciaire en Égypte il y a actuellement trois tribunaux mixtes de première instance. Dans la composition de chacun, de ces tribunaux la prépondérance est assurée à l'élément étranger sur l'élément indigène. Le nombre de leurs membres varie entre onze et neuf. C'est le gouvernement égyptien qui nomme les magistrats, tant étrangers qu'indigènes, des tribunaux mixtes.

Au dessus de ces tribunaux, il y a une Cour d'appel siégeant à Alexandrie, elle compte actuellement quinze magistrats, dont dix étrangers et indigènes, nommés tous par le gouvernement égyptien.

Les présidents indigènes de ces tribunaux mixtes ont un rôle purement honorifique.

La compétence des juridictions mixtes en matière civile et commerciale est fixée par l'article 9 (titre I) du règlement d'organisation judiciaire. Le principe général qui se dégage de cette disposition est le suivant : les juridictions mixtes sont seules compétentes pour connaître des contestations s'élevant soit entre indigènes et

A côté de la Commission internationale de contrôle chargée de préparer le statut de l'Albanie, il y a encore deux autres commissions internationales dont l'une était chargée de la délimitation de l'Albanie du nord et l'autre de la délimitation de l'Albanie méridionale. Elles auront bientôt achevé leurs travaux.

## SECTION II

### Protectorat catholique autrichien, français et italien en Albanie.

#### L'Autriche-Hongrie exerce un protectorat sur les catho-

étrangers, soit entre étrangers de nationalités différentes. La compétence des juridictions consulaires et des juridictions indigènes est, par là même, indirectement fixée; les juridictions consulaires sont seules compétentes, à l'exclusion des juridictions mixtes, pour connaître avec les questions du statut personnel des contestations, — sauf les actions réelles immobilières — s'élevant entre étrangers de même nationalité, les juridictions indigènes sont seules compétentes, à l'exclusion des juridictions mixtes pour connaître des contestations s'élevant entre indigènes.

Les litiges soit entre indigènes et étrangers, soit entre étrangers de nationalités différentes, voilà donc le domaine normal de la compétence des juridictions mixtes.

A la tête du Parquet est placé un procureur général de nationalité étrangère, actuellement suédoise, ayant sous ses ordres auprès de la Cour et des tribunaux des substituts indigènes en nombre suffisant. Cf. G. Palissié du Rausas, *Le régime des capitulations dans l'Empire ottoman* (Paris, Rousseau, 1905), t. II, pp. 271 et suiv.

liques de l'Albanie (1). Pendant le dernier siècle, c'est surtout dans la région de Scutari, parmi les tribus catholiques, que la propagande autrichienne a été très active ; son meilleur instrument a été le clergé. Il y a des Franciscains qui sont venus en Albanie de la Bosnie ; la plupart d'entre eux sont des Albanais, que l'Autriche fait élever à Salzbourg, et qui prennent leur mot d'ordre de Vienne. Il y a aussi des Jésuites qui relèvent de Rome et qui se préoccupent plus spécialement des intérêts religieux. Dans les écoles franciscaines, on n'enseigne que l'albanais ; dans celles des Jésuites et même dans celles qui sont subventionnées par l'Autriche, on apprend l'italien et non pas l'allemand.

C'est par l'intermédiaire du clergé que l'or autrichien se répand sur la pauvre Albanie, où on pourrait dire que chaque curé catholique est un consul d'Autriche-Hongrie.

#### *Les Mirdites.*

Il faut réserver à côté des Albanais qui se disent catholiques et qui penchent tantôt vers l'Autriche, tantôt vers

(1) La première Capitulation importante obtenue par l'Autriche-Hongrie est en date du 27 juillet 1718 après la paix de Passarowitch ; Pourtant on peut trouver certaines stipulations relatives au protectorat autrichien des catholiques en Turquie dans les traités de Sissavatorok (1615) et de Constantinople (1681) ; ceux de Carlovitch (art. 13) (1699), de Passarowitch (1713), de Belgrade (art. 9) (1739), et de Sistowa (1791) élargirent et précisèrent les droits de ce protectorat.

l'Italie, une place spéciale aux Mirdites. Ceux-là sont des protégés traditionnels de la France (1).

Parmi les tribus albanaises, les Mirdites, c'est une tribu albanaise chez laquelle existent au plus haut degré, la fierté nationale, la passion de l'indépendance, l'attachement au sol et aux vieilles coutumes; ils demeurent au sud et à l'est du lac de Scutari, leur centre est le village d'Orosi, où réside leur chef religieux, l'Abbé mitré. Les Mirdites sont catholiques romains, ils le sont devenus d'orthodoxes

(1) La France avait obtenu la première Capitulation en février 1535; renouvelée depuis presque à chaque événement d'un nouveau sultan; la Capitulation en date du 28 mai 1740 a eu un caractère contractuel définitif et perpétuel; elle est la plus importante. La dernière Capitulation avec la France est celle du 28 février 1836 lors du Congrès de Paris.

L'Angleterre avait obtenu la première Capitulation en 1583, la Hollande en 1613, la Suède le 21 janvier 1737, le Royaume des deux Siciles le 7 avril 1740, la Toscane le 25 mai 1747, le Danemark le 14 octobre 1736, la Prusse le 22 mars 1761, l'Espagne le 14 septembre 1782, la Russie le 27 juin 1783, les États-Unis le 7 mai 1830, la Belgique le 3 août 1838 et la Grèce le 7 mai 1833.

La clause du *traitement de la nation la plus favorisée* insérée dans chacun de ces traités donne aux différents contractants le droit d'être traités sur un pied d'égalité en matière de privilèges. Ces privilèges concédés aux étrangers actuellement dans l'empire ottoman sont: la liberté d'établissement et de circulation, la liberté religieuse, l'immunité de juridiction et la protection civile et religieuse. Ils ont leurs sources principalement dans les textes des Capitulations et en particulier dans celui de la Capitulation de 1740, dans les Edits, les ordonnances, dans les lois consulaires des divers pays, enfin dans l'usage ou droit coutumier et dans les traités postérieurs.

Cf. pour plus de détails notre étude sur *La condition légale des sociétés étrangères dans l'Empire Ottoman*. Rousseau, Paris, 1913, pp. 7 et suiv.

qu'ils étaient au temps d'Innocent IV et ils le sont restés grâce aux efforts des Frangiscains vénitiens et à leurs relations avec l'Italie et la papauté. Ils pratiquent partout « la loi des montagnes » que Lek Dukadgin, le héros compagnon de Scanderbeg, a établie à leur usage et qui n'est que la codification des très antiques coutumes des montagnes d'une origine très reculée. On croit souvent que tous les Albanais catholiques sont des Mirdites, il n'en est rien ; les Mirdites ne comptent que 15.000 individus, tandis que le total des catholiques albanais dépasse 100.000.

Les Mirdites sont gouvernés par le prince Prinik-Bib-Doda de la famille des Doda qui descend du fameux Lek Dukadgin, le Lycurgue de cette constitution primitive.

Au Congrès de Berlin, la France et l'Autriche, d'un commun accord, intervinrent en faveur des Mirdites. Le treizième protocole porte que « les populations mirdites continueront à jouir des privilèges et immunités dont elles sont en possession *ab antiquo* », et contient la déclaration des plénipotentiaires turcs que « la Sublime-Porte compte ne faire pour le moment aucun changement dans la situation de la montagne mirdite. »

Ainsi, la demi-indépendance des Mirdites et le droit pour la France et l'Autriche d'intervenir en leur faveur a un fondement juridique. Mais la tradition de confiance et de protectorat qui unit la France et les chefs des Mirdites n'a pas pour origine le « protectorat catholique de la France » en Orient. Il faut noter que le protectorat catho-

lique de l'Autriche s'applique, en général, à tous les catholiques de la Turquie.

Cependant une sorte de partage s'est fait entre la France qui avait de grands intérêts politiques et commerciaux dans le Levant et la monarchie des Habsbourg qui, faute d'une bonne marine, se borna à exercer son influence sur les territoires les plus voisins. Cette délimitation des deux influences a été consacrée par une circulaire de la Congrégation pour la propagation de la foi en date du 22 mai 1888.

L'Autriche renoncera-t-elle à ce protectorat catholique dans la principauté indépendante en permettant au gouvernement albanais de contracter un concordat avec le Vatican ?

Il nous est difficile d'y croire étant donnée son insistance pour conserver ce droit même sur les 30.000 catholiques habitant les pays annexés à la Serbie. Toutefois, ce qui est significatif, c'est que le 5 juin 1913, recevant plusieurs évêques albanais qui étaient venus à Rome, le cardinal Merry del Val les a informés, au nom du Pape, que tous les catholiques albanais des régions du nord et du fleuve Scumbi seraient autorisés à se mettre sous la protection de l'Autriche-Hongrie ; les catholiques au sud même du fleuve seraient sous la protection de l'Italie (1).

---

(1) Cf. *Le Temps* du 6 juin 1913.

## DEUXIÈME PARTIE

### La Crise Balkanique

---

Les événements balkaniques, longtemps retardés par les expédients de la diplomatie européenne et par ses combinaisons préalables au sujet du *statu quo*, se précipitèrent soudain, lorsque les États bulgares, grec, monténégrin et serbe coalisés recoururent à l'*ultima ratio* des armes.

Pendant que les Puissances réclamaient l'application de l'article 23 du traité de Berlin (1), la guerre éclatait le

(1) Le 30 septembre 1912, mobilisation militaire des États Balkaniques, suivie le lendemain de la mobilisation ottomane. Le 8 octobre démarche de la Russie et de l'Autriche auprès des alliés balkaniques. Le même jour le Monténégro déclare la guerre à la Turquie. Le 10 octobre, les Ambassadeurs des puissances remettent à la Porte une note collective relative à la mise en application de l'article 23 du traité de Berlin et de la loi de 1880 sur les vilayets (départements). Le 14 octobre 1912 les États Balkaniques remettent à la Sublime Porte une note réclamant des réformes en Macédoine. Le 15 octobre, signature de la paix italo-turque à Ouchy. Le 17 octobre les représentants de Bulgarie, de Grèce et de Serbie quittent Constantinople. Le

17 octobre 1912. Le 18, les Bulgares étaient à Moustafa Pacha ; le 24, les Serbes emportaient Koumanovo, la clef d'Uskub et de toute la Vieille-Serbie. L'extraordinaire panique de Kirk-Kilissé du 24 suivie de la défaite de Lulé-Burgas laissait ouverte aux Bulgares la route de Constantinople (1).

Entre temps, tombaient les places d'Uskub (le 26), d'Ichtip (le 27), de Kuprulü (le 28). Enfin le 2 novembre, la bataille de Yénidjé laissait libre aux Grecs la route de Salonique.

Ainsi la question d'Orient se posait cette fois-ci d'une façon inévitable ; cette grave question « à laquelle les grandes Puissances, ainsi que le déclarait M. Poincaré au Sénat en décembre 1912, évitaient par une entente tacite de chercher des solutions radicales et définitives, devrait maintenant être réglée » par les alliés. Les brasseurs de précédents que sont les diplomates, n'avaient pas prévu cette éventualité ou bien n'avaient pas été assez bien préparés en vue de la solution de la crise balkanique.

L'Europe tout d'abord se contenta de laisser les parties en question assouvir dans le sang et dans le feu leurs haines séculaires de races, de religions et d'intérêts.

L'Europe ne se souciait que de ses propres intérêts et

même jour la Turquie déclare la guerre à la Bulgarie et à la Serbie. Le 19 octobre les Grecs la déclarent à la Turquie.

(1) On sait que les Bulgares furent dans la suite arrêtés devant les lignes de Tchataldja, grâce au ressaisissement des troupes ottomanes, qui y infligèrent aux Bulgares des pertes considérables.

le maintien du *statu quo* dans la Turquie d'Europe ainsi qu'elle l'avait notifié aux Etats balkaniques au commencement de la crise, en constituait à ses yeux une garantie suffisante (1).

Mais lorsque la fortune des armes commença à tourner en faveur des alliés dans les plaines, de Thrace et de Macédoine, personne ne se souvint plus de la décision antérieure prise par les Puissances au sujet du maintien du *statu quo* dans les Balkans.

A quoi bon en effet vouloir maintenir ce *statu quo*, puisqu'il ne devait pas priver les Alliés du fruit de leurs victoires ? Politique habile dont l'Europe n'a cependant pas à s'enorgueillir.

Cette tactique était toutefois indispensable puisque l'Europe n'avait pas su dès le début empêcher les hostilités. Il lui était donc impossible de méconnaître les droits qu'avaient acquis dans le sang les États victorieux. Leçon précieuse pour l'avenir dont devra tenir compte la Turquie, que « l'Europe a trompée tout le temps », comme le remarquait Pierre Loti avec tant de justesse (2).

(1) Cf. Annexes II et III, pp. 140 et 141.

(2) Cf. Pierre Loti, « L'appel pour Andrinople », *Le Journal* du 17 juillet 1913.

## CHAPITRE I

### LA CRISE ALBANAISE

Le conflit des intérêts des États balkaniques avec ceux de certaines des grandes puissances a donné à la crise balkanique une forme spéciale qu'on pourrait désigner sous le nom de *crise albanaise*.

Afin de rendre plus claire l'étude de la crise albanaise dans ses détails, nous allons examiner successivement le principe des nationalités dans les Balkans ainsi formulé, *les Balkans aux peuples balkaniques*, qui donna naissance à la crise, puis les intérêts et la politique des grandes Puissances dans la péninsule balkanique, dont le conflit lors de la liquidation balkanique provoque la *crise albanaise*.

#### SECTION I

##### Le principe de nationalités

###### « LES BALKANS AUX PEUPLES BALKANIKUES »

Si nous nous reportons aux proclamations des États balkaniques lors de la déclaration de guerre, leurs luttes

dans les Balkans n'auraient été entreprises que pour délivrer leurs frères Bulgares, Grecs, Monténégrins ou Serbes qui demeurent en Macédoine. Ce serait une guerre de race, en d'autres termes, une guerre en vue du *principe de nationalités*. Et, en effet, nous entendons à ce sujet répéter, soit dans la presse, soit dans les documents officiels, soit dans les discours des hommes d'État, la formule désormais devenue célèbre, *les Balkans aux peuples balkaniques*.

Ce fut grâce à ce principe que les États balkaniques furent considérés comme ayant droit d'entreprendre pour leur compte la liquidation de la question d'Orient sans être inquiétés, ni frustrés au beau milieu de leur succès ou lors de leurs disputes autour des dépouilles macédoniennes ; ce fut grâce à cette formule présentée aux grandes puissances par M. Poincaré sous la forme du désintéressement territorial et ayant été accepté tacitement par tout le monde, que la guerre put être limitée dans les Balkans. Ce fut aussi en se basant sur ce principe que l'Autriche-Hongrie réclama dans la Réunion d'Ambassadeurs à Londres l'indépendance de l'Albanie sous la forme d'un État autonome.

Ce mouvement national manifesté dans les Balkans est loin d'être un phénomène nouveau et isolé dans l'histoire générale.

« L'importance des mouvements nationaux, observe M. Seignobos, est récente dans la vie politique du monde. Ce n'est pas que le sentiment *national* soit nouveau ; c'est

au contraire un sentiment très ancien que l'impression d'une communauté entre gens du même pays, de mêmes coutumes, de même langue, un sentiment aussi ancien que l'antipathie contre les étrangers. Mais sous cette forme élémentaire, l'antagonisme contre l'étranger n'est qu'un sentiment confus sur lequel ne peut se fonder aucun système politique (1). »

Le sentiment national a pénétré dans la vie publique des pays suivant leur degré d'évolution politique.

L'idée fondamentale, qui sert de base à tous les mouvements nationaux, c'est que chaque nation doit former un Etat indépendant des étrangers, gouverné seulement par les nationaux. Mais sur le principe même qui fonde la nation, le désaccord est très grand.

Quelle est l'espèce de communauté qui réunit tous les hommes d'une même nation et les désigne pour être groupés en un même Etat? Quel est le trait commun auquel on reconnaît à quelle nation ils appartiennent? Est-ce la communauté de race? Comme le disent surtout les Allemands? Est-ce la communauté de langue ou la parenté des langues? suivant la théorie des panslavistes. Ou au contraire est-ce la communauté des volontés, le désir d'être réuni sous un même gouvernement? ce qui est la conception des Français, des Italiens, des Suisses, des Américains, ou seulement la continuité du territoire? ainsi que l'affirma le comte d'Andrassy à Crispi.

(1) Cf. J. Aulneau, F. Delaisi, etc., *Les aspirations autonomistes en Europe*, p. 2 et suiv.

On a dû abandonner *la race* comme base de la *nation*, parce qu'il a été démontré par l'anthropologie qu'il n'y a en Europe aucune race pure et que toutes les nations européennes sont formées de métis ; mais le désaccord est complet en ce qui concerne le criterium de la nationalité. Il faut en revenir là-dessus aux admirables définitions de Renan (1) : « Une nation est une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune.... »

« L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une *nation*. »

C'est à cause de ces définitions contraires que le principe des nationalités a produit autant de guerres que le droit dynastique et des haines de peuples plus passionnées encore. Il n'a pas été un principe de pacification ; il a été un prétexte aux ambitions les plus redoutables.

Lorsque les Turcs conquièrent la péninsule des Balkans, ils ne cherchèrent pas à assimiler les peuples vaincus, à leur imposer leur langue ; ils leur laissèrent leur organisa-

(1) Cf. *Pages choisies des grands écrivains*, Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? pp. 174 et suiv. Paris. Armand Colin, 1907.

tion à part, si bien qu'au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, quand le grand souffle venu de France éveilla la conscience des peuples, les nationalités se constituèrent dans des cadres religieux et sociaux qui avaient pu survivre à la conquête.

Ce mouvement national en Turquie d'Europe a été favorisé et même secondé par la Russie ; par son concours plus ou moins immédiat, petit à petit, la Roumanie, la Grèce, la Serbie, le Monténégro et la Bulgarie relâchèrent les liens qui les attachaient à l'Empire ottoman et se constituèrent en Etats indépendants.

Ces jeunes Etats, d'une vivacité et d'une ambition inquiétantes, forts d'une protection du dehors, ne tardèrent pas à afficher très haut la formule : *les Balkans aux balkaniques*. Ce principe exclusif faisait sourire les voisins du nord et de l'ouest lorsque la Turquie était encore maîtresse de la Macédoine et de l'Albanie. Mais lorsque les Serbes envahissant le Sandjak de Novi Bazar et la Macédoine, se dirigèrent vers Durazzo, aussitôt la presse austro-hongroise se prit d'une passion ethnographique, qui la transforma en champion inattendu des nationalités. Ainsi s'exprimait le 6 novembre 1912 le journal autrichien le *Fremdenblatt* :

« La justice la plus élémentaire exige que le principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques », qui a été si apprécié par les Serbes, profite aussi aux Albanais. L'esprit d'indépendance des Albanais est un facteur avec lequel, la raison l'exige, il convient de compter, et cela en temps opportun. ».

En même temps, le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, faisait connaître à l'Europe que dans les Balkans, en dehors des Monténégrins, Serbes, Bulgares et Grecs, il existait aussi des Albanais, et cela se passait précisément au moment où l'Europe, oubliant sa promesse solennelle par laquelle elle garantissait le *statu quo* « de son air le plus grave », comme dit Pierre Loti dans son appel en faveur des Turcs (1), venait d'admettre la modification du statut macédonien en faveur des vainqueurs. Ainsi fut posée la formule habile, *l'Albanie aux Albanais*.

Disons tout d'abord qu'il y a de l'ironie dans cette défense du principe des nationalités formulée par l'Autriche. Partisan résolu aujourd'hui de l'idée d'une Albanie la plus grande possible, l'Autriche, en 1880, s'opposait, non moins résolument, au projet de Lord E. Fitzmaurice prévoyant la constitution d'une Albanie qui eût compris une grande partie du vilayet de Monastir et le vilayet de Kossovo en entier. Quoi qu'il en soit, le 18 novembre 1912 le comte Berchtold disait devant la Délégation autrichienne, d'une manière plus expressive que dans sa circulaire du 14 août 1912, qui était si pleine de sollicitude pour la seule nationalité albanaise :

« Si l'existence de la nation albanaise a été contestée ici de différents côtés, je voudrais faire valoir en présence de ces faits que les Albanais ont su pendant des siècles,

(1) Cf. *Le Journal* du 17 juillet 1913.

dans des conditions défavorables. garder aussi fortes leurs traditions nationales et leurs particularités ethniques ; si nous voulons désormais leur offrir la possibilité de s'approprier dans une plus large mesure les bienfaits de la civilisation de l'Europe occidentale, je ne puis pas considérer cette intention comme une utopie. »

Pourtant il ne manqua pas d'auteurs qui s'opposèrent à l'opportunité de la constitution de l'Etat albanais et allèrent même jusqu'à nier l'existence d'une nationalité albanaise. Voici ce qu'ils disent en substance : L'unité ethnique est un mythe. Les Albanais n'ont ni un type unique, ni une langue unique, ni une religion unique. Leur vocabulaire est en partie serbe et en partie grec. Ils ne sont même pas d'accord sur leur alphabet, les uns tenant pour l'alphabet turc, d'autres pour le latin, d'autres pour le grec. Il est excessif de parler de nationalité, s'agissant d'une population qui compte des éléments en lutte les uns contre les autres, cela a permis à quelques historiens de nier l'existence même de la nationalité albanaise (1). « A peine peut-on dire, écrivait M. René Pinon, que l'on trouve chez les Albanais trace d'une conscience nationale. Ils ne forment pas un peuple... Trois cultes, pas de langue commune, plusieurs dialectes différents, les hommes et les femmes presque illettrés, une vie et des habitudes de sauvages, à

(1) Cf. les déclarations de M. Pachitch, président du Conseil serbe, V. *Questions diplomatiques et Col.*, XVI<sup>e</sup> année, t. XXXIV, 16 novembre 1912, p. 628.

à la fois bergers, chasseurs et brigands (1). La presse austro-hongroise ferait une conduite sage, concluent ces auteurs, de ne pas trop invoquer en faveur des Albanais ce principe de nationalités, auquel elle est si peu sensible, quant il s'agit de la Croatie, de Trentin ou de Transylvanie et même de l'Épire annexée contre ses vœux à l'Albanie. Elle aurait tout intérêt de laisser également de côté l'argument historique. Car ce qu'on appelle aujourd'hui l'Albanie a été au moyen âge le berceau de l'État serbe. Scutari a été la première capitale de la Serbie. Durazzo était un port serbe au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle. Tous les monuments de la région sont d'origine serbe, œuvres d'une reine, fille de l'empereur Baudouin, qui prenait le titre de reine de Serbie, de Dioclétie, d'Albanie, d'Herzégovine et des régions maritimes (2). L'empereur Douchan, dans son code fameux, parle de ses sujets albanais. Jusqu'à une époque toute récente les pachas indigènes de Scutari prétendaient descendre des dynasties serbes.

D'autres auteurs enfin, sans songer à nier qu'il y a des Albanais à l'O.-E. de la Péninsule balkanique, car par leur présence s'expliquent les exactions et les meurtres qui ont décimé les chrétiens de la péninsule et à leurs yeux justifie l'intervention armée des coalisés, ont cependant

(1) Cf. René Pinon, « La question albanaise », *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1909. De même R. Pinon, « La liquidation de la Turquie d'Europe », *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1913, p. 904.

(2) Cf. le *Temps* du 20 novembre 1912.

une tendance à réduire le nombre ainsi que l'importance de l'élément albanais.

« L'Albanie, dit M. Yakchitch, l'historien bien connu et professeur à Belgrade, est un fleuve ou plutôt un torrent de tribus toujours coulantes, de bandes toujours indomptées et en perpétuel mouvement, qui débordant du pays albanais durant les quatre derniers siècles a eu pour zone d'inondations ou d'infiltrations la Turquie d'Europe tout entière et la Serbie, et la Bulgarie et la Grèce, bref toute la Péninsule balkanique, de l'Adriatique à la mer Noire et du Danube au cap Matapan (1). »

Si l'on voulait qualifier d'Albanie toutes les régions de la Turquie où il y a des Albanais à l'état sporadique, l'Épire, la Macédoine entière seraient albanaises, et Monastir, et toute la vieille Serbie et même Athènes la capitale de la Grèce. C'est la démonstration par l'absurde, ajoutent-ils, de la fragilité de la thèse autrichienne.

Pour toutes ces raisons, l'intégrité « nationale » de l'Albanie, dont la diplomatie viennoise voulut faire une sorte de dogme apparaîtrait une expression vide de sens. Ces exagérations, contribuèrent à obscurcir davantage encore le problème si complexe de la question albanaise. L'Albanie était, en effet, la partie de la Turquie d'Europe la moins connue jusqu'à nos jours. Peut-être, M. Delaisi

(1) Cf. le *Temps* du 16 janvier 1913.

n'exagère-t-il pas lorsqu'il dit : « Le Sahara est mieux connu, le Thibet à peine plus mystérieux (1).

La nationalité albanaise existe pourtant. En réalité, le principe de la nationalité albanaise n'est compris que par un nombre restreint d'Albanais lettrés ; il y a cependant une population albanaise bien distincte des autres peuples au milieu desquels elle vit et en dépit du caractère âpre où se complaisent les tribus et les clans de la montagne, il est incontestable que les Albanais constituent une nationalité qui s'ignore encore elle-même mais qui commence à se chercher et qui ne tardera pas à se trouver.

De même, « Les Albanais, disait Sir Edward Grey, le 7 avril 1913, avec sa netteté d'esprit habituelle, sont séparés de leurs voisins par des différences de race, de langage et, dans une grande mesure, de religion (2). »

Il convient donc de laisser de côté les exagérations ainsi que les théories trop hardies pour ne considérer que les faits. Or, les faits, c'est l'action politique intense poursuivie en Albanie par l'Autriche avant et surtout après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. L'Albanie n'est qu'un prétexte commode pour justifier son intervention et elle n'est pas pressée, au contraire, de la voir constituer une nationalité forte et capable de se suffire à elle-même ; elle préfère la garder sous sa tutelle. Depuis

(1) Cf. J. Alnean, F. Delaisi, etc. *Les aspirations autonomistes en Europe*, p. 110.

(2) Cf. *Questions diplomatiques et col.*, XVII<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 388, 16 avril 1913, p. 502.

longtemps, l'Autriche poursuit en Albanie une politique d'influence et de pénétration économique; elle exerce en vertu des traités, le protectorat des Albanais catholiques qui habitent les montagnes de l'Albanie septentrionale. Si l'Albanie était sous sa tutelle, tout au moins dans son alliance, l'Autriche étreindrait par l'ouest ce royaume de Serbie, dont l'extension lui cause tant d'ombrage.

L'Autriche, qui venait de renoncer à ses espérances sur Salonique et sans doute à sa politique au sujet du Sandjak de Novi-Bazar, insista donc sur un seul point, à savoir la question d'Albanie.

La aussi, il y a une tradition de sa politique et, par une heureuse rencontre, cette tradition s'accorde avec le principe nouveau que nous avons entendu proclamer avec quelque fracas : *les Balkans aux balkaniques*. Or, l'Albanie est une nation balkanique, l'Autriche a donc demandé qu'on lui laisse sa portion des Balkans.

L'Autriche ne cacha pas l'intérêt qu'elle prenait à cette solution. L'existence d'une Albanie indépendante était à ses yeux d'un tel prix que rien ne l'amènerait à y renoncer. A la fin elle obtint ce qu'elle désirait : la nationalité albanaise fut reconnue officiellement et le principe de nationalités a été appliquée aux Albanais; l'État d'Albanie fut constitué suivant la formule : *l'Albanie aux Albanais*.

Nous allons voir au cours de notre étude quelle violence a pratiquée l'Autriche secondée par l'Italie dans sa politique vis-à-vis des États balkaniques pour faire triompher ce principe, tel qu'elle l'entendait. Était-ce

là une politique avantageuse pour l'Autriche-Hongrie? Nous n'en croyons rien. Nous ne pensons pas que la méthode bismarkienne fût à recommander pour l'Autriche; une politique de force serait néfaste à un État qui n'est qu'un État et non pas une nation. La volonté des peuples est un grand facteur de l'histoire humaine...

## SECTION II

### La politique des grandes puissances dans les Balkans

#### I. L'AUTRICHE-HONGRIE

Le dualisme austro-hongrois, on le sait, est le fruit des désastres subis par l'Autriche au commencement du règne de François-Joseph. Sadowa fut tout autant une victoire hongroise qu'une victoire prussienne (1). Les Hongrois forcèrent alors l'Empereur à reconnaître la séparation des deux pays. Ainsi éloignée de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie continuait à rester pour le gouvernement prussien un danger redoutable dans le cas où elle n'obtiendrait pas d'autres satisfactions; il fallait que Bismarck l'aidât à accentuer son orientation politique à l'opposé du Rhin, vers le Danube inférieur et les Balkans. Pour n'être plus allemande il fallait qu'elle devînt danubienne : c'était

(1) La bataille de Sadowa, comme on la nomme erronément, eut lieu le 3 juillet 1866 autour du village de Chlum. Les Allemands appellent ce fait d'armes, bataille de Kœniggratz.

d'ailleurs une évolution politique et territoriale à laquelle elle était malgré elle entraînée depuis presque trois siècles ; il fallait la lui faciliter pour qu'elle cessât d'être la rivale de la Prusse. Dans cette pensée Bismarck fut très satisfait de la chute du comte de Beust, chancelier d'Autriche, et de son remplacement par le comte d'Andrassy (1), en sa qualité d'aristocrate hongrois, reconnaissant à la Prusse et très résolument décidé à renoncer à toute intervention en Allemagne et à surveiller les agissements de la Russie en Orient. Andrassy après Beust, ce fut le signe manifeste de toute la nouvelle politique autrichienne. Les résultats ne se firent pas longtemps attendre ; en effet lors du traité de Berlin de 1878, l'Autriche-Hongrie fut chargée sous la suzeraineté nominale du sultan de l'administration des deux provinces de Bosnie et de Herzégovine. elle eut même le droit de tenir garnison dans le district de Novi-Bazar. Ce droit de garnison et cette administration étaient conférés pour 25 ans, mais en 1903, personne ne fit observer que le terme était échu.

Pour se faire une idée de la politique de Ballplatz, il faut se rappeler que l'Empire austro-hongrois est composé de nationalités différentes, entre lesquelles s'est difficilement établi, à la longue, un équilibre qui est souvent troublé et qui reste instable. Parmi ces populations, les unes sont d'origine dont le nombre tend à diminuer, les autres par contre qui sont des populations slaves n'ont cessé d'aug-

(1) Le 14 novembre 1871.

menter depuis l'annexion de Bosnie-Herzégovine. Il y en a d'autres encore, et notamment les Magyares, qui occupent une si grande place dans la politique de l'Empire. La monarchie austro-hongroise est divisée en deux parties : à l'ouest, la Cisleithanie où les Tchèques luttent d'influence avec les Allemands, à l'est la Transleithanie où les Slaves de noms divers sont en réalité gouvernés par les Hongrois ; on sait qu'ils n'en supportent pas le joug sans impatience. Tel est cet édifice artificiel mais puissant, œuvre de tradition et de politique (1).

Ainsi s'explique pourquoi l'Empire austro-hongrois ne poursuit pas de politique nationale, il n'y a pas une seule, mais plusieurs nations réunies dont les mêmes intérêts divergent de nation en nation. C'est la dynastie

(1) Au total 10.500.000 Allemands, 7.500.000 Magyars ou 18 millions d'habitants jouissant de tous leurs droits politiques et de la suprématie sur les autres ; 7.500.000 Tchèques, Moraves ou Slovaques, 3.700.000 Polonais, 3.500.000 Ruthènes, 3 millions de Roumains, 1.300.000 Slovènes, 4 millions de Croates, Serbes et Bosniaques ou 23 millions d'habitants qui travaillent de leur mieux à la dissolution de la monarchie dualiste. Tel est aujourd'hui la situation de l'État austro-hongrois.

L'empereur François-Joseph porte des titres nombreux. Il se dit : empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galicie, de Lodomérie et d'Illyrie, roi de Jérusalem, grand-duc de Toscane et de Cracovie, duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Bukovine, grand-prince de Transylvanie, margrave de Moravie, duc de la Haute-Silésie, de la Basse-Silésie, de Frioul, de Raguse et Zara, comte princier du Tyrol, de Goritz et de Gradisca, prince de Trente et de Brixen, margrave de la Haute-Lusace, seigneur du Trieste et d'Istrie, de Cattaro et de la Marche Wende.

et la bureaucratie qui ont fait l'Empire et c'est l'armée et l'administration qui en ont constitué l'unité, aussi la politique austro-hongroise, comme l'observe judicieusement M. René Pinon (1), a-t-elle toujours été, et est-elle encore une *kabinetspolitik*, une politique de Cabinet, tandis qu'une politique nationale tend à atteindre des objectifs, à réaliser des visées communes à la nation tout entière ou à sa grande masse. La politique slave est, pour la Russie, une politique nationale, tandis que pour l'Autriche elle n'est qu'une politique d'Etat. Soumettre les Slaves a été la raison d'être de la fondation de la *Osterreich*, « la marche de l'Est, » par les Habsbourg. Sept millions de Serbo-Croates habitent ainsi l'Empire alors que cinq millions et demi seulement vivent au dehors, au Monténégro et en Serbie. L'Autriche avait nourri l'espérance de faire entrer peu à peu sous sa domination plus ou moins directe ces Serbes du dehors et puis les Albanais qu'elle rencontrait dans sa marche orientale. Ce programme a été celui de tous les hommes qui ont gouverné l'Empire.

En dehors de ses intérêts politiques, l'Autriche-Hongrie a aussi dans les Balkans des intérêts économiques de premier ordre. C'est l'industrie autrichienne qui alimente les marchés de la Péninsule. Les produits fabriqués y pénètrent par les ports par le Danube, par les chemins

(1) René Pinon, « L'Autriche et la guerre balkanique », *Revue des Deux-Mondes*, LXXXIII<sup>e</sup> année, t. XIII, 1<sup>er</sup> février 1913, p. 583.

de fer. La Bulgarie, la Serbie ont peu d'industrie; la Turquie n'en a pas plus; les unes et les autres sont clientes naturelles de l'Autriche pour les produits manufacturés; elles demandent à la Hongrie ce que leur agriculture ne produit pas en quantité suffisante : le blé, les chevaux, etc. L'Autriche n'a pas de colonies; elle a toujours gardé la péninsule des Balkans et la Méditerranée orientale comme le domaine réservé à son expansion économique.

Avec l'Allemagne qui la soutient et qui la pousse, l'Autriche-Hongrie exerce actuellement une grande influence économique sur les Balkans : de Galatz, terminus de la navigation danubienne, à Trieste, centre du Lloyd, par Salonique et Constantinople, elle absorbe dans sa sphère d'action la plus grande partie de la péninsule : c'est le sens désormais de toute son expansion.

La situation géographique qu'elle occupe au centre de l'Europe et aux portes de l'Orient explique l'importance de son commerce avec les États Balkaniques. Déjà de grands projets de travaux sont élaborés dont une partie déjà est mise en exécution (1).

Dans le grand rôle qu'elle peut jouer au sud, l'Autriche-

(1) Le canal des Portes-de-Fer établi à grands frais et inauguré en 1896 rend le Danube navigable depuis Ratisbonne jusqu'à la Mer Noire. On projette déjà de joindre le Danube aux fleuves allemands par des canaux : de Vienne à Oderberg sur l'Oder à l'entrée de la Silésie, et de Linz à la Moldau sur l'Elbe et puis un canal entre la Morava serbe et le Vardar entre Belgrade et Salonique, et voilà une voie navigable de Hambourg à la mer d'Égée !

Hongrie a toute la puissance allemande derrière elle ; elle ouvre le chemin au commerce allemand dans les Balkans, et constitue avec l'Allemagne une sorte de pangermanisme économique (1).

Les pays balkaniques, jusqu'à ces dernières années, étaient aux yeux des Autrichiens ce qu'était le Maroc pour la France et l'Espagne, un pays destiné par sa situation géographique à ne pas sortir de leur zone d'influence et à tomber peu à peu comme un fruit mûr sous leur tutelle. Ainsi espérait-on qu'avec le temps la grande et naturelle route Belgrade-Salonique, via Nisch et Uskub, passerait entre les mains de la maison des Habsbourg. Mais cette politique d'extension territoriale dans les Balkans se heurta à la politique russe ; aussi ces deux Puissances durent-elles entrer en négociations. L'entente de 1897 et l'accord de Müritz en 1903 ne purent être faits que pour une politique passive de commune abstention et de commun désintéressement.

L'Autriche eut encore une autre déception sur le terrain économique, du côté de la Serbie, sa principale cliente (2).

(1) La péninsule des Balkans fait un commerce de 2.314 millions de francs dont un cinquième (348.625.000 francs) avec l'Autriche. Le commerce de la Turquie d'Europe avec l'Autriche était de 195.122.000 francs.

(2) Les échanges de l'Autriche-Hongrie avec la Serbie se sont élevés en 1911 — année à peu près normale — au total de 95.881.000 dinars. Par rapport à son commerce général — 6 milliards environ, — ce chiffre ne représente qu'une faible fraction de 1,70 ‰. Il correspond

Après avoir vécu pendant un quart de siècle dans une dépendance économique étroite de l'Autriche-Hongrie, la Serbie, en 1906 — et jusqu'en 1914 si l'on excepte le cours laps de temps qui se place entre le 1<sup>er</sup> septembre 1908 et le 1<sup>er</sup> avril 1909 — s'est vu barrer la grande voie par où passaient jusqu'ici ses échanges. Pour n'avoir pas voulu sacrifier les intérêts de défense nationale, les hommes d'Etat qui présidaient alors, sous la direction de M. Pachitch, aux destinées du pays, ont dû faire un suprême effort. Ils ont cherché des routes nouvelles et fait connaître à l'étranger le chemin mal connu de la Serbie. Des nouveaux courants s'établirent vite. Des relations plus étroites furent nouées avec l'Europe ; au début de 1907 des traités de commerce furent échangés avec l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la France et l'Italie.

Les déboires de l'Autriche-Hongrie ne se sont pas arrêtés là.

A mesure que la Serbie se dégageait, par un travail opiniâtre, de la dépendance économique de l'Autriche, qu'elle constituait une armée et un gouvernement, une autre solution apparaissait, dont la formule était : *Les Balkans aux peuples balkaniques*.

Peu après la coalition balkanique préparée sous les

au contraire, à une participation qui n'est pas inférieure à 41,38 % dans l'ensemble des transactions serbes — 232 millions de dinars. Ces indications sont utiles à retenir pour faire ressortir le lien d'intérêts qui existe entre les deux pays.

auspices de la Russie, la rivale de l'Autriche se constituait du côté sud en une force slave très menaçante. Dès le début de la guerre balkanique, les succès militaires des Serbes soulevaient en Autriche, dans toutes les agglomérations slaves de la monarchie, un mouvement enthousiaste en faveur de la Serbie, qui jusqu'ici était méprisée à Vienne.

A l'occasion de la célébration du centenaire de Leipzig, la cérémonie militaire qui eut lieu à Ljubljana (Laibach) la capitale slovène occasionnait des manifestations en faveur de la Serbie, de l'Illyrie, de la France et de Napoléon qui avait créé la passagère unité illyrienne.

Entre temps, les Serbes marchaient vers la mer Adriatiques. Ils allaient ainsi s'affranchir à tout jamais de la tutelle économique de l'Autriche et établis sur les bords orientaux de l'Adriatique y établir une base navale au préjudice de l'équilibre Adriatique.

Le gouvernement austro-hongrois vécut alors des moments difficiles. Il menaça d'intervenir dans la liquidation balkanique au nom du *droit de voisinage* ; c'était au nom de ce droit qu'en 1878 l'Autriche-Hongrie s'était vu octroyer l'administration des provinces de Bosnie et Herzégovine et l'occupation militaire de Sandjak de Novi Bazar pour contrebalancer l'influence russe sur les Balkans et l'y surveiller de près.

Ce *droit de voisinage* que l'Autriche-Hongrie désignait par l'expression des « intérêts vitaux de la monarchie dans les Balkans » se rapportait à diverses questions.

Ainsi l'Autriche n'admettait-elle pas qu'une puissance quelconque étrangère — et par là elle entendait la Russie — exerçât une influence prépondérante dans les Balkans, et que l'ordre y régna — comme elle l'entendait — pour ne pas avoir des répercussions dans les États slaves de la Monarchie, qu'il ne s'y formât point de groupements politiques opposés à ses intérêts et que la liberté du commerce n'y fût pas entravée (1).

C'était au nom de ce même droit qu'à plusieurs reprises le cabinet de Vienne s'était intéressé très activement aux affaires balkaniques qui sont trop nombreuses pour qu'il nous soit possible de les mentionner ici. Qu'il s'agisse des réformes macédoniennes ou des affaires albanaises, son rôle fut très actif. A ce propos, M. le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, déclarait à la Délégation hongroise le 11 octobre 1912 :

« Notre politique dans les Balkans *n'est pas une politique de conquête*. Mais cela ne veut pas dire que nous ne nous intéressons pas aux événements qui se produisent dans cette région. Nous avons, dans la péninsule des Balkans, *des intérêts vitaux*, et nous sommes résolus à les défendre, quoi qu'il arrive (2). »

C'est pourquoi, le Ballplaz lorsqu'il se rendit compte que ses intérêts vitaux de la Monarchie couraient un grand risque par le fait de l'alliance balkanique et de ses succès, n'hésita pas à prendre une attitude menaçante.

(1) Cf. le discours du comte de Tizza. Annexe VII

(2) Cf. *Le Temps* du 12 octobre 1912.

Pendant toute la crise, l'Autriche n'a pas hésité à jeter dans la balance tout le poids de sa diplomatie et de son épée et à tenir sous les armes 900.000 hommes à grever le budget de l'Empire et à compromettre la paix de l'Europe afin d'humilier la Serbie et de lui ôter tout prestige aux yeux des yougoslaves de la Monarchie, et d'affaiblir les chances du développement futur de tous les Etats balkaniques.

En réclamant le respect *des intérêts vitaux* de la Monarchie, la presse austro-hongroise ne cessait pas de faire de fréquentes allusions à ce *droit de voisinage* tel qu'il avait été interprété et exercé par la France à propos du Maroc. La presse de la Monarchie en tirait des arguments pour justifier la conduite du Cabinet de Vienne (1). On remarqua plus tard un même état d'esprit lors de l'incident, à propos du privilège de la Banque d'Etat albanaise (2).

Etrange comparaison que celle établie entre les Balkans et le Maroc ! Belle révélation des dispositions des Habsbourg vis à vis des Balkaniques dont le sort serait sem-

(1) Comme on le sait, ce *droit de voisinage* fut reconnu à la France par différents accords internationaux qui aboutirent finalement à l'établissement du protectorat français sur le Maroc ; ces accords sont :

La déclaration secrète franco-anglaise du 8 avril 1904 ;

La déclaration secrète franco-espagnole du 30 octobre 1904 ;

L'accord de la conférence d'Algésiras (janvier-avril 1906) ;

L'accord franco-allemand du 9 février 1909 et l'accord définitif franco-allemand du 26 octobre 1911 ;

L'accord franco-espagnol définitif du 27 novembre 1912.

(2) Cf. partie économique de cette étude.

blable à celui du Maroc si jamais l'Autriche se trouvait en face de circonstances favorables !

Pour ce qui concerne les intérêts politiques austro-hongrois qui couraient de gros dangers par suite du déplacement de *l'équilibre Adriatique*, ils sont assurés par une décision de la Réunion d'Ambassadeurs à Londres qui constitua sur la rive orientale de l'Adriatique, l'Etat nouveau d'Albanie indépendant et neutre sous la garantie des Puissances. Les Serbes qui voulaient accéder à cette mer en furent éloignés, mais leurs intérêts économiques sont sauvegardés grâce au débouché économique garanti par un port albanais.

Quant aux intérêts d'ordre économique de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, il n'y eut pas de difficultés.

Les intérêts de l'Autriche, écrivait le journal londonien le *Times*, le 6 novembre 1912, dans le problème balkanique, sont si immédiats et si directs qu'ils ne sauraient être traités à la légère. »

De même M. Sazonow, ministre des Affaires étrangères de Russie, déclarait à la *Gazette de la Bourse* de Saint-Pétersbourg le 3 novembre 1912 :

« Nier les intérêts de l'Autriche dans les Balkans serait fermer les yeux aux réalités. Les intérêts économiques de l'Autriche-Hongrie sont au premier plan, et contre ceux-ci personne ne songe à formuler des protestations. On peut donner entière satisfaction à ces intérêts sans détriment pour les Slaves, de même que les intérêts raisonnables des autres puissances peuvent être sauvegardés. »

Cette reconnaissance de l'importance des intérêts économiques de l'Autriche dans les Balkans ne put être obtenue qu'au prix du désintéressement territorial des Habsbourg dans la péninsule balkanique. Et cela dut être consacré à plusieurs reprises d'une manière solennelle, comme nous venons de le voir, par les hommes d'État austro-hongrois les plus éminents. Ainsi le comte Berchtold déclarait-il encore, le 6 novembre 1912, devant la délégation autrichienne :

« Quant à notre politique, *qui n'est pas influencée par des tendances d'expansion*, elle ne peut être dominée que par un seul souci, celui de concilier le besoin du maintien de la paix avec le devoir suprême qui nous incombe, à savoir de protéger les intérêts de la Monarchie contre toute atteinte. »

## II. L'ALLEMAGNE

Lorsqu'on veut étudier la politique allemande dans les Balkans, il convient de ne pas la séparer de la politique austro-hongroise dans ces pays. L'Autriche-Hongrie, aujourd'hui l'alliée de l'Allemagne, n'est, comme le prouve l'étymologie de son nom « Oster-Reich » la marche orientale », que le prolongement de l'Empire allemand vers l'est.

La politique d'abaissement et d'humiliation que l'Autriche a poursuivie à l'égard des États balkaniques se présente aux yeux avec plus de clarté après les explications données le 5 avril 1913 par M. de Bethmann Hollweg, le chancelier

d'Empire allemand, au Reichstag, sur les conséquences du nouvel état de choses en Orient. Le chancelier allemand a constaté que des États doués d'une force de vie extraordinaire avaient dans les Balkans pris la place de la Turquie et a fait ressortir combien cette substitution serait désavantageuse dans un conflit qui mettrait face à face Slaves et Germains (1). L'Allemagne approuve donc son alliée lorsqu'elle cherche à entraver le développement futur des États balkaniques lorsqu'elle veut les affaiblir et les diviser par de multiples irrédentismes et des querelles de frontières. A la Commission du budget du Reichstag, le gouvernement de Berlin a déclaré qu'il n'avait jamais paralysé l'énergie autrichienne dans la crise des Balkans.

En d'autres termes, il voulait dire que l'Autriche-Hongrie est l'avant-garde du germanisme en Orient. Tels sont les intérêts politiques de l'Allemagne dans les Balkans; quant à ses intérêts économiques ils sont loin d'être négligeables.

L'Allemagne a actuellement sa principale direction économique dans le sens du Danube. Lorsque l'Elbe et l'Oder lui seront joints par les canaux, il sera comme un fleuve allemand; il sera la grande voie de l'influence allemande. Déjà à travers l'Autriche, elle fait de Trieste son Hambourg de la Méditerranée. L'Autriche qui est

(1) Ce fut la guerre balkanique qui détermina l'Allemagne à augmenter les forces militaires et à grever son budget d'un milliard de marks. La France fut obligée de l'imiter par le rétablissement du service de trois ans.

devenue comme une vassale de l'Allemagne, allonge ses côtes dalmates jusqu'au milieu de la mer Adriatique jusqu'au Monténégro et à l'Albanie. De Trieste à Salonique et Constantinople, les voies ferrées couvrent toute la péninsule des Balkans des marchandises allemandes.

### III. LA RUSSIE

Nous avons vu plus haut que la politique austro-hongroise était devenue, à partir du compromis austro-hongrois et à partir surtout de 1871, sous le ministère Andrassy, résolument une politique danubienne ; Sadowa était accepté comme un fait nécessaire, et les Habsbourg allaient chercher des compensations dans les Balkans ; ils s'y heurtèrent vite à la politique russe.

Cette politique russe dans les Balkans a depuis une trentaine d'années été conçue d'une manière différente.

Auparavant les Russes, dans leur intérêt, associaient à leur cause tous les peuples orthodoxes de la péninsule des Balkans ; parmi tous ces peuples ils ne distinguèrent pas d'abord la diversité des races, bulgare, grecque, roumaine, et serbe ; ils crurent que tous ces peuples de même religion grecque pouvaient être attachés à un même empire slave.

Plus tard le prince Gortchakof eut une autre conception du rôle qui était réservé à la Russie dans la Presqu'île.

Le prince Gortchakof que les lauriers de Bismarck empêchaient de dormir s'était cru très habile en adoptant

comme lui pour son propre compte le principe des nationalités, alors si fort à la mode, qu'il semblait que sans lui rien ne pût se faire de grand. Il y voyait de beaux profits pour la Russie : les populations slaves sont nombreuses dans l'Empire d'Autriche-Hongrie, plus nombreuses et plus serrées dans la péninsule des Balkans ; si la Russie au nom de cette parenté des races réussissait à les grouper autour d'elle elle serait la première puissance d'Europe. Et ainsi par son chancelier la politique russe prend une forme nouvelle ; ce n'est plus au nom de la religion grecque que le Tzar veut conduire les destinées des peuples des Balkans ; c'est au nom du principe des nationalités, au nom du panslavisme. C'était le nouvel article de foi au nom duquel il fallait délivrer les frères des Balkans. Une ardente propagande fut pratiquée dans les Balkans par la Société des Amis de l'Histoire naturelle de Moscou. Le résultat ne se fit pas longtemps attendre. Le Général Ignatief, panslaviste déterminé, était nommé ambassadeur à Constantinople et une effervescence inquiétante n'avait pas tardé à se manifester dans le Balkans.

L'histoire des événements postérieurs est connue ; la crise dernière ne fut du reste qu'une conséquence des arrangements défectueux du Congrès de Berlin qui avait clôturé la guerre russo-turque.

On a tort de croire que cette politique russe dans les Balkans a subi un recul pendant la dernière crise balkanique ; la note russe du 6 avril 1913 prouve notre assertion ; ce fut du reste grâce à la Russie que les États inté-

ressés à une intervention durent pratiquer la politique de désintéressement territorial et laisser les coalisés se partager à leur gré la Macédoine entre eux.

La politique russe dans les Balkans a donc indirectement pour effet de contrebalancer et rendre tout à fait inefficace l'influence et le progrès du germanisme dans l'est européen. Cette politique en un mot est antigermanique. La Russie tend par sa politique contre le *Draug nach Osten* allemand, à préserver les nationalités slaves du sud de leur absorption par l'élément allemand qui devient de plus en plus menaçant.

Pour ce qui est de l'avenir de cette politique, reportons-nous à ce que déclarait M. Sazonow le 3 novembre 1913, à la *Gazette de la Bourse* de Saint-Pétersbourg : « La Russie ne renoncera pas à ses anciennes traditions et restera la *protectrice énergique* des Slaves des Balkans. »

En somme la Russie et l'Autriche, sur toutes les questions qui se présentent dans les Balkans, restent divisées par l'idéal slave que la première poursuit dans les Balkans et par les efforts de la seconde pour contrecarrer le protectorat exclusif russe. C'est ce qui explique l'opposition de Vienne à tout ce pourrait faire de la Serbie un État Slave puissant susceptible de constituer, sur ses frontières méridionales, un centre d'attraction pour les sujets slaves de la Monarchie.

L'Autriche-Hongrie et la Russie sont ainsi engagées dans une lutte sourde, haineuse et implacable dans la péninsule des Balkans.

« Je tiens par le collier, disait Bismarck, deux formidables bêtes héraldiques, afin qu'elles ne se déchirent pas entre elles, afin qu'elles ne s'entendent pas pour me déchirer. »

On ne peut s'empêcher d'admirer le génie politique de Bismarck qui fut l'artisan de cet antagonisme.

#### IV. L'ITALIE

L'étude de l'histoire des trente dernières années, permet de constater, entre l'Autriche et l'Italie la rivalité d'influence la plus considérable ; cette rivalité a revêtu une autre forme dans la crise balkanique : par un artifice diplomatique elle y est présentée, comme le remarque *Le Temps* (1), comme exclusivement austro-italienne d'une part et monténégro-serbo-grecque d'autre part.

Le jour où l'Italie a réalisé son unité, elle a eu à défendre l'Adriatique contre les convoitises de l'Autriche-Hongrie, qui jusqu'alors en avait été seule maîtresse. Soit dans la concurrence des lignes de navigation, soit dans la pénétration de l'Albanie, le conflit a été constant entre les deux pays alliés.

En ce qui touche l'Albanie, les craintes de l'Albanie avaient été précisées par le Congrès de Berlin qui, tout en confiant à l'Autriche l'administration de la Bosnie-Herzégovine, lui avait livré le sandjalk de Novi Bazar

(1) Cf. *Le Temps* du 29 novembre 1912.

et la police maritime de la Basse-Adriatique. Grâce au protectorat catholique, du service exclusif des postes, l'influence autrichienne était considérable en Albanie. Il n'en fallait pas davantage pour alarmer l'Italie, qui se rendait compte que le jour où l'Autriche aurait absorbé l'Albanie, l'équilibre adriatique, en d'autres termes l'indépendance de l'Adriatique et la sécurité de sa côte occidentale seraient irrémédiablement compromises.

M. Tittoni déclarait en effet en mai 1904 : « L'Albanie n'a pas grande importance en elle-même, toute l'importance est à ses côtes et ses ports, qui assureraient à l'Autriche ou à l'Italie, dans le cas où une de ces deux puissances en serait maîtresse, la suprématie incontestée de l'Adriatique.

Or, ni l'Italie ne peut consentir cette suprématie à l'Autriche, ni l'Autriche à l'Italie : et dans le cas où l'une de ces deux puissances voudrait la conquérir, l'autre devrait s'y opposer de toutes ses forces. C'est la logique même de la situation (1). »

Le risque menaçait avec l'intérêt italien la fierté italienne. Toute la côte orientale de l'Adriatique, en effet, est pleine de souvenirs vénitiens. En Italie même, il y a des groupements albanais demeurés très vivants à Naples et dans les Calabres, où se forment, en outres, les prêtres italiens qui se destinent au sacerdoce dans les diocèses de Scutari et d'Alessio. On peut citer le *Comitato nazionale albanese* de

(1) Cf. *Le Temps* du 29 novembre 1912.

Lungro, la *Società nazionale albanese* de Rome, le *Collegio San Adriano* de Naples.

Peu à peu, le gouvernement italien s'est décidé à réagir. Le 4 octobre 1910, un Institut technique supérieur italien a été fondé à Scutari.

L'*Instituto orientale* de Naples a été enrichi d'une chaire de littérature albanaise. Le 5 février 1901, un décret a accordé une subvention à la société de navigation *Paglia* pour assurer le service postal avec l'Albanie du Nord et concurrencer le monopole autrichien. Un service de vapeurs italiens a été organisé sur la Boyana et le lac de Scutari. A la Tribune, le comte de Guicciardini a dénoncé « l'action persistante et systématique de l'Autriche en vue d'attirer cette région dans sa sphère propre d'influence et préparer, semble-t-il, une future annexion. »

De ces préoccupations sont sortis les accords austro-italiens de 1898 et de 1900, accords négatifs fondés sur le respect du *statu quo* territorial. Non satisfaite de la propagande autrichienne, l'Italie, en vertu de l'accord de Racconigi (de 1909) basé sur le principe : *Les Balkans aux peuples balkaniques*, demanda une assurance supplémentaire à la Russie (1).

Ces accords avec l'Autriche-Hongrie ont été résumés à la Chambre italienne par le marquis Visconti-Vénosta et par M. Prinetti (2).

(1) Cf. *Le Temps* du 21 novembre 1912.

(2) V. Annexe I.

Cet accord négatif, *promesse di non fare* pouvait suffire tant que la situation de la Péninsule balkanique restait ce qu'elle était alors. Encore n'empêchait-il point de fréquents conflits entre les deux alliés.

Lors de la liquidation balkanique, l'Autriche, en invoquant au bénéfice de l'Albanie le principe des nationalités et de l'autonomie, comptait évidemment, grâce à sa situation acquise, pouvoir faire de ce pays un boulevard anti-slave et plus que jamais opposer l'Albanie à l'expansion serbe. De même que le Monténégro est l'avant-garde de la Russie dans les Balkans, l'Albanie deviendrait l'avant-garde de l'Autriche. Quelle serait donc dans tout cela la part de l'Italie ? On se l'est demandé à Rome avec quelque inquiétude. On s'est aperçu que l'Autriche avait refusé de se lier les mains en acceptant la proposition française de désintéressement territorial, tandis qu'elle tenait l'Italie les mains liées par ses accords austro-italiens relatifs à l'Albanie de 1898 et de 1900.

On s'en inquiéta fortement en Italie. On ne se dissimulait pas la situation créée par l'Autriche en Albanie, grâce à une politique habile que la Ballplatz y pratiquait depuis longtemps. On eut alors préféré à Rome voir cette Albanie partagée entre les Serbes et les Grecs que de la voir se transformer en une autre Bosnie-Herzégovine. Très intéressantes sont, à ce sujet, les réflexions du marquis de San Giuliano, ministre des affaires étrangères d'Italie, exposées dans le *Giornale d'Italie* (1) :

(1) Annexe IV.

La diplomatie italienne fut alors très active : elle ne se laissa pas endormir par les paroles du comte Berchtold à Pise et à San-Rosole le 22 octobre 1912. Il était nécessaire de recourir à l'Arbitre de la Triplice pour s'assurer des intentions de l'Autriche et aplanir les difficultés soulevées par la crise actuelle. Le marquis de San Giuliano se rendit à Berlin dans les premiers jours de novembre. Les pourparlers s'achevèrent à Budapest et l'accord s'établit complètement sur le principe d'une Albanie autonome neutre et l'interdiction aux Serbes de tout autre débouché sur l'Adriatique, qu'un exutoire purement commercial et dûment neutralisé. Mais l'entente ne put être faite sur les limites du nouvel État.

Ce fut l'œuvre des ententes postérieures.

Les arrangements austro-italiens ne s'arrêtèrent pas là ; ils allèrent encore plus loin.

L'Italie profitant des événements fut assez habile pour en tirer le meilleur parti possible, et en particulier lorsque le Monténégro refusa de livrer aux puissances Scutari qu'il venait de prendre ; l'Autriche résolut de faire une expédition en Albanie pour forcer le roi Nicolas à se conformer à la décision de Londres qui avait attribué Scutari à l'Albanie.

On rappela à Rome qu'au début de la guerre italo-turque, lorsque la flotte italienne bombardait Prévéza (1),

(1) L'Italie avait bombardé la ville de Presca et coulé deux torpilleurs ottomans dans le port le 29 septembre 1911, contrairement aux règles du droit international ; en effet, suivant l'ultimatum ita-

le gouvernement austro-hongrois fit des observations devant lesquelles le gouvernement italien s'inclina. Fort de ce précédent, le Cabinet de Rome déclara que si l'Autriche allait à Scutari il ne manquerait pas lui aussi d'aller à Avlona.

On put voir alors jusqu'au fond des cœurs ; l'Italie, dans sa défiance instinctive, pensait que si l'Autriche allait au nord de l'Albanie, elle pourrait bien y rester : allons donc au sud, s'est-elle dit, et puis nous verrons.

L'Autriche prise dans une impasse dut entrer en pour-parler avec l'Italie et le bruit se répandit aussitôt que l'Autriche et l'Italie s'étaient partagé l'Albanie, l'Autriche se réservant la partie située au nord du Skurubi, alors que l'Italie s'attribuait le sud. Et sans perdre de temps, on se mit à Vienne et à Rome, à préparer une expédition destinée à rétablir l'ordre en Albanie, où aurait régné l'anarchie.

On ne tarda pas cependant à se rendre compte à Vienne que dans cette affaire c'était l'Italie qui remportait l'avantage. On se ressaisit vite et le Cabinet autrichien s'empressa alors de déclarer qu'il s'agissait d'intervenir, l'Autriche aurait préféré, de concours avec l'Europe, une action collective en Albanie à une action isolée.

lien, les hostilités ne devaient commencer que le 29 septembre 1911, à 3 heures de l'après-midi ; or les torpilleurs ottomans furent coulés à 3 heures, mais à la suite du blocus *commencé* par la flotte italienne dès le matin de ce jour même. Cf. le télégramme envoyé par le duc des Abruzzes au roi d'Italie.

Entre temps, le télégramme envoyé par le roi Nicolas à Sir Edward Grey comme *deus ex machina* assurait à l'Autriche une retraite honorable.

La conduite du Cabinet de Rome lors de la détermination des frontières sud d'Albanie, sa proposition au Gouvernement albanais d'intervenir en sa faveur en Albanie en vue de réprimer par la force le mouvement épirote ainsi que son attitude pendant la durée de cette crise ne firent que fortifier les doutes relatifs à l'existence d'un accord austro-italien au sujet du partage de l'Albanie en zones d'influence.

Il n'en exista pas moins des frottements irritants entre les Cabinets de Rome et de Vienne. La réalité et les suspicions (1) furent augmentés encore par les derniers événements et sans l'action modératrice de Berlin, il eût été à craindre que de graves dissentiments n'eussent éclaté entre l'Autriche et l'Italie au sujet de la question albanaise.

En face de cette rivalité et de cette divergence d'intérêts qui va toujours s'envenimant, le baron von Chlumecky se demande avec raison « si l'Albanie finira par devenir pour les deux alliées, un nouveau Sleswig-Holstein (2). »

La dernière entrevue qui eut lieu à Abbazia entre le

(1) Le congrès albanais tenu à Trieste le 2 mars 1913 avait servi surtout à mettre en relief les rivalités autrichiennes et italiennes. Un second congrès dut se tenir à Rome du 15-22 avril 1913, afin de faire pendant au congrès albanais précédent, qui s'était tenu sous les auspices de l'Autriche.

(2) Léopold Freiherr von Chlumecky, *Österreichisch Ungarn und Italien*. Leipsig et Vienne, 1907.

comte Berthold et M. de San Giuliano, le 13 avril 1914, réussit-elle à effacer cette méfiance des deux Cabinets et à établir l'harmonie dans leur politique en ce qui concerne l'Albanie ? L'avenir seul nous le dira.

## V. LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE

La politique de la France et de la Grande-Bretagne dans les Balkans, à part la Grèce (1), est plutôt d'ordre économique : ce qui les intéresse au premier plan, c'est la Méditerranée. La nécessité de s'assurer en cas de guerre la maîtrise de la Méditerranée est devenue pour ces deux pays, unis dans la communauté d'intérêts, le dogme fondamental de leur politique navale. C'est pourquoi dans la

(1) En ce qui concerne la Grèce, les sollicitudes de la France et de la Grande-Bretagne furent constantes pour elle ; elles ont salué la renaissance de la Grèce par les génies immortels de leurs Châteaubriand, de leurs Lamartine, de leurs Victor-Hugo, de leurs Delacroix, de leurs Byron et d'autres ; elles l'ont soutenue d'une manière effective dans toutes les phases de son histoire moderne, depuis le début de sa vie politique jusqu'au congrès de Berlin. Ce fut aussi grâce à la médiation de la France, de l'Angleterre secondées par la Russie, que la Grèce put échapper à l'écrasement complet qui l'attendait à la suite de son imprudence en 1907. Cette longue tradition de protection ne fit pas défaut au cours de la crise récente dans les Balkans. Ces grandes Puissances peuvent donc regarder la Grèce d'aujourd'hui comme un peu de leur œuvre. Leur politique est justifiée, à part les raisons d'ordre historique et littéraire, par la communauté d'intérêts à cause de la situation géographique très importante que possède, la presqu'île hellénique dans la Méditerranée orientale.

question épirote, ces deux États ont préféré céder au désir de l'Italie afin d'assurer l'évacuation des îles de l'Archipel détenues par l'Italie depuis la guerre italo-turque (1).

Il est bien entendu que l'effort de l'Angleterre et de la France tend à ne pas laisser s'accroître l'influence de l'une des Puissances de la Triplice dans la Péninsule balkanique; la politique russe dans les Balkans est un appoint précieux à cet effort de l'Entente cordiale.

Les intérêts économiques et particulièrement les intérêts financiers de la France dans les Balkans sont considérables. La plus grande part des dettes extérieures des États balkaniques se trouve dans les portefeuilles français.

Au-dessus de ces intérêts économiques, industriels et financiers, la France, comme le déclarait M. Poincaré à la Commission des affaires étrangères de la Chambre, a dans ces contrées *un patrimoine moral et traditionnel qu'elle entend sauvegarder* (2).

Le rôle de la France dans les Balkans est, en général, un rôle de pacification et de conciliation. Sa sympathie très vive et très profonde pour les nations balkaniques, turques, slaves et autres, la porte à désirer leur développement dans la paix et dans le travail.

(1) Cf. les déclarations de M. Asquith, le 9 novembre 1912 au banquet de Guildhall.

(2) Cf. *Le Temps* du 6 décembre 1912.

Et tous les Etats balkaniques connaissent très bien que l'action économique, intellectuelle et morale de la France, a toujours servi dans la Péninsule la cause du progrès et de la civilisation.

---

## CHAPITRE II

### SECTION I

#### La réunion d'Ambassadeurs à Londres.

Nous avons vu plus haut que les premiers succès des alliés balkaniques suscitèrent un grand désarroi à la Ballplatz : on hésita longtemps sur les mesures à prendre et sur le but à atteindre. On a pensé un moment à réoccuper le Sandjak de Novi-Bazar que le comte d'Æhrenthal avait fait évacuer en 1909, au moment où il annexait la Bosnie-Herzégovine et à séparer de la sorte les Serbes et les Monténégrins.

L'opinion contraire a prévalu : le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, s'est regardé comme engagé par le geste et la parole de son prédécesseur et a ainsi empêché la guerre de se généraliser en Europe.

Le comte Berchtold, ayant abandonné l'idée d'occuper le Sandjak, porta tout l'effort de sa politique sur l'indépendance de l'Albanie. Le terrain était bon pour la diplomatie

autrichienne. Aux puissances qui se basaient sur le principe des nationalités slaves elle pouvait répondre par les droits de la nationalité albanaise.

L'Autriche se fit surtout menaçante lorsque les Serbes se dirigèrent vers le port de Durazzo sur l'Adriatique, à travers la Skiperia : comme nous venons de le voir le conflit devint alors très grave entre les Cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg.

Les intérêts vitaux de la Monarchie étaient en conflit avec ceux du slavisme. Il s'en fallut de peu qu'un geste irréparable ne se dessinât d'un côté ou de l'autre.

C'est alors que l'on pensa que les grandes Puissances auraient plus d'autorité pour déterminer les conséquences de la crise balkanique si elles faisaient toutes ensemble profession d'un désintéressement territorial absolu.

Rien de plus plausible assurément, mais de là résulta l'opposition des deux camps, Triple-Alliance d'une part, Triple-Entente de l'autre.

La démarche de la fin d'octobre 1912, qui a été tentée pour mener les grandes Puissances à signer ce qu'on appelait autrefois un protocole de désintéressement, fut faite par M. Poincaré, président du Conseil français à cette époque. L'idée première semble bien appartenir à la Russie — « la formule sent le cuir de Russie », s'était écriée la *Neuie Freie Presse* — mais c'est la France qui l'a exécutée : on a pensé que le désintéressement de la France étant fondé par l'absence d'intérêts directs dans les Balkans, la démarche, venant d'elle, provoquerait moins

de susceptibilités. Il était toutefois à peu près certain qu'elle en provoquerait en Autriche. L'Autriche-Hongrie est, en effet, en ce qui concerne les Balkans, dans une situation inverse de la France : c'est, avec la Russie, le pays qui a le plus d'intérêts dans les Balkans, mais elle les comprend autrement. Pour la Russie, ces intérêts se traduisent par des questions d'influence morale sur le monde slave ; pour l'Autriche formée de populations de races différentes, ils ont un caractère plus complexe et sont à la fois politiques et économiques. Aussi, maintes fois, le comte Berchtold avait-il déjà déclaré par devant les délégations qu'il ne renoncerait pas à ces intérêts et qu'il les défendrait à tout prix (1). Cela étant, la proposition du désintéressement qu'on lui présentait devait produire sur lui un effet assez vif, et c'est ce qui n'a pas manqué d'arriver.

Le comte Berchtold demanda à réfléchir quelques jours et peu après une campagne de presse se manifesta en Autriche contre la proposition de désintéressement. Elle n'épargna point ceux qui l'avaient faite.

Nous lisons, en effet, dans la *Nouvelle Presse Libre* (2) :

« La formule du Président du Conseil français exige la chasteté d'une nonne : pas de désirs coupables, abstinence complète de la chair, rien qui puisse troubler les sens et réchauffer le cœur. Elle veut un désintéressement com-

(1) Cf. *La politique d'Autriche-Hongrie*, pp. 47 et ss., ainsi que l'Annexe .

(2) Cf. *Le Temps* du 4 novembre 1912.

plet, une renonciation complète, en un mot, la fleur bleue que les rêveurs ont si souvent cherchée et que les hommes d'Etat n'ont jamais trouvée. La formule n'est qu'une demande habile adressée à l'Autriche-Hongrie. Nous devons être amenés à faire des aveux, à ouvrir notre cœur sur le marché diplomatique. Le juriconsulte qui dirige la politique extérieure de la République veut amener le coupable muet à parler. Ce ne sera pas bien difficile, car il y a peu de Puissances qui aient aussi peu de choses à dissimuler que l'Autriche-Hongrie. Elle ne demande que la liberté de communications avec la mer Égée, des avantages économiques et des facilités commerciales. »

C'était un signe bien caractéristique de la nature que pourrait avoir à faire pressentir la réponse du gouvernement austro-hongrois et celle de ses alliés. La réponse fut en effet évasive.

L'Europe passa alors des journées bien difficiles : jamais, en effet, plus qu'alors les pourparlers entre les Puissances n'avaient paru aussi indispensables pour éviter les initiatives dangereuses et les entraînements funestes.

Ce fut alors pour le public un grand soulagement lorsqu'on apprit la nouvelle suivante envoyée au *Temps* le 27 novembre 1912 par son correspondant de Londres :

« Le bruit court que l'Angleterre prendra l'initiative d'une Réunion d'Ambassadeurs. »

Ce bruit était en effet fondé. Ce n'était pas une Conférence au sens propre du terme, mais une Réunion, c'est-à-

dire quelque chose de plus spontané, de moins officiel, une Réunion des Ambassadeurs qui n'auraient pas à se déplacer pour se réunir. En réalité, il y eut à Londres, à côté de la Conférence balkanique, un Comité européen, une conférence d'affaires, une sorte de *Clearing house* ainsi que l'observe judicieusement le *Times*.

Alors que les plénipotentiaires balkaniques réunis au Palais de Saint-James (1) avaient pour tâche d'accorder les prétentions des alliés avec les prétentions de la Turquie, la Réunion d'Ambassadeurs devait examiner les vues de l'Europe. Lorsque Sir Edward Grey eut l'idée de cette réunion, il songea surtout à éviter les difficultés matérielles; l'Angleterre et toutes les Puissances avec elle venaient de mesurer le péril.

Quand six gouvernements entreprirent de se mettre télégraphiquement d'accord sur une formule, ce fut une toile de Pénélope qu'ils tissèrent, à moins que l'on ne préfère les comparer aux Danaïdes et à leur tonneau. Quand Paris et Londres étaient d'accord, Saint-Petersbourg suggérait une amélioration qui se croisait avec un amendement de Berlin : c'était une partie de cache-cache.

Entre temps les questions d'Albanie et de ses limites se compliquaient et aggravaient de jour en jour les relations austro-serbes et aussi, mais indirectement, les relations

(1) La conférence des États belligérants avait commencé ses séances le 6 décembre 1912 au Palais de Saint-James à Londres.

austro-russes, au risque de provoquer un geste irréparable.

Sir Edward Grey, en homme pratique, fit ses efforts pour éviter les retards et il pensa que les Ambassadeurs accrédités dans l'une des grandes Capitales pourraient le mieux du monde jouer un rôle de centralisation. La réunion pourrait dès lors énumérer les questions sur lesquelles il faudrait s'entendre, établir le bilan des litiges à prévoir, indiquer la méthode à suivre. Ce fut donc cette étude préparatoire que firent les Ambassadeurs.

Les déclarations de Sir Edward Grey à la Chambre des Communes ne laissent aucun doute à ce sujet (1).

Cette Réunion d'Ambassadeurs qui se tint à Londres fut présidée par Sir Edward Grey. La France y fut représentée par M. Paul Cambon, la Russie par le comte de Bencendorf, l'Allemagne par le prince Lichnowsky, l'Autriche-Hongrie par le comte de Mensdorff-Pouilly, l'Italie par le marquis Imperiali.

L'Autriche-Hongrie parut un moment vouloir soustraire à la discussion de la Réunion d'Ambassadeurs les questions du port serbe et de l'Albanie ; mais par contre l'Italie et la Russie insistèrent pour que ces questions fussent portées devant cette Réunion. Finalement le point de vue russo-italien finit par triompher et fut approuvé par les autres Puissances.

La première réunion des Ambassadeurs eut lieu le

(1) V. Annexe V.

17 décembre 1912 à 3 heures et demie de l'après-midi au Foreign Office à Londres.

La base générale de ces prochaines conversations a été arrêtée. Toutes les décisions devraient être prises *ad referendum* ; il fut décidé de plus que les délibérations seraient tenues secrètes. Cette Réunion viserait seulement à préciser aussi rapidement que possible les vues des grandes Puissances sur les questions qui n'intéressaient pas seulement les États Balkaniques, mais aussi l'Europe, c'est-à-dire en particulier celles qui ont trait à l'Albanie, au débouché serbe dans l'Adriatique, aux Îles et au régime du Mont-Athos, et de Constantinople (1). En effet elle fut saisie tout de suite des deux premières questions qui tenaient l'Europe en haleine : elle prit en considération les vœux de l'Autriche qu'elle concilia avec l'intérêt vital de la Serbie.

Le 20 décembre 1912 la Réunion manquant au serment de silence qu'elle avait imposé à ses membres envoya le communiqué suivant à la presse :

« Les Ambassadeurs ont recommandé à leurs gouvernements qui l'ont accepté, le principe de l'autonomie albanaise avec une proposition garantissant à la Serbie un accès commercial à l'Adriatique.

(1) Les événements militaires postérieurs ayant été différents de ceux qu'on crut au début de la guerre balkanique la question du régime de Constantinople fut éliminée du programme de la Réunion. Les Ottomans ne sauraient être trop reconnaissants aux défenseurs de Tchadaldja qui arrêtaient net les Bulgares dans leur marche sur Constantinople et sauvèrent la capitale du péril qui la menaçait.

Les six Gouvernements sont tombés d'accord en principe sur ces deux points (1). »

Ce communiqué apportait ainsi une solution moyenne au conflit austro-serbe.

La solution de principe sur laquelle la Réunion s'est mise d'accord, y comprise l'Autriche — et que la Serbie fidèle à ses engagements déclara tout de suite accepter — donnait satisfaction aux vœux essentiels des deux parties en question. L'Albanie, comme le souhaitait l'Autriche-Hongrie, devenait indépendante, autonome et neutre sous le contrôle des puissances. Un port Albanais conformément au désir du Cabinet de Belgrade, était mis à la disposition de la Serbie : ce port sera neutre, libre et relié à la Serbie par un chemin de fer neutre et international dont la garde et la police seront confiées à une gendarmerie internationale. Enfin — et ceci est capital — les exportations et les importations serbes qui emprunteront cette voie bénéficieront de la franchise douanière. S'il en eût été autrement, le débouché assuré à la Serbie, eût été fictif. Grâce à cette franchise — accepté à la suite de la proposition de la Triple-Entente — le débouché économique est réel et sûr. Ces deux propositions ont été admises sous la garantie des grandes Puissances européennes.

(1) Cf. *Le Temps* du 20 décembre 1912.

La Turquie avait déjà laissé à la décision des Puissances le règlement des affaires de l'Albanie autonome, c'est-à-dire sa délimitation et son statut. Cf. de même les déclarations de S. E. Réchd Pacha, premier délégué ottoman à la Conférence de Londres.

La grosse question de *la délimitation des frontières de l'Albanie* restait encore. L'Autriche voulait voir l'Albanie aussi grande que possible pour réduire la part des Etats balkaniques. La Russie au contraire voulait que le cours du Drin Noir lui servît de limites à l'est et au nord.

Le désaccord entre la Russie et l'Autriche était ainsi manifeste. Devant cette difficulté la Réunion de Londres par son président, sir Edward Grey, porta tous ses efforts en vue de mettre d'accord ces deux Puissances.

La presse austro-hongroise, pourtant impatiente fut bientôt hostile à la Réunion. Et c'est ainsi que le journal autrichien *la Reichsport* alla jusqu'à se demander le 11 février 1913, d'un ton méprisant, s'il n'était pas bientôt temps de fermer le *Club du tabac de Londres*. Il ajoutait que dans leur avant-dernière réunion les Ambassadeurs s'étaient lancés dans un débat extrêmement intéressant sur les qualités des différents tabacs.

L'accord se vit enfin obtenu entre les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg.

Un communiqué publié le 13 mars 1913, simultanément à Vienne et à Saint-Pétersbourg, faisait ressortir l'accord intervenu entre les deux Cabinets. D'après ce communiqué les villes de Prizrend, Ipek, Dipra et Djakova devaient rester en dehors des limites du nouvel Etat albanais, en échange de quoi la Russie abandonnait à celui-ci la région et la ville de Scutari.

La Réunion d'Ambassadeurs s'empessa d'enregistrer cet accord dans sa session du 20 mars 1913.

La Russie eut le mérite pour l'amour de la paix de laisser à l'Albanie Scutari, dont le siège avait coûté tant de sacrifices à l'armée monténégrine. Elle eut aussi le mérite de ne pas s'opposer à la manifestation navale internationale qui eut lieu dans les eaux monténégrines pour obliger le roi Nicolas à lever le siège de Scutari, qui était déjà attribué à l'Albanie.

Lorsque plus tard Scutari succomba (1), non pas par la force des armes mais par celle de la diplomatie du roi Nicolas, une émotion très vive et très naturelle se produisit à Vienne: on se demanda, si la politique d'action commune n'avait pas fait faillite. Scutari entre les mains des Monténégrins formait là une déconvenue sans doute; un échange de vues rapide eut lieu entre les divers Cabinets. La Réunion des Ambassadeurs tint une nouvelle séance à Londres: les puissances persistèrent toutes dans la politique qu'elles avaient arrêtée et firent savoir au Monténégro qu'il aurait à évacuer une ville occupée par lui contre leur volonté.

Le moment était critique: l'opinion publique en Europe, en Autriche, même dans les parties non slaves de l'Empire, se tourna en faveur du Monténégro; il y a presque partout une inclination naturelle à donner raison au faible contre le fort sans même examiner si le fort n'a

(1) La ville de Scutari capitula le 25 avril 1913 dans des conditions très honorables pour les assiégés. Essad Pacha qui commandait en chef les troupes ottomanes à Scutari, quitta la place emmenant avec lui 25.000 hommes, son artillerie légère et toutes ses munitions.

pas raison et si le faible n'a pas tort. Mais peu importe : le faible est sympathique, surtout lorsqu'il fait preuve d'audace et de courage. Les gouvernements pourtant, c'est-à-dire l'Europe officielle, s'est tenue ferme à ses résolutions prises le 13 mars 1913.

Tout le danger n'était pourtant pas conjuré.

En Autriche-Hongrie, le parti de l'archiduc Ferdinand qui est le parti militaire, poussait le gouvernement à l'intervention collective ou isolée et, de préférence, isolée en un mot à l'action directe.

Ce parti l'emporta à un moment. L'Autriche résolut d'intervenir isolément par une expédition destinée à imposer le respect à ce petit voisin qui avait mis sa patience à une dure épreuve.

L'Autriche songeait à occuper tout d'abord les ports d'Antivari et de Saint-Jean-de-Medua.

Mais ses intentions de débarquement sur les côtes du Monténégro et de l'Albanie du Nord ne manquèrent pas de provoquer une action parallèle de l'Italie dans l'Albanie méridionale.

La *Tribuna* du 29 avril 1913, dans une note officieuse, déclarait en effet que : « Quels que puissent être la pensée et les sentiments des autres puissances éloignées de l'Albanie et qui n'y ont pas d'intérêts capitaux, l'Italie ne pourra jamais permettre que la situation sur la rive opposée de l'Adriatique soit résolue sans sa participation. L'Italie ne peut rester absente en un moment aussi décisif : *les absents ont toujours tort.* »

A Vienne on vit alors la nécessité d'entrer en pourparlers avec Rome. Un accord en résulta entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie ; l'Albanie fut partagée en deux sphères d'influence séparée par la rivière Scumbi (1). Le 1<sup>er</sup> mai 1913 l'Autriche et l'Italie informaient les membres de la conférence du Foreign Office que : « A la suite des événements qui se sont produits dans le nord et dans le centre de l'Albanie, les Cabinets de Vienne et de Rome avaient décidé de faire respecter les volontés de l'Europe et de défendre en même temps leurs intérêts particuliers. »

En même temps la presse austro-italienne fit passer au second plan la question d'évacuation de Scutari et ne parla plus que de la nécessité pour l'Autriche et l'Italie d'établir en Albanie l'ordre qui y aurait été troublé.

Une telle conception de la volonté de l'Europe de la part de l'Autriche et de l'Italie ne pouvait pas manquer de soulever des critiques sérieuses. Comme le fait remarquer *Le Temps*, en ce qui concerne la ville de Scutari, ces deux Puissances pouvaient invoquer une décision de l'Europe

(1) *Le Giornale d'Italia*, insistant sur la signification de l'accord intervenu entre l'Autriche et l'Italie, en ce qui concerne une action commune sur les côtes monténégrines et albanaises, ajoutait :

« Il est d'une importance exceptionnelle que les deux Grandes Puissances de l'Adriatique alliées, après avoir, pendant cinq années observé un accord négatif au sujet de l'Albanie, à laquelle il ne fallait pas toucher se soient accordées maintenant en vue d'une intervention éventuelle sur un terrain positif à savoir la division de l'Albanie en deux sphères distinctes d'influence : une sphère italienne au sud et une sphère autrichienne au nord. »

et même depuis la démonstration navale, un mandat de l'Europe. Pour ce qui concerne le reste de l'Albanie, la décision de l'Europe fut que l'Albanie serait autonome et indépendante et non point du tout partagée en deux sphères d'influence, l'une austro-hongroise, l'autre italienne. Ainsi ni l'Autriche ni l'Italie ne pouvaient plus parler de mandat dans l'instant qu'elles violaient cette décision.

Elle ne pouvait pas non plus invoquer les arrangements intervenus entre ces deux pays, comme essayait de le faire la presse austro-italienne.

Dans les conversations austro-italiennes relatives à l'Albanie de 1898 et de 1900, le maintien du *statu quo* est formellement prévu. Il est donc logique d'admettre que si dans le cours des temps des nouvelles clauses devaient être introduites, clauses susceptibles de toucher aux intérêts des tiers, la France, la Russie et l'Angleterre seraient au nombre des Etats avec lesquels on entrerait là-dessus en négociation.

Nous sommes donc amenés à estimer qu'il manquait à la proposition austro-italienne une base fondée sur le droit des gens ainsi que sur les principes du droit commun et que cette proposition lésait les intérêts de tous les Etats qui avaient participé aux Conférences précédentes sur les affaires balkaniques, États que l'Autriche-Hongrie et l'Italie avaient négligé de consulter (1).

(1) Comp. Bonfils (Henri) et Fauchille, *Manuel de droit inter-*

On ne pouvait donc éviter de demander aux États signataires des conventions leurs avis, si toutefois l'Autriche-Hongrie et l'Italie ne voulaient pas quitter le terrain du droit et invoquer l'argument de force.

C'est du reste en ces termes que le prince de Bülow avait protesté le 22 avril 1904 contre l'action franco-espagnole au Maroc.

La question donc se posait sous cette forme : Devrait-on permettre aux Cabinets de Vienne et de Rome de faire en Albanie ce que l'on avait interdit aux Cabinets de Paris et de Madrid au Maroc ? Comme on voit il ne s'agissait pas d'une question de fond, mais d'une question de forme résolue, il y a huit ans, par une décision unanime de l'Europe à Algésiras.

Du reste personne ne se trompait. Si l'Autriche et l'Italie allaient en Albanie pour y rétablir l'ordre, il y avait beaucoup de chances pour qu'elles y restassent.

A Vienne on ne tarda pas, après mûre réflexion, à penser qu'il était préférable pour l'Autriche d'aller à Scutari avec toutes les Puissances : car aller seule à Scutari, c'était permettre à l'Italie d'aller seule à Avlona. Incontestablement de l'Autriche et de l'Italie, c'était la seconde qui devait être la plus satisfaite de son lot. Etablie à Avlona et à supposer qu'elle y restât, elle serait maîtresse de

*national public*, §§ 832 et 849, pp. 495 et 503, 5<sup>e</sup> éd. Paris, Rousseau, 1908 ; Despagnet (Frantz) et Boeck, *Cours de droit international public*, §§ 447 et 448, p. 696, 4<sup>e</sup> éd. Paris, Larose, 1910.

l'Adriatique du Nord dans laquelle la flotte autrichienne serait *embouteillée*.

C'est pourquoi on a accueilli en Autriche avec la plus grande satisfaction le télégramme du roi Nicolas adressé à sir Edward Grey le 5 mars 1913, par lequel le roi de la Montagne Noire annonçait qu'il remettait Scutari entre les mains des Puissances sans conditions (1).

Tout aussitôt on fut d'avis à Vienne que l'ordre en Albanie était satisfait et des troubles de la veille, personne n'y pensa plus.

La Réunion des Ambassadeurs, sous la présidence de sir Edward Grey, profitant aussitôt de ce changement d'esprit et tout en prenant acte du désistement du Monténégro, mit aussitôt sur le tapis la question du statut à donner à l'Albanie et affirma, avec une *approbation générale*, le caractère collectif que l'affaire devait avoir jusqu'au bout.

La Réunion clôtura ses séances le 11 août 1913 sans fixer de date pour sa réouverture.

Dans cette dernière séance, elle fixa la frontière sud de l'Albanie en prenant deux points comme repères, la

(1) Scutari a été remise le 14 mai 1913 à l'Amiral anglais Sir Cecil Burney, commandant la flotte internationale dans les eaux monténégrines et qui en a pris possession au nom des Puissances :

La soumission du roi Nicolas avait été facilitée du reste par la promesse de la Réunion au sujet des compensations financières et économiques à accorder au Monténégro.

A cet effet un emprunt de 40 millions de francs lui fut garanti sur lequel une avance de 9 millions vient de lui être faite.

pointe de Phtelia — un peu au sud du cap Stylos — sur la mer Ionienne d'un côté et de l'autre côté le district de Korytza qu'elle a abandonné à l'Albanie en laissant à une Commission internationale le soin du tracé de la frontière entre ces deux points.

La Réunion s'occupa en outre de la question du Dodecanèse détenu par l'Italie, ainsi que l'attribution à la Grèce de certaines îles occupées par elle pendant la dernière guerre. Elle considéra, sur l'insistance de sir Edward Grey, *ces deux questions liées* à la décision prise au sujet de l'attribution du nord de l'Épire à l'Albanie.

Nous nous contentons de mentionner ces deux questions, car nous n'avons pas à les étudier ici.

## SECTION II

### Les frontières d'Albanie.

L'Albanie une fois constituée en État autonome, il s'agissait de fixer ses frontières, ce qui ne fut point chose facile.

Ce furent d'abord les frontières nord et nord-ouest qui provoquèrent la crise austro-russe et qui, comme nous venons de le voir, furent finalement fixées par un compromis conclu le 13 mars 1913 entre l'Autriche et la Russie et sanctionné à la Réunion de Londres le 20 mars

1913 ; par ce compromis, l'Autriche dut échanger Diakova contre Scutari, qui fut donné à l'Albanie.

Pour ce qui concerne les frontières sud, la chose fut plus aisée au point de vue international, parce qu'en donnant satisfaction aux desiderata austro-italiens, la Triple-Entente qui avait pris la défense des intérêts de la Grèce pouvait lui donner du côté des îles de l'Archipel des compensations auxquelles attachaient plus d'importance aussi bien le Cabinet d'Athènes que la Triple-Entente. La frontière sud d'Albanie fut déterminée à la Réunion d'Ambassadeurs de Londres, à sa séance du 11 août 1913, où la pointe de Phtelia au sud du cap Stylos d'un côté et le district de Corytza de l'autre côté furent réperés. Le tracé complet de ces frontières fut communiqué au Gouvernement grec le 17 février 1914 par la note collective des Puissances.

Nous avons cru intéressant de consacrer deux paragraphes aux frontières d'Albanie pour y étudier les questions qui furent discutées à leur propos, les arguments employés de part et d'autre et enfin les solutions données.

## I. — LES FRONTIÈRES NORD ET NORD-EST D'ALBANIE

Lorsque la Réunion voulut déterminer les limites du nouvel État autonome d'Albanie qu'elle venait de créer, le désaccord austro-russe pour ses frontières nord et nord-est fut complet. L'Autriche décidée à diminuer

autant que possible la part des Serbes et Monténégrins dans la Macédoine, voulait faire étendre l'Albanie jusqu'au-delà d'Ipek, Diakova, Prizrend et Dibra. La Russie au contraire voulait prendre comme frontière le cours du Drin-Noir (1), et voulait exclure de l'Albanie, avec les quatre villes que nous venons de citer, la ville de Scutari.

En face de ce désaccord la Réunion des Ambassadeurs à Londres tout d'abord eut l'idée d'un expédient pour concilier les vues contradictoires de l'Autriche et de la Russie en ce qui concerne les frontières nord et nord-est; elle proposa l'envoi d'une Commission en Albanie pour étudier sur place la question de frontière. Le procédé était ingénieux. L'enquête, en effet, faite par la Commission internationale « était de nature à calmer toutes les susceptibilités et à servir plus sûrement la cause de la paix » ainsi que l'observe M. Politis, le distingué professeur de la Faculté de droit de Paris (2).

Mais on estime alors en Russie qu'une semblable Commission ne pouvait travailler utilement qu'après qu'un accord serait intervenu pour savoir si la délimitation des frontières d'Albanie doit se faire en vertu du principe des nationalités que soutenait la Russie ou bien si l'on doit se

(1) Le mémorandum monténégrin et serbe remis aux Ambassadeurs à Londres pour les frontières d'Albanie acceptaient le même tracé.

(2) Cf. N. Politis. « Les Commissions internationales d'enquête », *Revue générale de droit international public*, XIX, 1912, p. 149.

laisser guider par des considérations politiques qui faisaient agir l'Autriche et l'Italie.

En butte à cette nouvelle difficulté la Réunion persévéra dans son intention de discuter la transaction austro-russe parallèlement aux négociations directes.

Grâce aux efforts de Sir Edward Grey un compromis intervint le 20 mars 1913 entre les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, qui en laissant au dehors de l'Albanie les quatre villes contestées, lui donna Scutari. La Réunion s'empressa avec satisfaction d'enregistrer cet heureux évènement.

Un cri de protestation s'éleva aussitôt dans tout le monde slave contre cette décision qui frappait le Monténégro, dont les sacrifices devant le célèbre Taraboche, le fort protégeant la ville de Scutari, avaient été considérables pour l'armée peu nombreuse du roi Nicolas.

Ce fut le roi Nicolas qui le premier protesta contre cette sentence de l'Europe représentée à Londres.

Scutari — déclarait-il au correspondant de la *Pall Mall Gazette* de Londres (1) — nous appartenait avant que le Turc l'eurent pris; Scutari renferme les sépultures de nos ancêtres, et ce sont les églises construites par eux qui, aujourd'hui encore, projettent leur ombre sur leurs tombeaux.

« Le fait que les Albanais se sont établis à Scutari n'affaiblit aucunement nos droits à regagner ce que nous avons perdu.

(1) Cf. *Le Temps* du 6 avril 1913.

L'Autriche parle beaucoup de l'absurdité de nos prétentions sur des terres où des tribus albanaises viennent paître des troupeaux.

« Je me demande vraiment si les diplomates autrichiens oublient que les populations slaves sont majorité sur divers points de l'Empire austro-hongrois, et cependant qui donc proposerait à l'Autriche d'évacuer ces territoires pour ce motif ? »

Les memorandums monténégrien et serbe remis à la Réunion d'Ambassadeurs à Londres le 27 janvier 1913, faisaient valoir que Scutari et la Zéta inférieure avaient toujours fait partie du territoire serbe. A la bataille de Kossova, les Serbes de Scutari et de la Zéta auraient combattu aux côtés des autres serbes contre les Turcs ; le sultan aurait confié le gouvernement de cette plaine à Ivan puis à Stanicha Tchernoiévitch, fils du souverain de la Montagne Noire. Scutari aurait été de plus le siège de toutes les dynasties serbes.

A ces assertions en faveur d'un Scutari-Monténégrien des arguments contraires furent opposés. Et ces arguments furent d'autant plus forts qu'ils proviennent de la Russie qui reste le grand protecteur de la cause slave.

La note officielle que voici émanant du gouvernement russe et communiquée à la presse pour calmer l'opinion slave est plus explicite encore (1).

« Après de longues négociations on aboutit à un

(1) V. *Le Temps* du 12 avril 1913.

compromis résultant de concessions réciproques. Ayant concédé Prizrend, Ipek, Diakova et Difra aux Slaves, la Russie crut nécessaire de consentir l'annexion de Scutari à l'Albanie. Cette concession fut faite en vue du maintien de la paix, dont l'ébranlement pour une telle cause aurait paru d'une absurdité manifeste. *Scutari étant une ville purement albanaise* et le siège d'un archevêché catholique.

« Ces raisons sont pleinement confirmées par les rapports du vice-consul russe à Scutari qui, preuves en main, montre le rôle essentiellement militaire des Monténégrins lesquels ont été incapables d'assimiler plusieurs milliers d'Albanais catholiques ou musulmans qui s'établirent à l'intérieur des frontières du Monténégro fixées il y a trente-cinq ans.

« Par conséquent l'annexion d'une partie du Sandjak de Scutari ne ferait qu'affaiblir considérablement le Monténégro par l'adjonction à des Monténégrins peu nombreux de 10.000 hommes *étrangers à leur religion, à leur sang et à leur langue*. Le Monténégro serait ainsi menacé de devenir un *Albanie-Monténégrine*.

Le vice consul russe Scutari croit que la réunion au Monténégro d'un nombre considérable de catholiques romains aurait pu fournir à ce pays l'occasion de resserrer ses liens avec l'étranger, ce qui aurait facilité la pénétration des influences extérieures. »

Il ressort de ces documents que Scutari n'est pas par sa population ni par son inspiration une ville slave, mais bien

une ville albanaise et que le Monténégro qui la revendiquait ne pouvait invoquer à son profit que le droit de conquête, tandis que l'Albanie pouvait invoquer le droit des nationalités. Le discours de Sir Edward Grey à ce propos vint fortifier cet argument, aux yeux donc de l'Europe et de l'Angleterre c'est le second qui fut reconnu comme étant le plus légitime. Il fallait bien qu'il apparut tel, parce que la Russie elle-même en sentait la force. Son cœur s'inclinait du côté du Monténégro, sa raison l'a amenée du côté des autres Puissances. On ne saurait trop lui en savoir gré.

Ce raisonnement exposé dans les communiqués russes cités plus haut d'ailleurs ne pourrait trouver place que dans l'hypothèse où l'Autriche consentirait à la réunion de Scutari au Monténégro pour avoir le petit pays sous son influence. Mais elle abandonna ce calcul par suite d'autres considérations. L'Autriche a trop dépensé en effort et en argent dans les régions aux environs de Scutari en vue de s'y créer un foyer d'opposition à l'influence italienne pour qu'on puisse admettre un instant qu'elle veuille renoncer aux bénéfices de sa position prépondérante, que le gouvernement de Vienne compte prendre dans ces régions et dans l'Albanie entière grâce à son protectorat sur les catholiques albanais, dont le clergé est tout à la dévotion de la politique autrichienne.

Scutari albanais représente surtout pour l'Autriche le point d'appui de sa propagande antislave et est destiné à devenir le foyer d'une opposition contre l'influence pré-

pondérante de la Russie dans les Balkans et peut être même contre le développement futur des États balkaniques. C'est une porte ouverte à l'avenir...

Le principe de nationalités en ce qui concerne l'attribution de Scutari à l'Albanie fut donc respecté.

Il n'en fut pas de même quant à la frontière sud comme nous le verrons dans la suite.

## II. LA FRONTIÈRE-SUD D'ALBANIE

La question de la frontière-sud, c'est-à-dire de la frontière gréco-albanaise, ne réservait pas moins de surprises, tant au point de vue du droit des gens qu'au point de vue du droit interne de l'État d'Albanie.

Pour ce qui est relatif aux frontières-sud les parties en conflit furent d'une part l'Autriche et l'Italie, la seconde de ces puissances devant jouer un rôle plus prépondérant que la première, d'autre part la Triple-Entente qui avait pris la défense des intérêts de la Grèce. La Russie quoique intéressée dans cette question n'avait pas pris un rôle aussi direct que dans la crise des frontières-nord et nord-est, mais la France et l'Angleterre par contre, à cause de leur politique méditerranéenne et à cause de leur tradition séculaire comme protectrices de la Grèce avaient à prêter leur appui précieux aux réclamations grecques en face des ambitions italo-autrichiennes.

La réunion des ambassadeurs à Londres au sujet des

frontières-sud était saisie de deux projets, l'un austro-italien et l'autre grec (1).

Le projet austro-italien remis à sir Edward Grey, le 7 mai 1913, transportait les frontières sud du nouvel État au delà même de Janina, c'est-à-dire des limites que le traité de Berlin accordait déjà aux Grecs, et fixait comme borne la rivière de Kalamas, au nord de Janina. Les Grecs par contre demandèrent les territoires remontant jusqu'à la baie de Gramala au nord de Chimara. Ils réclamèrent les quatre sandjaks de Janina, de Préveza, de Réchadié et d'Argyrôcastro, qui représentent une population de 463.000 habitants, dont 314.000 sont incontestablement grecs par la nationalité, par les sentiments, par la langue et par la confession religieuse.

Plus tard, ce premier projet austro-italien fut amendé par un second qui déplaçait la frontière sud de Kalamas à la pointe de Phtélia, au sud du Cap Stylos en face de Corfou ; il incorporait ainsi à l'Albanie les villes de Delvino, d'Argyrocastro, Libochovo, Leskoviki et Korytza.

Les raisons qu'alléguait l'Italie lorsqu'elle refusa d'abandonner la côte de l'Épire à la Grèce ont été développées dans l'exposé que voici (2) :

a) *Le souci de sa défense nationale.*

« Quiconque regarde attentivement la carte de la mer

(1) V. *Le Temps* du 28 mars 1913.

(2) V. *Le Temps* du 18 mai 1913.

Ionienne, disent les italiens, verra que la position de Corfou, à quelques milles de l'entrée de l'Adriatique rend ceux qui possèdent cette île et ce canal les maîtres véritables de cette mer. Napoléon I<sup>er</sup> lui-même avait parfaitement compris la valeur de ce poste maritime et il disait que qui tient Corfou commande à l'Adriatique. Le canal situé entre l'île et la côte continentale forme, par son dessin même, la plus magnifique rade-abri qui se trouve dans la Méditerranée. Une flotte entière peut évoluer aisément dans ce canal, et s'y tenir en embuscade et parfaitement garantie contre toute attaque prête elle-même à attaquer tous les navires qui passent. Une puissance qui serait maîtresse incontestée de l'île et de la côte qui lui fait face constituerait en cas de conflit méditerranéen une menace formidable et perpétuelle pour les flottes autrichienne et italienne.

« Or ce que demande la Grèce, c'est justement d'être maîtresse absolu du canal de Corfou, grâce aux nouvelles frontières qu'elle réclame. L'Italie ne peut pas consentir à ce que *le canal de Corfou* appartenant tout entier aux Grecs puisse devenir une position maritime menaçant *le libre accès du canal d'Otrante*. L'Italie notamment qui n'a pas de base navale dans l'Adriatique, considère comme nécessaire que ses vaisseaux puissent passer librement de sa base navale de la mer Ionienne, qui est Tarente à son point d'appui dans l'Adriatique, qui est Brindisi. Si la Grèce possède les deux rives du canal, dit-on à Rome, cet abri inexpugnable peut devenir un point stratégique

menaçant pour l'Italie, soit que la Grèce devienne une puissance maritime, soit qu'elle devienne l'alliée de quelque autre puissance en guerre avec l'Italie. Et c'est pourquoi, justement préoccupée de la menace qui serait pour nous une pareille occupation, les Italiens demandent qu'on laisse à l'Albanie une petite partie de la côte continentale, celle justement qui se trouve à l'endroit même où le canal est le plus resserré à son entrée septentrionale.

b) *Le respect du principe de nationalité.*

« En ce qui concerne les races qui se trouvent en Epire septentrionale, il y a beaucoup de Koutzo-Valaques, à la race desquels appartenait par exemple le héros Marco-Botzaris, qui ne veulent plus maintenant s'unir à la Grèce; ayant pris conscience de leur véritable personnalité ethnique leurs regards sont tournés vers la Roumanie : c'est donc une erreur de croire que les Epirotes sont exclusivement des Grecs séparés de leur mère patrie.

« Au surplus, continue la thèse italienne, sans nous attarder à des discussions ethnographiques, examinons seulement aujourd'hui les conditions politiques nouvelles de l'Albanie.

« L'Albanie va prospérer, en effet, par l'action et sous le contrôle de l'Europe entière; elle sera une véritable Suisse, ayant de celle-ci les privilèges d'autonomie et de libertés locales. Chaque canton, chaque village s'adminis-

trera selon ses tendances et ses traditions. Les cantons catholiques seront catholiques, les musulmans auront une administration musulmane, les orthodoxes seront gouvernés par des orthodoxes, etc. ; ce sera un pays entièrement décentralisé, où les populations s'administreront elles-mêmes, sous la garantie de toutes les puissances.

« A cette thèse austro-italienne s'oppose la thèse grecque que voici (1) : l'Epire, soutient cette thèse, doit retourner à la Grèce autant par sentiment que par origine. L'histoire de la Grèce et de l'Epire présente surabondamment l'unité du sentiment national chez les Epirotes... L'Epire fut le berceau de l'Hellénisme. Sans remonter à la guerre d'indépendance, les événements récents en faveur de l'annexion de l'Epire au royaume de Grèce démontrent encore plus fort quelle est l'aspiration des habitants du pays. Et si on en doute encore, on n'a qu'à aller la consulter par un *plébiscite* sous la surveillance des Puissances. Et serait-il possible que ce fut l'Italie, dont l'existence politique résulte de l'application même du principe des nationalités, qui cherchât à empêcher l'union de l'Epire à la mère patrie ?

Puis, en passant à la discussion des arguments de la thèse austro-italienne, l'exposé grec continue :

a) *Considérations de stratégie navale.*

« L'Italie n'invoque, dit la thèse grecque, rien de moins que le témoignage de Napoléon I<sup>er</sup> pour appuyer ses pré-

(1) V. *Le Temps*, 18 mai 1913.

tentions. Mais la possession de Corfou n'est pas en question, cette île appartenant à la Grèce depuis 1863 lorsqu'elle fut déclarée neutre et cédée par l'Angleterre au roi Georges; et les marins nous diront que les transformations que les navires de guerre ont subies depuis un siècle lui ont fait perdre la valeur qu'elle pouvait avoir du temps de Napoléon.

« L'île de Corfou n'étant plus en cause, est-ce que la possession de la côte en face de l'île ajouterait quoi que ce soit à sa valeur stratégique, quelle qu'elle puisse être? Certainement non, puisque cette côte n'offre aucun mouillage abrité et que dans le fameux canal qui préoccupe les diplomates italiens, il serait impossible à un navire de jeter l'ancre. Seul le port de Corfou peut abriter des navires, mais personne ne songe à priver la Grèce de la possession de ce port par égard de la défense de l'Italie nullement menacée.

« En disant aux Grecs qu'une flotte entière peut évoluer dans ce canal, on ne nous explique guère comment la possession de la côte épirote par l'Albanie neutralisée pourrait empêcher ses évolutions. La Grèce ne s'est-elle pas déclarée prête à neutraliser à son tour la côte de l'Épire? (1) Et l'Italie paraît l'oublier ou bien elle consi-

(1) La Réunion des Ambassadeurs eut à discuter, à côté des propositions italiennes, les offres grecques relatives à la neutralisation des côtes de l'Épire et du canal de Corfou d'après la convention du canal de Suez de 1888 ou celle du Danube du 10 mars 1883. Ces propositions grecques étaient destinées à apaiser les craintes du gouver-

dère cette promesse comme illusoire. Mais, dans ce cas, comment croire à l'efficacité de la neutralisation de cette côte si l'on allait l'annexer à l'Albanie ? Il paraît au contraire beaucoup facile pour les grandes Puissances de rappeler à la Grèce les engagements qu'elle aurait contractés au sujet de cette neutralisation et à l'obliger à les respecter que de les rappeler à une Albanie partagée en sphères d'influence autrichienne et italienne ou annexée de fait à ces deux pays.

« *b*) Et en passant à l'argument du *principe des nationalités* invoqué par l'Italie, ces populations, continue la thèse grecque, ne seraient pas uniquement grecques. L'Italie voudrait les incorporer de force à l'Etat albanais, ne pouvant les donner à la Roumanie, dont les Epirotes, en tant que Koutzo-Valaques, seraient les congénères.

« Le héros de la guerre de l'indépendance, Marco-Botzaris, surnommé l'aigle de Selleide, s'il pouvait revenir sur terre, ne se serait plus réclamé de la Grèce. Ses descendants qui combattirent dans les rangs de l'armée grecque pendant les deux guerres balkaniques se tromperaient comme lui. Ils seraient d'origine Koutzo-Valaques et ne devraient plus servir la Grèce, mais une nouvelle patrie que les Italiens se chargeraient de leur créer. Soyons conséquents, disent les Grecs, et demandons aux populations de l'Italie méridionale issues des colonies de la grande

nement italien, mais à condition que l'Italie ne poursuivrait que des vues de défense et non pas d'expansion.

Grèce de se souvenir de leur origine et de reprendre conscience de leur véritable personnalité ethnique. A ce compte, Crispi, albanais d'origine, n'aurait jamais dû se considérer comme italien; le comte de Cavour, descendant d'une famille saxonne, aurait dû travailler à la grandeur de l'Allemagne et n'avoir pas souci des intérêts italiens.

« Pour quiconque s'est occupé de la question Koutzo-Valaque nul doute ne peut subsister que ces descendants des anciens légionnaires romains recrutés en général dans le pays même ne professent une foi inaltérable en l'idée hellénique et se considèrent plus Grecs que leurs frères du Royaume. Une infime minorité, seule parmi eux, vivant des subsides de la propagande de Bukarest, affecte des préférences pour la Roumanie.

« En dehors de ces raisons de logique et de sentiment, ajoute l'exposé grec, il en est encore d'autres d'un ordre plus pratique dont le public français avait peut-être une vague conscience et qu'un document de l'état-major romain, produit par M. Herbette dans l'*Écho de Paris* du 19 mai 1913 (1), vient mettre en lumière.

Comme on voit, l'état-major italien, en combattant les revendications grecques, semble avoir surtout pour but de couper sûrement les communications entre la France et l'Algérie.

« Mais quel que soit le tableau idyllique, continue à refuter la thèse grecque, que l'on trace à Rome de la

(1) V. Annexe VI.

future principauté, tous les épirotes sont en droit de suivre leur penchant national et de vivre comme ils l'entendent avec leurs compatriotes au lieu de bénéficier du régime suisse qu'on annonce devoir être celui de l'Albanie.

« L'Italie ne peut renier les principes sur lesquels s'est édifiée l'unité du Royaume de Victor-Emmanuel et refuser à un peuple frère la satisfaction d'aspirations nationales auxquelles elle doit sa propre grandeur et même son existence. »

Et la *Pall Mall Gazette* écrivait à ce sujet (1) :

« Maintenant, c'est l'Italie qui menace le principe exposé par M. Asquith. Agissant ouvertement dans son propre intérêt et sans la moindre excuse de justification morale, ce pays cherche non seulement à priver les Grecs des territoires qui leur appartiennent par droit de conquête, de race et de langage, mais essaye d'ignorer ou de mettre de côté les intérêts de la France et de la Grande-Bretagne en tant que grandes Puissances méditerranéennes.

. . . . .  
« Il est impossible d'admettre que l'Angleterre et la Triple Entente puisse prêter la main aux projets italiens contre la Grèce ou même les tolérer. Il existe des considérations de morale et de race que l'opinion publique de ce pays respecte encore, et si les intérêts seuls doivent décider, il existe d'autres intérêts en dehors de ceux de l'Italie. C'est l'Italie qui, la première, a remué la cons-

(1) V. *Le Temps* du 26 mai 1913.

science de l'Europe au nom du principe des nationalités. Voir ce pays, à la suite de l'aventure de Tripoli, se servir des méthodes et des arguments de Metternich afin de contrecarrer le développement naturel de la nationalité grecque est profondément pénible pour la conscience de l'Europe. »

En face de ces prétentions italiennes d'annexer à l'État albanais le nord de l'Épire, la Grèce proposa de laisser à ces régions le soin d'opter elles-mêmes entre l'autorité grecque et l'autorité albanaise, et, pour garantir la sincérité du suffrage, le Cabinet d'Athènes demandait que ce plébiscite fût surveillé par une Commission internationale. On pensait à Athènes que la Réunion des Ambassadeurs à Londres, qui s'était basée sur le principe des nationalités pour créer un nouvel État d'Albanie pourrait malaisément rejeter cette proposition pour substituer ses décisions arbitraires et d'ordre purement politique aux libres vœux des populations dont il s'agissait de disposer.

L'Italie et l'Autriche évitèrent d'acquiescer à cette proposition grecque.

Connaissant mieux que tout autre les aspirations des Épirotes, ils ne pouvaient avoir aucun doute sur le résultat d'une pareille consultation des sentiments de l'Épire.

Ces deux puissances insistèrent donc au sujet d'une délimitation arbitraire conforme à leur vue.

Une campagne hostile s'engagea alors entre les presses grecque et italienne.

« Si la solution proposée par la Grèce est refusée, disait

le journal l'*Hestia*, les Grecs diront : la frontière du nord de l'Épire a été tracée par droit de nationalité et acquise par notre épée. Nous sommes en droit de la garder et de la défendre par les armes. Le reste nous laisse indifférents. »

Le gouvernement grec ne fut pas de cet avis : il était mieux placé que le public pour être renseigné sur la situation politique générale. Ainsi se rendait-il bien compte que l'Italie et l'Autriche ne reculeraient pas devant la nécessité de recourir à la force armée pour imposer leur volonté ; le Cabinet d'Athènes avait encore besoin du concours de la Triple-Alliance pour le règlement des îles de l'Archipel. Le Dodécanèse détenu encore par l'Italie en qualité de gage suivant les stipulations du traité italo-turc signé à Ouchy le 15 octobre 1912, n'était pas encore restitué à la Turquie et la Triple-Entente et surtout l'Angleterre et la France intéressées à l'équilibre méditerranéen voulaient assurer le plus tôt possible le règlement de cette dernière question, quitte à céder dans la question épirote. C'est en effet pour ces raisons que la Triple-Entente accéda à la proposition italienne en ce qui concerne le nord de l'Épire.

La Réunion d'Ambassadeurs dans sa séance de clôture du 11 août 1913, sur la proposition de son président, Sir Edwar Grey, admit le projet italo-autrichien ; elle laissa ainsi à l'Albanie la rive orientale du canal du Corfou, et décida que la frontière partira de la pointe de Phtelia un peu au sud du cap Stylos et qu'elle aboutira au lac

d'Okhrida tout en laissant au territoire albanais l'arrondissement de Korytza.

Entre ces deux points, notamment dans la région du Pinde, la frontière serait établie par une Commission internationale qui devrait trouver un compromis entre la ligne proposée par l'Autriche et l'Italie et celle qu'avait proposée le gouvernement grec.

La réunion de Londres avait décidé en outre que la Commission travaillerait en prenant pour base de ses travaux non pas les aspirations des habitants, mais l'examen de la langue parlée et cela sur la proposition du marquis Impériali et du comte de Mensdorff Pouilly (1) qui savaient mieux que leurs collègues quelles difficultés présentaient ce moyen d'établir la nationalité des Epirotes.

De la part de l'Ambassadeur d'Autriche la proposition était plutôt inattendue. Naguère au Congrès de Berlin on reprochait au comte d'Andrassy de vouloir annexer la Bosnie-Herzégovine, où la langue parlée était le turc. Le comte d'Andrassy avait répondu avec dédain : « Que voulez-vous ? On ne fait pas de politique à coups de grammaire ! » Et c'est pourtant à coups de cette même grammaire que l'on a voulu édifier la frontière de l'Albanie !

Après beaucoup d'incidents tantôt tragiques et tantôt comiques Sir Doughly Wylie, président de la Commission internationale, substitua aux bases d'appréciation purement linguistiques des considérations géographiques, écono-

(1) Ambassadeurs d'Italie et d'Autriche-Hongrie à Londres.

miques et stratégiques, considérations favorables à l'Autriche et à l'Italie, qui ne cessaient de répéter *urbi et orbi* « qu'il était essentiel de constituer une *Albanie viable* tant au point de vue géographique qu'au point de vue économique. »

Le tracé que la Commission internationale adopta plus tard à *Florence*, dans son protocole du 17 décembre 1913 (1) servit de base au projet de délimitation de l'Épire que l'Angleterre soumit à l'approbation des Puissances. Le tracé s'inspirait des vues italo-autrichiennes. Cette délimitation tenait compte des besoins essentiels de l'Albanie, mais elle ne satisfaisait pas les prétentions grecques. De là, certaines dissonnances dans le concert européen. Il fallut que l'Angleterre intervînt encore ; une *connexion* fut admise entre la question de la frontière sud-albanaise et celle des îles de l'Archipel, dont la solution, remise à l'Europe par le traité de Londres, était restée en suspens. Le tracé de cette délimitation de la frontière sud-albanaise fut notifié à la Grèce sous la forme collective le 13 février 1914 (1). Cette note collective qui, à part le tracé de la frontière sud de l'Albanie, adjugeait à la Grèce la possession des îles de l'Archipel détenues par elle à l'exception d'Imbros, de Tenedos et de Castellorizo admettait une rectification éventuelle dans la région d'Argyrocastro à la

(1) V. *Le Temps* du 19 décembre 1913.

(2) Nous avons donné ce tracé en détail au commencement de cette étude. V. pp. 7 et 8 en note.

condition que la Grèce se conformât pour l'évacuation de l'Épire aux dates fixées dans la note (1).

Le gouvernement grec, tout en se rendant aux décisions des Puissances, proposait en réponse dans sa note du 22 février 1914 de prolonger la côte albanaise et de verser 2.500 000 francs à l'Albanie contre la rectification des frontières dans la vallée d'Argyrocastro et dans la région de Korytza ; il demandait en outre la neutralisation du canal de Corfou, et la non fortification de la côte orientale de ce canal.

En ce qui concerne l'Épire d'Albanie, la note grecque faisait certaines réclamations en ces termes : « En outre le gouvernement royal se considère en droit de demander aux Puissances que des garanties suffisantes et efficaces soient données aux populations grecques, revenant à l'Albanie, pour leur langue, leur organisation ecclésiastique et scolaire, leur religion, leurs églises et leurs écoles, ainsi que le fonctionnement des legs et des fondations scolaires et de bienfaisances épirotes ; spécialement en ce qui concerne la région de Chimara, elle a de tous temps joui d'une large autonomie (2) dont les Puissances voudront certainement tenir compte au moment où elles décideront de l'organisation administrative de l'Albanie. »

Aussitôt l'Italie et l'Autriche, comme si elles avaient

(1) La note dans le même sens, communiqué à la Sublime-Porte est en date du 14 février 1914.

(2) Chimara possédait en effet ces privilèges en vertu du Berat, signé par le sultan Sélim en 1518.

mandat de la part des Puissances remettant au Gouvernement grec, le 7 mars 1914 une note verbale, qui avait reçu l'assentiment du Gouvernement allemand, se chargeaient de donner satisfaction dans une mesure restreinte aux vœux du Cabinet d'Athènes.

La note collective des Puissances remise au Cabinet d'Athènes le 24 avril 1914, donne — à l'exception de la rectification des frontières du côté du caza de Korytza — pleine et entière satisfaction aux vœux formulés dans la note grecque précédente. Les garanties relatives à l'Épire d'Albanie furent l'objet d'un accord entre le Gouvernement albanais et les habitants de l'Épire d'Albanie, comme nous allons le voir dans la section suivante.

---

## CHAPITRE III

### QUESTION ÉPIROTE

La décision des Puissances exposée dans leur note du 14 février 1914 fut interprétée par les habitants de la partie d'Epire adjugée à l'Albanie comme arbitraire et contraire à leurs aspirations nationales. Un mouvement révolutionnaire s'y dessina aussitôt : M. Zographos, originaire d'Epire et ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce, se mit à la tête du mouvement et l'autonomie de l'Epire d'Albanie fut proclamée.

L'Italie voulut intervenir pour réprimer le mouvement, ce que n'avait pu faire la gendarmerie albanaise. Mais l'Autriche mit obstacle à ce projet. Le Cabinet de Vienne considéra l'affaire épirote comme une affaire d'ordre intérieur et comme telle relevant du Gouvernement albanais déjà constitué.

L'Epire, déclare la presse Vienneoise, est *L'Ulster* de l'Albanie.

Du reste les Epirotes de leur côté, plus tard, se rendant compte des exigences de la diplomatie austro-italienne furent résignés à reconnaître l'autorité du Gouvernement

albanais à la condition que les Puissances leur garantissent des privilèges religieux, scolaires et administratifs.

Dans ces conditions on se demanda si l'idée déjà formulée dans la note du Gouvernement grec à savoir l'octroi d'un *Home rule* sous la garantie des Puissances à cette Épire arrachée de vive force à sa mère patrie n'était pas entre les solutions bâtardees que l'on pourrait envisager pour éviter dans l'avenir des scènes plus sanglantes que celles qui viennent d'avoir lieu entre les Epirotes et les Albanais. L'Autriche ayant réclamé Korytza pour l'Albanie sous le prétexte que la fertilité de cette région et sa richesse en rendaient l'annexion nécessaire pour grossir le maigre budget albanais, l'établissement d'un *Home rule* ne contrecarrerait point les projets fiscaux de Vienne et assurerait aux Epirotes ces garanties d'existence morale et nationale.

L'accord conclu à Corfou le 18 mai 1914 par M. Zografos et la Commission internationale de Contrôle, agissant au nom des Puissances, donne pleine satisfaction aux vœux des Epirotes et à la note grecque sans nuire à l'unité de l'Etat d'Albanie (1).

(1) Le document ainsi élaboré n'est ni un traité ni une convention : il s'intitule *Disposition*, son contenu devant être soumis à l'approbation des six grandes Puissances, aux représentants de la population épirote ainsi qu'au Gouvernement albanais. Sous réserve de cette approbation, il est stipulé :

1. Que la gendarmerie sera purement locale pour les districts épirotes et ne pourra être employée au dehors, sauf le cas de force majeure, reconnu par la Commission internationale.

2. La pleine liberté religieuse est reconnue aux populations épi-

rotes et leurs institutions existantes sont maintenues avec tous leurs privilèges.

3. La langue grecque sera enseignée dans les écoles primaires en même temps que la langue albanaise.

4. La langue grecque est admise dans l'administration et devant les tribunaux pour une période indéterminée.

5. Le pays est divisé en deux districts administratifs : Koritza et Argyrocastro avec deux gouverneurs nommés par le Gouvernement albanais. Dans les conseils locaux, le nombre des élus au suffrage universel sera supérieur de trois au nombre des membres de droit. Ces conseils locaux seront élus au suffrage universel sans condition de cens.

6. La question de Chimara est ajournée, les demandes de la population chimariote, formulées par écrit, devant être communiquées aux Cabinets européens.

7. Les forces épirotes originaires du pays même (bataillons sacrés) resteront sous les armes avec leurs officiers et formeront le noyau de la gendarmerie locale sous le commandement d'officiers hollandais. Les autres troupes de volontaires (Crétois, Grecs et Garibaldiens) quitteront le pays.

8. Le Gouvernement albanais accordera une amnistie pleine et entière.

9. Le nouveau régime sera organisé et son exécution contrôlée par la Commission internationale qui se rendra sur les lieux et visitera également Chimara.

10. L'exécution et le maintien de cette convention seront garantis par les grandes Puissances.

La Commission internationale assura M. Zografos, que les Puissances ne tarderont pas à donner leur approbation à l'accord.

Les Puissances, déjà, dans leur note collective remise au Cabinet d'Athènes le 24 avril 1914, en principe, avaient approuvé ces garanties.

(Cf. *Le Temps* du 19 mai 1914).

---

## TROISIÈME PARTIE

### Considérations économiques et financières relatives à l'Albanie

---

#### CHAPITRE I

##### SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE EN ALBANIE

###### I. PRODUCTIONS

L'Albanie produit des céréales, des laines, des olives, des valonnées, du tabac, de la cochenille, des bestiaux, des oranges et des citrons.

Dans les régions d'Avlona les trois quarts de la terre peuvent être ensemencés et de même, tout le long de la côte pour peu que les marais soient séchés et le sol assaini. Les environs de Durazzo et d'Avlona sont très riches en oliviers. Presque partout la vigne peut pousser. Le tabac est déjà un des principaux articles d'exportation. La soie, naguère encore, était l'objet des soins de la population.

Les vastes pâturages dans les montagnes pourraient nourrir un bétail beaucoup plus nombreux et surtout mieux choisi.

Les grands massifs boisés de la Mirditie de la région du Semeni et de la Viosa, jusqu'ici inexploités faute de voie de communication, pourraient devenir facilement une des grandes ressources du pays. Il en est de même pour la pêche tout le long de la côte.

## II. AGRICULTURE

L'Albanie est un pays agricole, tout son avenir économique repose sur l'agriculture. L'agriculture, telle qu'elle y est aujourd'hui, est encore des plus primitives, elle y est extensive.

L'agriculteur s'y contente d'un travail strict nécessaire. Ses moyens de culture sont des plus rudimentaires.

La partie méridionale de l'Albanie est plus favorable à l'agriculture que la partie septentrionale ; les plaines y sont fertiles ; le sol, composé d'argile ou de sable argileux, y est profond, d'un labourage facile ; les eaux y sont abondantes et les conditions météorologiques sont favorables à l'agriculture au fur et à mesure qu'on descend vers la côte.

Mais faute de moyens de culture modernes, faute d'un enseignement agricole, on ne peut obtenir actuellement des meilleurs terrains que 500 à 600 kilos de froment.

L'agriculture ne peut être développée en Albanie,

comme partout ailleurs, que par le concours des deux grands facteurs, le capital et le travail. Or l'Albanie est un pays de guerriers ; l'Albanais porte partout son fusil, il dédaigne la condition rurale et il ne veut travailler que lorsqu'il est poussé par la dure nécessité de la vie. Il faut du temps pour que l'Albanais d'aujourd'hui considère le travail comme une source de bien être et d'aisance.

Quant au capital, l'Albanie est un pays pauvre ; elle ne possède même pas les sommes nécessaires ni pour construire des routes, indispensables pour l'écoulement de ses produits agricoles, ni pour améliorer ses instruments agricoles ou la race de son bétail.

Le Crédit foncier constitué par des capitalistes étrangers pourrait y donner des services importants, mais pour cela, avant tout, il faut y réorganiser et moderniser le système cadastral, en précisant les divers genres de propriété (mulke, wakuf). A ce propos, on ne saurait trop recommander en Albanie le système de « Acte Torrens » pour y organiser le régime foncier.

C'est ainsi qu'on pourrait voir prospérer l'agriculture en Albanie.

### III. INDUSTRIE

Il n'y a pas d'industrie en Albanie, et nous ne croyons pas qu'elle puisse y prospérer avant longtemps. En effet, l'éducation technique, la main d'œuvre et le capital, sans parler des matières premières qui sont indispensables

pour l'industrie, font défaut dans le pays des Skiptars.

De plus, l'Albanie se trouve sous l'influence économique de l'Italie et de l'Autriche, pays industrialisés qui ne verront pas d'un œil favorable l'Albanie passer de l'état agricole à l'état industriel par des mesures douanières.

Pourtant certaines industries pourraient être avantageusement créées en Albanie. Ainsi on pourrait y créer des raffineries d'huiles d'olive, avec l'usage des dissolvants liquides. Il y a dans le pays environ un million de plants qui produisent à peu près 45.000 tonnes d'olives et pourraient donner un rendement de 25 %/, sans compter le produit qu'on pourrait tirer des déchets.

Le lavage et le dégraissage rationnel des laines pourraient créer une industrie importante. L'exportation des laines y est de 12.000 ballots de 50 kilos par an.

La production et le travail du tabac pourraient alimenter une industrie importante. De même, étant donnée l'abondance des mûriers, on pourrait préconiser l'élevage intensif du ver à soie.

Le *rhus cotinus*, bois d'or employé en ébénisterie, et le *quercus vallonea*, employé par la tannerie, ainsi que les richesses naturelles de la Haute-Albanie qui ne peuvent être exportés faute de voies d'eau ou de voie de terre, peuvent alimenter l'industrie du bois.

Les cours d'eau sont riches et au point de vue d'économie nationale sont appréciables pour l'avenir du pays.

Actuellement, comme seule industrie en Albanie, on

pourrait signaler le moulin à vapeur d'Avlona, les salants de Kavaja et l'usine de bitume de Sélénica (de 5.000 tonnes).

#### IV. COMMERCE

Scutari, Durazzo et Avlona constituent les principaux centres de commerce de l'Albanie.

En l'absence de statistiques, voici les données recueillies sur place par l'économiste M. Percy Stoppany (1) :

Les importations de l'Albanie sont évaluées à 8 millions environ qui se répartissent comme suit :

|                       |               |
|-----------------------|---------------|
| Durazzo . . . . .     | Frs 3.000.000 |
| Scutari . . . . .     | 2.000.000     |
| Avlona . . . . .      | 2.500.000     |
| Santi-Quaranta. . . . | 500.000       |
|                       | <hr/>         |
|                       | Frs 8.000.000 |

Les exportations s'élèvent à 4 millions ; elles se portent sur :

|                        |               |
|------------------------|---------------|
| Huile d'olive. . . . . | 10.000 tonnes |
| Froment . . . . .      | 4.500 —       |
| Maïs . . . . .         | 6.000 —       |
| Orge . . . . .         | 1.500 —       |
| Avoine. . . . .        | 5.000 —       |

(1) Cf. S. Stoppany, « La situation économique actuelle en Albanie », *Revue économique internationale*, XI<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 1, pp. 79 et suiv.

Beurre frais et « Caskawal » 300.000 kilos, pour Constantinople et Salonique.

Il en résulte que le commerce de l'Albanie varie de 15 à 15 millions de francs, les importations excédant les exportations d'environ 4 millions.

L'Albanie se trouve actuellement, au point de vue de son commerce, dans une période de transition. Le jour où l'Albanie pourra compter sur un chemin de fer de pénétration en Macédoine, son commerce extérieur subira un changement profond et sa situation économique changera d'aspect conformément aux intérêts nationaux.

Actuellement le commerce le plus important est celui des peaux de moutons et de chèvres. Les tissus de soie de Scutari sont recherchés.

C'est l'Autriche aujourd'hui qui par Trieste alimente et exploite toutes les contrées de l'Albanie de ses produits manufacturés. L'Italie s'efforce d'y concurrencer l'Autriche-Hongrie, mais son commerce en Albanie n'est pas encore aussi important que celui de l'Autriche.

## V. VOIES DE COMMUNICATION

Par sa position l'Albanie, sorte de Portugal, accrochée aux flancs de la Péninsule balkanique, est très bien favorisée. Tout entière tournée vers la mer, elle est tout près de l'Italie qui sera demain son plus fidèle client pour le bétail et le bois.

Pour le moment, il n'y a pas de bonnes routes en Albanie

pouvant faciliter le transport des produits naturels de l'intérieur du pays à la mer.

Les voies accessibles aujourd'hui au commerce et sur lesquelles les transports se font par voitures ou à dos de mulet, sont au nombre de cinq :

1°. La voie de Scutari à Prizrend, l'ancienne voie *di Zenta*, la plus difficilement praticable et en même temps la plus abandonnée aujourd'hui ; on raccourcit d'ailleurs le grand conde et les défilés de la rivière par le gué de Spas ou le pont de Vésir presque au confluent des deux Drin, Blanc et Noir ;

2° La voie qui traverse la vallée de Skumbi. Un col de 1.400 mètres doit être franchi pour gagner Ochrida ; ici l'ancienne *Via Egnatia* continue à être un simple chemin de caravane ;

3° Celle de Durazzo à Janina en Grèce, par Bérat et Klissoura ;

4° Celle de Klissoura à Tébelen, Argyrocastro et Butrinto ;

5° Celle de Klissoura-Premeti à Konitza en Grèce.

Le seul fleuve navigable pour les bateaux de faible tonnage (50 tonnes environ) est la Boyana, de la mer à Scutari.

## VI. LES CHEMINS DE FER EN PROJET

Les lignes ferruviennes projetées actuellement sont au nombre de trois :

1<sup>re</sup> La ligne Danube-Adriatique qui irait de Merdare à Durazzo par Prishtina (1);

2<sup>e</sup> La ligne d'Avlona-Monastir;

3<sup>e</sup> Une ligne purement albanaise nord-sud qui ne sera construite que plus tard.

## VII. LA BANQUE D'ÉTAT ALBANAISE

Un syndicat de banques formé par la banque autrichienne *Wiener Bank Verein* et la banque italienne, la *Banco Commerciale*, avait obtenu d'Ismaël Kémal Bey, président du gouvernement provisoire albanais résidant à Avlona, avant la nomination du prince d'Albanie, la concession d'une Banque d'Etat albanaise; cette Banque d'Etat, ayant un capital constitutif de 10 millions de francs, s'était fait octroyer, dans le contrat de concession, un droit de préférence pour toutes les entreprises quelles qu'elles soient. Elle aurait son siège à Avlona ou éventuellement dans la future capitale albanaise.

On estima alors qu'il est inadmissible que deux banques ou deux nationalités puissent ainsi rompre à leur profit l'égalité commerciale, admise par les Puissances en Albanie.

Aussitôt, les consuls de la Triple-Entente résidant à Scutari furent avisés par leurs gouvernements respectifs

(1) Cette ligne servira de débouché au commerce serbe dans l'Adriatique ainsi qu'il en a été décidé à la Réunion de Londres.

qu'aucune concession consentie par le Gouvernement albanais ne serait valable sans l'approbation de la Commission internationale de contrôle qui a mission de faire respecter l'égalité entre tous les Etats en Albanie.

En même temps les Cabinets de Londres et de Paris faisait connaître dans toutes les Capitales qu'ils considéraient comme non valable la concession accordée au syndicat austro-italien à propos de Banque d'Etat albanaise et que tant que leur point de vue n'était pas admis, ils s'abstiendraient de participer à l'emprunt albanais projeté de 75 millions de francs et de le garantir.

Les réponses reçues de Berlin et de Saint-Petersbourg furent favorables à leur thèse qui n'est autre que celle de l'exacte internationalité de la Banque d'Etat albanaise.

Les Cabinets de Vienne et de Rome furent obligés de céder sur ce principe d'internationalisation, mais à titre de compensation ils déclarèrent n'accepter comme solution que celle donnant au groupe austro-italien 60 % des actions de la Banque et laissant aux autres Puissances les 40 % restants.

---

## CHAPITRE II

### FINANCES ALBANAISES

#### SECTION I

##### Revenus publics

#### I. REVENUS DES DOMAINES

Les revenus des domaines en Albanie sont évalués à une somme de 2.325.200 francs (1).

#### II. IMPÔTS ET DROITS

L'Albanie est divisée actuellement en quelques circonscriptions, dont chacune est le centre d'une administration financière qui lui est propre, appelée « Mouhassebé »; cette administration est chargée de la perception des impôts et contributions de la circonscription.

Les impôts d'Etats par ordre d'importance sont les suivants :

(1) Cf. Percy Stoppany, « La situation économique actuelle en Albanie », *loc. cit.*

a) L'impôt foncier principal appelé « la dîme » de 10 % perçu sur les produits du sol.

b) L'impôt sur les immeubles (Werghi) de 4 % de la valeur cadastrale pour les terrains agricoles et 5 % pour les fonds urbains. Ceux qui ont plusieurs immeubles paient 10 % sauf pour la première propriété, pour laquelle ils continuent à payer 5 %.

c) L'impôt sur les moutons, les chèvres et les porcs « Agnam wirkoussi » qui s'élève à 7 piastres (1 fr. 40) pour les porcs, à 3 piastres (0 fr. 60) pour les chèvres et les moutons.

d) La taxe de voirie « Tourouk bédéli », payée par chaque citoyen âgé de 20 à 60 ans et s'élevant à 16 piastres (3 fr. 20).

e) L'impôt sur le revenu « Temettu ».

f) Les droits de translation pour les immeubles qui est de 15 % de la valeur déclarée ; les actes de ventes fictives en vue de constitutions d'hypothèques, paient 7 1/2 %.

g) Les droits de douanes qui sont de 11 % *ad valorem* pour les importations et de 1 % pour les exportations. Il y a en outre les droits de patentes, les impôts sur les alcools et le droit sur le sel, comme dans l'Empire ottoman.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'en Albanie ce sont les droits de douanes qui sont seuls régulièrement perçus.

### III. BUDGET DE L'ALBANIE

Voici quelques chiffres approximatifs sur les revenus et les dépenses de l'État d'Albanie :

#### *Recettes :*

|                                                     |                 |
|-----------------------------------------------------|-----------------|
| <i>a)</i> Douanes. . . . .                          | Frs. 2.325.200  |
| <i>b)</i> Impôt foncier . . . . .                   | 817.000         |
| <i>c)</i> Impôt personnel (temettu) . . . . .       | 80.000          |
| <i>d)</i> Autres contributions indirectes . . . . . | 240.000         |
| <i>e)</i> Domaines de l'État . . . . .              | 606.680         |
| <i>f)</i> Impôt sur les moutons . . . . .           | 1.172.960       |
| <i>g)</i> Dîmes . . . . .                           | 6.337.160       |
| <i>h)</i> Postes et Télégraphes . . . . .           | 806.920         |
| <i>i)</i> Service des phares . . . . .              | 107.000         |
| <i>j)</i> Salines . . . . .                         | 1.399.760       |
| <hr/>                                               |                 |
| Total. . . . .                                      | Frs. 13.894.840 |

#### *Dépenses :*

|                                                                   |                 |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <i>a)</i> Traitements et dépenses du Gouverneur central . . . . . | Frs. 850.000    |
| <i>b)</i> Traitements des fonctionnaires administratifs. . . . .  | 6.529.680       |
| <i>c)</i> Pensions diverses . . . . .                             | 596.000         |
| <i>d)</i> Gendarmerie . . . . .                                   | 3.500.000       |
| <hr/>                                                             |                 |
| Total. . . . .                                                    | Frs. 11.475.000 |

- e) On doit encore tenir compte de l'intérêt, passif et amortissement de l'emprunt de 10 millions . . . . . *pour mémoire*

On voit comme est difficile la tâche du ministre des finances en Albanie.

## SECTION II

### Crédit public

#### I. EMPRUNT

Comme nous venons de le voir, les Puissances ont projeté pour l'Albanie un emprunt de 75 millions de francs qu'elles garantiraient toutes ensemble.

Entre temps une avance de 10 millions de francs était faite au prince de Wied par la Banque d'Etat albanaise et était garantie par les Gouvernements de Rome et de Vienne (1). Cette avance fut régularisée à l'arrivée du prince de Wied en Albanie et à la suite de la constitution du Gouvernement régulier albanais sous la présidence de Tourchan Pacha.

En effet le Gouvernement albanais obtint dès lors le con-

(1) Cf. Percy Stoppany, « La situation économique actuelle en Albanie », *loc. cit.*

(2) V. *Le Temps* du 9 février 1914.

sertiment de la Commission internationale de contrôle en vue de contracter l'émission d'un emprunt de 10 millions de francs en effets du Trésor, à valoir sur l'emprunt international de 75 millions. Pour cet emprunt le Gouvernement albanais proposa une échéance de six mois renouvelable pour une seule période.

En cas de non remboursement de la totalité ou d'une partie de cet emprunt, la moitié du revenu des douanes serait affectée à cet objet. L'affectation de cette somme tout entière est soumise au consentement et au contrôle de la Commission internationale.

Sur cette somme, 3 millions sont affectés à la gendarmerie, 5 millions aux travaux publics et 2 autres millions à l'organisation intérieure (1).

(1) Voici quelques chiffres intéressants la Presqu'île des Balkans, au début de la dernière crise :

| ÉTATS BALKANIQUES<br>(en septembre 1912) | SUPERFICIE<br>(millions de kmq.) | POPULATION<br>(millions d'habitants) | CHEMINS DE FER<br>(kilomètres) | BUDGET<br>(millions de francs) | DETTE PUBLIQUE<br>(millions de francs) | COMMERCE<br>EXTÉRIEUR<br>(millions de francs) |
|------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Turquie.....                             | 937                              | 24.000                               | 5.700                          | 800                            | 3.000                                  | 1.020                                         |
| Roumanie .....                           | 131                              | 7.000                                | 3.400                          | 505                            | 1.570                                  | 1.026                                         |
| Bulgarie.....                            | 96                               | 4.380                                | 1.780                          | 178                            | 638                                    | 306                                           |
| Grèce.....                               | 64                               | 2.728                                | 1.580                          | 188                            | 853                                    | 322                                           |
| Serbie.....                              | 48                               | 2.936                                | 795                            | 120                            | 679                                    | 183                                           |
| Monténégro .....                         | 9                                | 250                                  | 18                             | 3                              | 6                                      | 9                                             |

## II. PART CONTRIBUTIVE DE L'ALBANIE DANS LA DETTE PUBLIQUE OTTOMANE

C'est un principe de droit public aujourd'hui reconnu par tout le monde, comme l'affirmait M. Poincaré (1), qu'en cas de démembrement d'un Etat, l'Etat annexant ne saurait prendre possession du territoire annexé qu'avec les charges qui le grèvent et qu'il doit équitablement supporter une part de la dette publique contractée par l'Etat démembré (2).

La raison en est évidente. Les dettes contractées par un Etat, dans un intérêt général, sont censeées avoir profité *in globo* à toutes les provinces, et les créanciers ont eu pour garantie la richesse de toutes les provinces et les impôts que cette richesse pouvait supporter. Il est donc juste que l'Etat cessionnaire ou le nouvel Etat, formé par la séparation d'une partie du territoire, supporte une part équitable des dettes dont, à des titres divers, directement ou indirectement, a profité la fraction du territoire, dont il s'enrichit et qu'il prenne en plus à sa charge exclusive les dettes contractées dans l'intérêt exclusif de cette partie du territoire.

(1) Cf. *Le Temps* du 6 décembre 1912.

(2) Cf. Bonfils et Fauchille, *op. cit.*, §§ 222-228, pp. 134-136; Cabouat, *Des annexions de territoires*, 2<sup>e</sup> partie, chap. 1, § 2, pp. 176 et suiv.; Despagne et Boeck, *op. cit.*, §§ 93, 96 et 97, pp. 120 et 123; Andréades, « Les obligations financières envers la dette publique ottomane des provinces détachées de l'Empire turc d'après le traité de Berlin », *R. D. I. P.*, t. XI, p. 585.

Ces dernières, considérées au point de vue international, *comme hypothéquées* sur une fraction du territoire d'un pays, en vertu d'une sorte de droit de suite, passent avec ce territoire à l'Etat dont la souveraineté y est établie.

Mais comment devra-t-on déterminer la part contributive des Etats balkaniques ? Devra-t-on maintenir intégralement le service de la dette avec affectation des revenus concédés ? Devra-t-on calculer la contribution d'après la valeur des gages territoriaux affectés spécialement au service de tel ou tel emprunt ? Devra-t-on, laissant de côté toute spécialisation des gages, fixer une contribution globale pour chaque Etat suivant le rapport qui existera entre le revenu annuel du territoire annexé et le revenu général de l'Empire ; en d'autres mots devra-t-on, suivant l'opinion de Bluntschi, prendre pour base de la répartition la quote-part d'impôts payée par cette partie du territoire quand il faisait partie de l'Etat démembré ?

Autant de questions, qui ont reçu des solutions différentes suivant les circonstances.

Ainsi sans remonter jusqu'au traité de Berlin lorsque la Bulgarie annexa la Roumélie orientale elle fut obligée de continuer le versement du tribut de L. T. 240.000 que cette province devait à la Sublime-Porte. L'Autriche-Hongrie a versé à la caisse de la Dette publique ottomane, une somme de 57 millions de francs à l'occasion de l'annexion de Bosnie-Herzégovine en octobre 1908. La même règle fut appliquée par le traité de paix de Lausanne ou d'Ouchy (15 octobre 1912) ; l'Italie s'est engagée à « verser

annuellement à la Caisse de la Dette ottomane, pour le compte du Gouvernement impérial, une somme correspondant à la somme moyenne qui, dans chacune des années précédant celle de la déclaration de guerre, a été affectée au service de la Dette publique sur les recettes des deux provinces de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. »

Le Gouvernement italien a reconnu que cette annuité était de 2 millions de livres et versa à l'Administration de la Dette publique ottomane la somme correspondante, capitalisée au taux de 4 % (1).

Pour ce qui est de la liquidation balkanique une *Commission financière internationale* s'est réunie à Paris le 4 juin 1913, sous la présidence de M. de Margerie, premier délégué français. Son programme était le suivant :

1° Contribution des États balkaniques dans la Dette publique ottomane ;

2° Modalités et garanties de paiement de cette contribution ;

3° Sort des concessions et contrats du Gouvernement ottoman dans les régions cédées par lui ;

4° Compensations financières réclamées par les États balkaniques.

Les événements qui se succédèrent depuis lors et les arrangements particuliers intervenus entre les belligé-

(1) L'Italie réclame la compensation de cette dette par une somme équivalente, dont elle tient responsable la Turquie pour la détention prolongée du Dodécanèse.

rants de la veille avaient apporté des modifications sérieuses à ce programme. Depuis, la Serbie était résignée à prendre à sa charge les 17 % de la Dette ottomane qui ont été arbitrairement fixés comme la part devant lui incomber d'après l'étendue du territoire qu'elle a possédé. Cette part équivaut à un capital de 40 millions de francs et à 2 millions par an d'intérêt (1).

La Grèce de son côté accepta le même principe de participation à la dette publique ottomane ; la quote-part atteint 120 millions (66 % du total à partager) (2).

Quant à la quote-part devant revenir à l'Albanie elle n'est pas encore fixée, mais nous croyons qu'elle ne s'élèvera pas à moins de 2.500.000 francs, c'est-à-dire à l'indemnité promise par la Grèce pour la rectification de frontière du côté d'Argyrocastro et de Korytza.

(1) V. *Le Temps* du 22 novembre 1913.

(2) A la suite des traités et des décisions récents, la superficie de la Grèce se trouve accrue de 56.400 kilomètres, soit de 85 %, avec une population de 4.200.000 habitants, soit de 71 %. Quant à son commerce extérieur il se trouve augmenté de ce fait de 290 millions environ, soit près de 90 %. Cette augmentation provient de 131 millions pour le commerce du port de Salonique (dont 26 millions pour l'importation), de 54 millions pour le commerce de Cavalla (dont 42 millions pour l'exportation), de 75 millions pour le commerce des Iles et de 10 millions pour celui de l'Epire annexée à la Grèce.

Cette augmentation du commerce extérieur désignant la Grèce comme le principal bénéficiaire de la crise balkanique, il fut jugé juste de la charger d'une quote-part analogue, c'est-à-dire de 66 % du total de la Dette ottomane à partager entre les États balkaniques.

*Sort des concessions et contrats anciens accordés en Albanie.*

Les concessions d'ordre économique accordées régulièrement aux tiers en Albanie pendant la domination ottomane doivent être respectées par le Gouvernement albanais.

Leur situation n'est pas comparable à celle de la Banque d'État albanaise, que nous venons d'étudier. Les concessions anciennes sont des droits acquis conformément aux lois existantes lors de leur naissance, tandis que la Banque d'État en question ne fut reconnue que par un gouvernement provisoire qui n'avait pas le droit de rompre le principe d'égalité internationale proclamée à plusieurs reprises par les Puissances et qui est la charte fondamentale de la nouvelle principauté.

Les concessions et les contrats relatifs à l'Albanie et ayant eu lieu pendant la domination ottomane sont assez nombreux; la France y est largement intéressée.

La société qui exploite les mines de Sélénica est une entreprise française.

Certaines sociétés françaises, telles que la Société Générale d'Entreprises, la Régie Générale des Chemins de fer, la Société d'Études topographiques ont commencé des travaux, qui leur avaient été concédés et qui concernent la construction ou la réparation de routes en Albanie, la régularisation du cours du Kiri, etc.

D'autres sociétés reconnues concessionnaires avaient

signé des contrats d'études, qui comportent en réalité un privilège pour l'exécution : ainsi la Régie Générale pour le chemin de fer d'Albanie et pour la régularisation de la Boyanna.

*Remarque.*

Les entreprises qui ne cesseront pas d'avoir leur siège central dans la capitale ottomane et qui continueront comme par le passé, à exercer leurs opérations sur l'ancien territoire de l'Empire en Albanie devront modifier le fonctionnement de celles de leurs agences qui se trouvent dans la principauté : tel est le cas de la Banque Impériale ottomane.

---

## CONCLUSION

---

Nous sommes arrivés au terme de notre étude relative à l'Albanie et à la Réunion d'Ambassadeurs à Londres. Les événements qui se sont produits, soit au cours de la Crise balkanique, ou de la Crise albanaise venue se greffer sur la première, et d'autre part les principes discutés et les solutions apportées font ressortir les trois ordres de considérations que voici :

### I

Ce n'est pas que l'Albanie a obtenu son indépendance par la force des armes, mais plutôt grâce à la force des circonstances politiques. Ce fut conformément aux exigences de la diplomatie austro-hongroise, que le principe de nationalités put être appliqué en Albanie. Voilà maintenant cette Albanie érigée en une Principauté indépendante et neutre, sous la garantie des grandes Puissances.

Mais cette indépendance acquise grâce surtout à l'ac-

tion austro-hongroise, est-elle de nature à rassurer complètement les patriotes albanais au sujet de l'avenir de leur pays ?

Les événements de ces dernières années sont suffisamment éloquents pour leur montrer quelle tâche difficile leur incombe désormais, s'ils ne veulent pas que cette indépendance ne leur soit un jour ravie par les mains mêmes, qui la leur ont octroyée.

Ils ont pu se rendre compte des graves dangers qui guettent constamment la Skiperia. Que cela leur serve de leçon : puissent-ils s'unir désormais dans l'amour de la patrie commune laissant définitivement de côté les vieux préjugés, les discordes et les haines religieuses!...

Le jour où tous les Skiptars auront compris que « la grandeur d'un pays réside dans l'unité nationale manifestée dans l'esprit de mutuelle tolérance et dans l'égale liberté de tous les citoyens » (1), l'Albanie pourra être sûre de son indépendance et avoir confiance en l'avenir. Elle deviendra alors un facteur important de l'équilibre balkanique, rôle que lui réserve sa situation géographique.

## II

Nous avons vu que c'est grâce à la réunion d'Ambassadeurs à Londres que se fit l'accord entre les Puissances. La presse parfois critiqua vivement son œuvre. Elle

(1) Cf. Discours de M. Renault (L.) devant l'Académie des Sciences morales et politiques ; cf. *Le Temps* du 8 décembre 1912.

(4) Cf. *Le Temps* du 20 juin 1913.

releva à maintes reprises ses contradictions apparentes. Certains journaux se sont même permis de comparer cette Réunion à un *Club du tabac*.

L'histoire pourtant lui rendra justice, parce qu'elle ne confondra pas le but avec les moyens.

Le but, on ne saurait l'exposer mieux que Sir Edward Grey, lorsqu'il disait devant la Chambre des Communes, où elle fit l'éloge de la réunion qu'il avait présidée :

« La réunion a poursuivi deux buts principaux et les a atteints : le premier consistait à maintenir toutes les Puissances en quelque sorte dans le rang, de manière qu'aucune d'elles ne prît des initiatives séparées et ne les exécutât isolément. »

C'est surtout à ce danger que la Réunion d'Ambassadeurs se força de parer. Quand même la Réunion n'aurait pas eu d'autre résultat, il faudrait lui en être reconnaissant.

Ce ne fut pas tout ; la Réunion a eu encore un autre but non moins important : « L'action des Ambassadeurs, ajoutait le ministre anglais, se produisant tantôt sur la Russie et tantôt sur l'Autriche et tantôt sur d'autres Puissances, les a finalement mises d'accord sur les limites à donner à l'Albanie. »

Mais ce but ne fut obtenu qu'au prix de concessions réciproques, non sans soulever parfois de nombreuses et sérieuses difficultés. Ce n'est qu'après de longues et laborieuses délibérations que l'on put enfin arriver à un accord.

Telle fut, en un mot, l'œuvre de la Réunion des Ambassadeurs à Londres, si modeste dans sa forme, mais dont les travaux furent si efficaces, puisqu'elle parvint à maintenir l'entente entre les grandes Puissances, au milieu d'événements d'une gravité exceptionnelle.

### III

Les discussions de la question d'Albanie nous ont permis de nous rendre compte quelles avaient été les compétitions de certaines des grandes Puissances lors de ces événements, ce qui nous explique leur immixtion permanente et leur attitude inquiétante dans les affaires balkaniques.

Malgré la décision admise en ce qui concerne le nord de l'Épire qui fut annexée contre son gré à l'État d'Albanie, notre foi en la souveraineté du droit et de la justice ne subit pas cependant une atteinte sérieuse.

C'est, en effet, en se basant sur le principe de nationalités que l'Autriche a réclamé et l'Europe a reconnu le droit de l'Albanie à l'existence. L'Europe, à la Réunion de Londres, a pour ainsi dire affirmé sa personnalité morale et montré qu'elle est ennemie de toute violence et de plus en plus fortement attachée aux sentiments de droit et de justice.

Ces constatations nous permettent d'espérer à la victoire définitive du droit sur la force...

La France, qui pendant la crise albanaise a consacré

tous ses efforts en vue de faciliter la tâche qui s'était proposée l'Europe, continuera sa noble tradition, nous en sommes convaincu, dans l'avenir comme par le passé et restera *la gardienne de la liberté et le soldat du droit* ; et le droit c'est la protection des faibles contre les forts...

Vu :

*Le Président,*  
F. LARNAUDE.

Vu :

*Le Doyen,*  
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.

---



## APPENDICE

---

### ANNEXE I

#### Discours du marquis Visconti-Venosta devant la Chambre italienne le 18 décembre 1900

En ce qui touche l'Albanie, je suis à même d'assurer que le gouvernement austro-hongrois et le gouvernement italien ont déjà eu l'occasion de considérer leurs intérêts réciproques sur les côtes ottomanes de l'Adriatique et de reconnaître que ces intérêts sont pleinement sauvegardés par le respect et la conservation du *statu quo* territorial.

. . . . .

Et le 23 mai 1906, M. Frivetti ajoutait :

Les deux gouvernements assistent et assisteront avec satisfaction et dans le plus complet désintéressement au développement progressif naturel du peuple albanais (1).

(1) Cf. *Le Temps* du 17 et du 24 novembre 1912.

## ANNEXE II

**Note collective austro-russe remise le 8 octobre 1912 au nom des grandes Puissances, à Sofia, Athènes, Belgrade et Cettigné.**

Les gouvernements russe et austro-hongrois déclarent aux États balkaniques :

1° Que les puissances réprouvent énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rupture de la paix ;

2° Que s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin, elles prendront en main, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie d'Europe, étant entendu que ces réformes ne porteront aucune atteinte à la souveraineté de S. M. impériale le Sultan et à l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman ; cette déclaration réserve d'ailleurs la liberté des Puissances pour l'étude collective et ultérieure des réformes ;

3° Que si la guerre vient néanmoins à éclater entre les États balkaniques et l'Empire ottoman, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification *au statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe.

Les Puissances feront collectivement auprès de la Sublime-Porte les démarches dérivant de la précédente déclaration.

## ANNEXE III

**Note des cinq grandes Puissances  
à la Sublime-Porte en date du 10 octobre 1912 (1).**

Les soussignés, ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Angle-

(1) L'Italie était en état de guerre avec la Turquie. En effet la paix italo-turque d'Ouchy ne fut signée que le 15 octobre 1912.

terre, de France, de Russie et d'Allemagne, ont été chargés par leurs gouvernements respectifs d'informer la Sublime-Porte que les cinq puissances prennent acte de l'intention publiquement annoncée du gouvernement turc d'introduire des réformes et qu'elles discuteront immédiatement avec la Sublime-Porte dans l'esprit de l'article 23 du traité de Berlin et de la loi du 1880 les réformes que comporte la Turquie d'Europe et les mesures propres à en assurer les réalisations dans l'intérêt des populations, étant entendu que ces réformes ne porteront pas atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire.

#### ANNEXE IV

**Réflexions du marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, exposées dans le *Giornale d'Italia* au début de la crise balkanique (1).**

« L'Autriche-Hongrie en Albanie l'emportera sur l'Italie, parce qu'elle y bénéficie de conditions plus favorables : contiguïté territoriale, moyens financiers plus importants, traditions plus anciennes et mieux suivies, direction plus ferme et plus rationnelle de sa politique générale et locale, supériorité de son commerce, meilleure organisation de ses services maritimes, meilleures relations avec le Vatican et le clerge, prestige d'une puissance plus grande et plus ancienne. »

(1) Cf. *Le Temps* du 22 novembre 1912.

## ANNEXE V

### Déclarations de Sir Edward Grey devant la Chambre des Communes, le 9 décembre 1912 (1).

« Les grandes Puissances neutres et signataires du traité de Berlin sont maintenant toutes d'accord pour que leurs représentants se réunissent à Londres afin d'y procéder à un échange de vues non officiel et qui n'engagera pas les gouvernements. Le but de cette consultation est de faciliter un échange de vues portant particulièrement sur les points qui peuvent le plus directement affecter les intérêts de l'une ou de l'autre des grandes Puissances.

Ces réunions ne constitueront pas une Conférence. Une fois les conversations commencées à Londres, une fois que les représentants des Puissances seront mis en mesure de discuter ensemble les questions autour d'une table, les Puissances se trouveront en contact plus étroit et il y aura moins de dangers que l'une d'elles se détache des autres dans le cas où des difficultés imprévues surgiraient. »

## ANNEXE VI

### Conclusion du document appartenant à l'État-major d'Italie et produit par M. Herbette dans *l'Écho de Paris* le 19 mai 1913 :

. . . . .  
« La Grèce serait la puissance balkanique la plus avantagée par la guerre, si son domaine maritime s'étendait du canal de

(1) Cf. *Le Temps* du 11 décembre 1912.

Corfou à Lemnos et à Imbros, y compris la Crète, et qu'elle dominât non seulement le canal d'Otrante, mais aussi la sortie des Dardanelles. Se rendant ainsi l'arbitre des communications avec la Lybie (*sic*), elle constituerait une menace qui pourrait contrebalancer l'influence de notre flotte dans la mer Tyrrhénienne en ce qui concerne les communications entre l'Afrique française et les ports de Toulon et de Marseille. »

## ANNEXE VII

### Discours du comte Tizza, président du Conseil hongrois, devant la délégation hongroise (1)

« L'Autriche-Hongrie ne vise ni acquisitions territoriales, ni protectorat, ni privilèges dans les Balkans. Néanmoins, elle y est et y restera intéressée, et elle n'y tolérera jamais des groupements en opposition avec ses intérêts qui sont du reste identiques avec les intérêts des peuples balkaniques.

« Les intérêts austro-hongrois dans les Balkans s'expriment en une seule phrase : c'est à savoir que les États de cette presqu'île arrivent à posséder une véritable indépendance qui ne sera influencée ni touchée d'aucune part.

« Nous considérons le maintien de ce principe fondamental comme notre intérêt vital. »

« L'Autriche-Hongrie veut s'assurer surtout que l'indépendance réelle des États balkaniques soit sauvegardée par elles (allusion à l'influence russe).

« C'est là, l'alpha et l'oméga de notre politique. »

(1) Cf. *Le Temps* du 20 juin 1913.

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — TRAITÉS

ALNEAU (J.), DELAISI (F.), GOBLET (Y.-M.), HENRY (R.), LICHTENBERGER (H.), MALET (A.), MARVAUD (A.), REINACH (A.), SEIGNOBOS (Ch.), VIMARD (H.). — *Les aspirations autonomistes en Europe*. Paris, Félix Alcan, 1913.

BONFILS (H.) et FAUCHILLE. — *Manuel de droit international public*, 6<sup>e</sup> édit., Paris, Rousseau, 1912.

DESPAGNET (Frantz) et BOECK. — *Cours de droit international public*, 4<sup>e</sup> édit., Paris, Larose, 1910.

DE LA JONQUIÈRE (vicomte). — *Histoire de l'Empire ottoman*. Paris, Hachette, 1897.

D'ISTRIA (Dora). — *La nationalité albanaise d'après les chants populaires*. Paris, Périn, 1866.

DRIAULT (E.). — *Le Monde actuel ; tableau politique et économique*. Paris, Félix Alcan, 1909.

DRIAULT (E.). — *Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Félix Alcan, 1900.

DRIAULT (E.). — *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*. Paris, Félix Alcan, 1898.

FEYEL. — *L'histoire de l'Europe depuis 1814 jusqu'à nos jours*. Paris, Hachette, 1913.

- GHICA (Prince Albert). — *L'Albanie et la question d'Orient*. Paris, Périm, 1908.
- JALLIFIER (R.) et VART (H.). — *Cours complet d'histoire. Histoire contemporaine*, 4<sup>e</sup> édit. Paris, Garnier Frères, 1913.
- JARAY (G.-Louis). — *L'Albanie inconnue*. Paris, Périm, 1910.
- La grande Encyclopédie*. — Article « L'Albanie », par E. DUTEMPLE.
- LANDEMONT (comte DE). — *L'Europe et la politique orientale*, 1878-1912, Paris, Plon, 1912.
- PINON (René). — *L'Europe et la Jeune Turquie : Les aspects nouveaux de la question d'Orient*. Paris, Périm, 1911.
- PITTARD (E.). — *Contribution à l'étude anthropologique des Albanais*. Paris, Périm, 1901.
- SCHNEIDER (E.). — *Une race oubliée : les Pélasges et leurs descendants*. Paris, Périm, 1894.
- SEIGNOBOS (Ch.). — *Histoire politique de l'Europe contemporaine*. Paris, Armand Colin, 1905.
- WOODS (H.-Charles). — *La Turquie et ses voisins*, traduit de l'anglais par Jacques DUROY. Paris, E. Guilmoto, 1911.

## II. — PÉRIODIQUES

### Année 1912

- BALDACCI. — « L'Albanie économique et politique à la veille de la guerre », *Revue économique internationale*, 15-20 novembre.
- BARDOUX (J.). — « Les Balkans et la Triplice », *Opinion*, 9 novembre.
- BARDOUX (J.). — « L'évolution de la crise diplomatique », *Opinion*, 23 novembre.
- BÉRARD (V.). — « La France dans le Levant », *Asie française*, février.

CHARMES (Francis). — « La Chronique de la Quinzaine », *Revue des Deux Mondes*.

CHÉRADAME (A.). — « La Question albanaise », *Correspondant*, 25 juin.

CHÉRADAME (A.). — « La guerre des Balkans et l'intervention autrichienne », *Correspondant*, 10 novembre.

CONNARD (R.). — « L'Autriche et la paix dans les Balkans », *Revue des Français*, décembre.

DE LA HARPE (F.). — « La crise et le droit des peuples », *La Revue*, 1<sup>er</sup> novembre.

DE THOMASSON (Commandant). — « Les prodromes de la crise diplomatique », *Questions diplomatiques et coloniales*, 16 novembre.

DUBOSCQ (A.). — « La Question albanaise », *Revue Bleue*, 22 juin.

FRIBOURG (A.). — « Les Albanais et la France (1<sup>er</sup> Empire) », *Opinion*, 30 novembre.

GAULIS (G.). — « La Russie en Orient », *Opinion*, 20 avril.

HANOTAUX (G.). — « Vers l'entente », *Revue hebdomadaire*, 16 novembre.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — « Conjectures sur la crise », *Economiste français*, 2, 9 et 30 novembre et 7 décembre.

PERRAUD (R.). — « La délimitation de l'Albanie », *Opinion*, 28 décembre.

POLITIS (N.). — « Les Commissions internationales d'enquête », *Revue générale de droit international public*, XIX.

\*\*\*. — « La guerre des Balkans, les antécédents, les causes, les influences, le rôle des grandes Puissances », *Correspondant*, 25 octobre.

\*\*\*. — « L'Allemagne et la guerre des Balkans », *Correspondant*, 10 décembre.

\*\*\*. — « La force menaçante de l'Autriche », *Opinion*, 21 décembre.

**Année 1913**

- A.-H. — « La Commission financière internationale », *Économiste européen*, 4 et 11 juillet.
- BARDOUX (G.-Louis). — « La reprise de l'incendie albanais », *Opinion*, 27 septembre.
- BARDOUX (J.). — « La Conférence de Paris », *Opinion*, 7 juin.
- BARTH (J.). — « L'équilibre de la Méditerranée », *Revue des sciences politiques*, juillet-août.
- BLONDEL (G.). — « Les problèmes économiques des Balkans », *Questions diplomatiques et coloniales*, 16 juin.
- CHARMES (Francis). — « La Chronique de la Quinzaine », *Revue des Deux-Mondes*.
- DENIS (E.). — « Le principe des nationalités et la paix des Balkans », *Revue du mois*, 10 juin.
- DOROBANTZ (J.). — « La question albanaise : une erreur de la Triple-Entente », *Questions diplomatiques et coloniales*, 16 mai.
- GRAVIER (G.). — « L'Albanie et ses limites », 1<sup>er</sup> et 15 janvier.
- INTÉRIM. — « L'aréopage de Londres et les peuples balkaniques », *Opinion*, 5 avril.
- JARAY (G.-Louis). — « L'Albanie et les Albanais », *Revue politique et parlementaire*, 10 février.
- LAGNY. — « Les relations économiques austro-serbes », *Revue des sciences politiques*, janvier-février.
- LAMOUCHE (L.). — « L'indépendance albanaise et le débouché serbe sur l'Adriatique », *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — « Les enseignements des guerres des Balkans », *Économiste français*, 23 août.
- LEUNE (J.). — « Grèce et Albanie », *Grande Revue*, 10 mai.
- MARVAUD (A.). — « Autriche-Hongrie et Monténégro », *Opinion*, 29 mars.

- METZ (H.). — « Un voyage en Albanie », *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, juin.
- PINON (R.). — « L'Autriche et la guerre balkanique », *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> février.
- PORTALIS (G. LEFÈVRE). — « Un héros albanais : Scandenberg », *Revue hebdomadaire*, 2 août.
- PRINCE \*\*\*. — « Le Saint-Siège et les Balkans », *Revue*, 1<sup>er</sup> octobre.
- RECOULY (R.). — « Les conférences de Londres et la guerre balkanique », *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier.
- RECOULY (R.). — « La question de Scutari », *Revue politique et parlementaire*, 10 mai.
- SAINT-BLANCARD (L. DE SAINT-VICTOR DE). — « Six mois de crise balkanique : de l'armistice aux préliminaires de paix (traité de Londres) », *Revue des sciences politiques*, juillet-août.
- THOMASSON (Commandant DE). — « Le jeu de l'Autriche », *Questions diplomatiques et coloniales*, 1<sup>er</sup> janvier.
- TZARIGRADSKI. — « La valeur comparée des acquisitions balkaniques », *Questions diplomatiques et coloniales*, 1<sup>er</sup> octobre.
- \*\*\*. — « Le conflit austro-serbe et la question albanaise », *Économiste européen*, 24 octobre.
- \*\*\*. — « Les suites de la guerre des Balkans. Le point de vue catholique et français », *Correspondant*, 10 juillet.

#### Année 1914

- BARTH (J.). — « La France et la Triple-Entente dans la Méditerranée », *Revue des sciences politiques*, 15 février.
- CHARMES (Francis). — « Chronique de la Quinzaine ». *Revue des Deux-Mondes*.
- COSMETATOS (S.-P. PHOCAS). — « L'Albanie », *Monde économique*, 17 janvier.

HANOTAUX (G.). — « Fin de la crise orientale », *Revue hebdomadaire*, 7 février.

PERRAUD (R.). — « Triple-Alliance et Triple-Entente », *Opinion*, 10 janvier.

RECOULY (R.). — « La note anglaise et les affaires balkaniques » *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier.

RECOULY (R.). — « L'Albanie, les îles et les États balkaniques », *Revue politique et parlementaire*, 10 février.

SAINT-BLANCARD (L. DE SAINT-VICTOR DE). — « L'équilibre balkanique (avant et après le cyclone) », *Revue des sciences politiques*, 15 février.

STEPPANY (PERCY). — « La situation économique actuelle en Albanie », *Revue économique internationale*, 11<sup>e</sup> année, volume II, n<sup>o</sup> 1.

#### JOURNAUX (1912-1914)

*L'Écho de Paris.*

*Le Journal.*

*Le Temps.*

*Le Times.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                              | PAGES |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| <b>AVANT-PROPOS</b> .....                                    | 1     |
| <b>PLAN DE L'OUVRAGE</b> .....                               | 2     |
| <br><b>PREMIÈRE PARTIE</b>                                   |       |
| <b>CHAPITRE I. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE L'ALBANIE</b> .....  | 3     |
| Limites .....                                                | 3     |
| Cours d'eau.....                                             | 7     |
| Climat.....                                                  | 7     |
| Épire d'Albanie.....                                         | 8     |
| Population, Guéghes et Toskes.....                           | 8     |
| Langue.....                                                  | 9     |
| Religions.....                                               | 10    |
| Mœurs.....                                                   | 12    |
| <br><b>CHAPITRE II. — HISTOIRE DE L'ALBANIE</b> .....        | 13    |
| • Origine des Albanais .....                                 | 13    |
| Leurs coutumes .....                                         | 14    |
| Georges Castriota, dit Scanderbeg.....                       | 15    |
| Mahmoud Boutchatly.....                                      | 15    |
| Ligue albanaise .....                                        | 16    |
| Mouvement albanais depuis l'entrevue de Revel<br>(1908)..... | 17    |

|                                                                                                                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Rôle politique important joué par les Albanais dans l'Empire ottoman : la dynastie de Grands Vizirs de Köprülü, Mehmed-Aly Pacha, Kédive d'Égypte, Niazi Bey, Chemssedine Samy Bey, etc., la garde albanaise de l'ex-sultan, Abdul-Hamid..... | 18 |
| CHAPITRE III. — ORGANISATION DE L'ÉTAT D'ALBANIE.....                                                                                                                                                                                         | 20 |
| SECTION I. — <i>Droit public de l'Albanie :</i>                                                                                                                                                                                               |    |
| I Constitution.....                                                                                                                                                                                                                           | 20 |
| II. Administration .....                                                                                                                                                                                                                      | 23 |
| Justice .....                                                                                                                                                                                                                                 | 25 |
| Commissions internationales de contrôle.....                                                                                                                                                                                                  | 26 |
| SECTION II. — <i>Protectorat catholique autrichien, français et italien en Albanie</i> .....                                                                                                                                                  | 26 |
| Les Mirdites .....                                                                                                                                                                                                                            | 27 |
| Loi des montagnes ; Leg Dukadgin ; le 13 <sup>e</sup> protocole du Congrès de Berlin ; Protectorat catholique italien.....                                                                                                                    | 29 |
| <b>DEUXIÈME PARTIE</b>                                                                                                                                                                                                                        |    |
| <b>La crise balkanique</b> .....                                                                                                                                                                                                              | 31 |
| CHAPITRE I. — LA CRISE ALBANAISE.....                                                                                                                                                                                                         | 34 |
| SECTION I. — <i>Le principe de nationalités</i> .....                                                                                                                                                                                         | 34 |
| Les Balkans aux peuples balkaniques.....                                                                                                                                                                                                      | 38 |
| L'Albanie aux Albanais .....                                                                                                                                                                                                                  | 39 |
| SECTION II. — <i>La politique des grandes Puissances dans les Balkans</i> .....                                                                                                                                                               | 45 |
| I. L'Autriche-Hongrie. Les intérêts vitaux de la Monarchie autrement dit le droit de voisinage.....                                                                                                                                           | 45 |
| Équilibre dans l'Adriatique.....                                                                                                                                                                                                              | 52 |
| II. L'Allemagne .....                                                                                                                                                                                                                         | 56 |
| III. La Russie.....                                                                                                                                                                                                                           | 58 |

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| IV. L'Italie .....                 | 61 |
| V. La France et l'Angleterre ..... | 68 |

## CHAPITRE, II :

|                                                                                                                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — <i>La Réunion d'Ambassadeurs à Londres</i> .....                                                                                                                                    | 71  |
| La formule de M. Poincaré .....                                                                                                                                                                  | 72  |
| Proposition de sir Edward Grey .....                                                                                                                                                             | 74  |
| Constitution de l'État d'Albanie et du débouché<br>économique de la Serbie à la mer Adriatique..                                                                                                 | 77  |
| L'accord austro-russe relatif aux frontières sep-<br>tentrionales d'Albanie .....                                                                                                                | 79  |
| Projet d'occupation de l'Albanie par l'Autriche et<br>l'Italie .....                                                                                                                             | 81  |
| La séance de clôture de la réunion et ses deci-<br>sions .....                                                                                                                                   | 85  |
| SECTION II. — <i>Les frontières d'Albanie</i> .....                                                                                                                                              | 86  |
| I. Les frontières nord et nord-est d'Albanie. Scutari<br>et ses environs sont-ils un pays slave ou albanais ?<br>Arguments en faveur du caractère slave ; déclara-<br>tions du roi Nicolas ..... | 87  |
| Arguments en faveur du caractère albanais. Com-<br>muniqué russe .....                                                                                                                           | 90  |
| II. Les frontières sud d'Albanie. Les projets italo-<br>autrichiens et grec .....                                                                                                                | 93  |
| La thèse italienne ; la liberté du détroit d'Otrante<br>et du canal de Corfou ; le principe de nationa-<br>lités ; le Koutzo-Valaques .....                                                      | 94  |
| Thèse grecque, réfutant la thèse italienne .....                                                                                                                                                 | 97  |
| Projet de l'État-major italien en vue d'interrompre<br>les communications entre Toulon et l'Afrique<br>française .....                                                                           | 100 |
| Opinion de la <i>Pall Mall Gazette</i> en faveur de la<br>thèse grecque .....                                                                                                                    | 101 |
| Proposition grecque en faveur d'un plébiscite en<br>Épire sous la surveillance des Puissances .....                                                                                              | 102 |

|                                                                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Décision de la Réunion.....                                                                                                                 | 103 |
| Protocole de Florence .....                                                                                                                 | 105 |
| La note collective des Puissances adressée au cabinet d'Athènes et relative au tracé de la frontière d'Albanie et aux îles de l'Archipel... | 105 |
| La réponse du gouvernement grec et ses vœux.                                                                                                |     |
| Note collective des grandes Puissances au Cabinet d'Athènes.....                                                                            | 107 |
| CHAPITRE III. — QUESTION ÉPIROTE.....                                                                                                       | 108 |

### TROISIÈME PARTIE

|                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|
| Considérations économiques et financières relatives à l'Albanie ..... | 111 |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE EN ALBANIE.... | 111 |
| I. Productions .....                                       | 111 |
| II. Agriculture.....                                       | 112 |
| III. Industrie .....                                       | 113 |
| IV. Commerce. ....                                         | 115 |
| V. Voies de communication.....                             | 116 |
| VI. Chemins de fer en projet.....                          | 117 |
| VII. La Banque d'État albanaise. ....                      | 118 |

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — FINANCES ALBANAISES .....                                                                                  | 120 |
| SECTION I. — <i>Revenus publics</i> .....                                                                                 | 120 |
| I. Revenus des domaines. ....                                                                                             | 120 |
| II. Impôts et droits .....                                                                                                | 120 |
| III. Budget d'Albanie.....                                                                                                | 122 |
| SECTION II. — <i>Crédit public</i> .....                                                                                  | 123 |
| I. Emprunt.....                                                                                                           | 123 |
| II. Part contributive de l'Albanie dans la dette publique ottomane; Commission internationale à Paris; son programme..... | 125 |

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION III. — <i>Sort des concessions et contrats anciens accordés en Albanie</i> ..... | 129 |
| <b>CONCLUSION</b> .....                                                                  | 131 |

### APPENDICE

|                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ANNEXE I. — Discours du marquis Visconti-Venosta et de M. Pinetti devant la Chambre italienne..... | 137 |
| ANNEXE II. — Note austro-russe du 8 octobre 1812 .....                                             | 138 |
| ANNEXE III. — Note des Puissances à la Sublime-Porte en date du 10 octobre 1912.....               | 138 |
| ANNEXE IV. — Déclaration du marquis de San Giuliano dans la <i>Giornale d'Italia</i> .....         | 139 |
| ANNEXE V. — Déclarations de Sir Edward Grey devant la Chambre des Communes le 9 décembre 1912..... | 140 |
| ANNEXE VI. — Conclusion du document appartenant à l'État-major italien.....                        | 140 |
| ANNEXE VII. — Discours du comte Tizza devant la délégation hongroise .....                         | 141 |

### BIBLIOGRAPHIE

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| I. — <i>Traites</i> .....       | 143 |
| II. — <i>Périodiques</i> .....  | 144 |
| III. — <i>Journaux</i> .....    | 148 |
| <b>TABLE DES MATIÈRES</b> ..... | 149 |



---

Angers, imp. J. Siraudeau — 44-2257

---





